

GEO HISTOIRE

AVRIL - MAI 2012

N° 2

L'Algérie GEO HISTOIRE

1830-1962

L'ALGÉRIE

De la conquête française
à l'indépendance



GRUPE PRISMA MEDIA

M 01839 - 2 - F: 6,90 € - RD



BEL: 7,50 € - CH: 13 CHF - CAN: 14 CAD - D: 11 € - ESP: 8 € - GR: 8 € - LUX: 7,50 € - ITA: 8 € - PORTUGAL: 8 € - DOMINIQUE: 11 € - BATAVIA: 7,50 € - MAROC: 8,50 € - TURQUIE: 9 IND - Zone CFA/Batavia: 6 000 XAF - Zone CFP/Batavia: 1100 XPF

EN SUPPLÉMENT 24 PAGES D'IMAGES ET DE RÉCITS INÉDITS

XVI^e siècle : un atlas qui a
changé notre vision du monde

1947 : l'URSS sous le regard de
John Steinbeck et Robert Capa

Aux racines de la nuit



Derek Hudson

Pendant longtemps, c'était le silence qu'on entendait le plus. Il a fallu attendre 1999 pour que le terme «guerre d'Algérie» soit officiellement reconnu par le gouvernement français et vienne chasser le mot «événements». Et nombreux sommes-nous, dans nos familles, à avoir constaté que les voix restaient nouées, même longtemps après que les armes s'étaient tues. Parfois, au détour d'un jubilé, un vieil oncle sortait son journal d'adolescence et montrait une photo jaunie d'une belle ferme dans les vergers. Un autre vieux baissait les yeux : en 1955, il était aux cuisines dans l'armée, mais il a vu ce qui ne se raconte pas. Ainsi, depuis cinquante ans, l'histoire de l'Algérie a défilé en pointillés, entre ombres et vérités, revendications et nostalgie.

Aujourd'hui, la parole est plus libre. Des documentaires ont ouvert la voie aux témoignages, même les plus douloureux. Des appelés, comme ceux qui nous ont livré leurs souvenirs (lire page 76), nous permettent de comprendre les raisons de l'enchaînement infernal des violences. Des auteurs de bande dessinée, des romanciers aussi, nous aident à quitter le camp des simplifications extrêmes.

Il faut, à ce titre, lire le magnifique livre de Yasmina Khadra, «Ce que le jour doit à la nuit» (Julliard, 2008). Le roman se passe en Algérie, entre 1930 et 1960. Vers la fin, Jaime Jiménez Sosa, un riche colon, discute avec un jeune homme, appelé Younes ou Jonas, c'est selon. Younes parce qu'il est algérien, Jonas parce qu'il a été recueilli par des Européens et a grandi dans le milieu des pieds-noirs. Sosa contemple ses champs de vignes tressés dans la plaine de la Mitidja. Des fermes ont brûlé, au loin. La terre sent le sang. La guerre n'est pas loin.

Et Sosa dit à Younes :

«Ce pays, monsieur Jonas, nous doit tout. Nous avons tracé des routes, posé des rails jusqu'aux portes du Sahara, jeté des ponts par-dessus les cours d'eau, construit des villes plus belles les unes que les autres et des villages de rêve au détour des maquis. Nous avons fait d'une désolation millénaire un pays magnifique, prospère et ambitieux, et d'un misérable caillou, un fabuleux jardin d'Eden. (...)

Cette terre, nous l'avons servie comme on sert rarement sa propre mère (...). L'Algérie, monsieur Jonas, est notre invention.»

Jonas, alors, plutôt un garçon calme et posé, se dresse devant Sosa :

«Il y a très longtemps, monsieur, bien avant vous et votre arrière-arrière-grand-père, un homme se tenait à l'endroit où vous êtes. Il n'y avait pas de routes ni de rails et les lentilles et les ronces ne le dérangaient pas. Cet homme était confiant parce qu'il était libre. Il n'avait sur lui qu'une flûte pour rassurer ses chèvres et un gourdin pour dissuader les chacals. Le bout de galette et la tranche d'oignon qu'il dégustait valaient mille festins. Il vivait (...) convaincu que c'est dans la simplicité des choses que résidait l'essence des quiétudes.»

Et excédé, Jonas conclut :

«Je ne suis pas d'accord avec vous, monsieur Sosa. Cette terre ne vous appartient pas. Elle est le bien de ce berger d'autrefois, dont le fantôme se tient juste à côté de vous et que vous refusez de voir.»

Après cet échange de mots, Younes et Sosa se séparent. Peu après, le bal des vendanges est annulé. Et la tragédie que l'on sait commence.

Sosa contre Younes. Younes contre Sosa. L'histoire de l'Algérie ne peut se comprendre sans remonter aux racines de sa nuit, aux sources de son passé colonial. Sans examiner les nombreux événements qui, à partir de l'arrivée des Français en 1830, ont fini par engendrer le fatal dénouement. C'est ce travail d'éclairage que nos journalistes et photographes vous proposent dans ce numéro. Pour contribuer à notre tour à laisser la parole prendre le pas sur le silence.

ERIC MEYER, RÉDACTEUR EN CHEF

Voir

Vivre

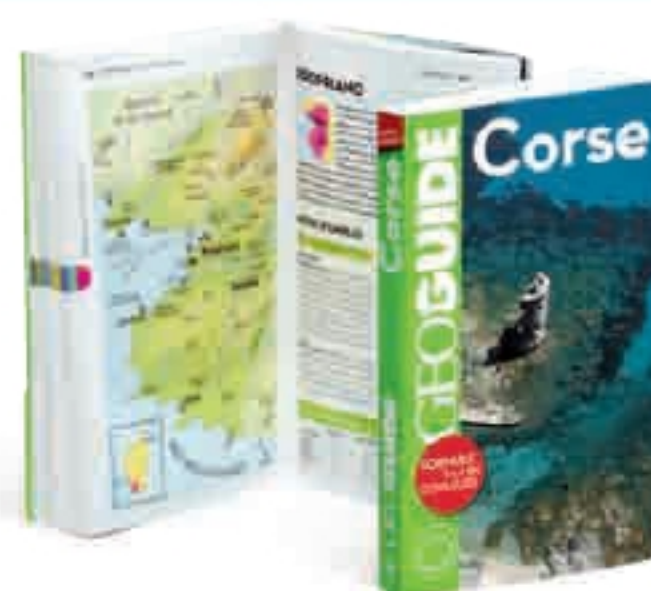
FORMULE
tout EN
COULEURS

GEOGUIDE / PRATIQUE / CULTUREL / ESSENTIEL

ALLEZ PLUS LOIN avec les nouveaux GEOGuide. Des guides tout en couleurs pour tout VOIR d'un pays ou d'une ville. Des adresses et des conseils précieux pour y VIVRE pleinement. 52 destinations en France, en Europe et dans le monde pour aller toujours plus loin. De 9€ à 17,50€.

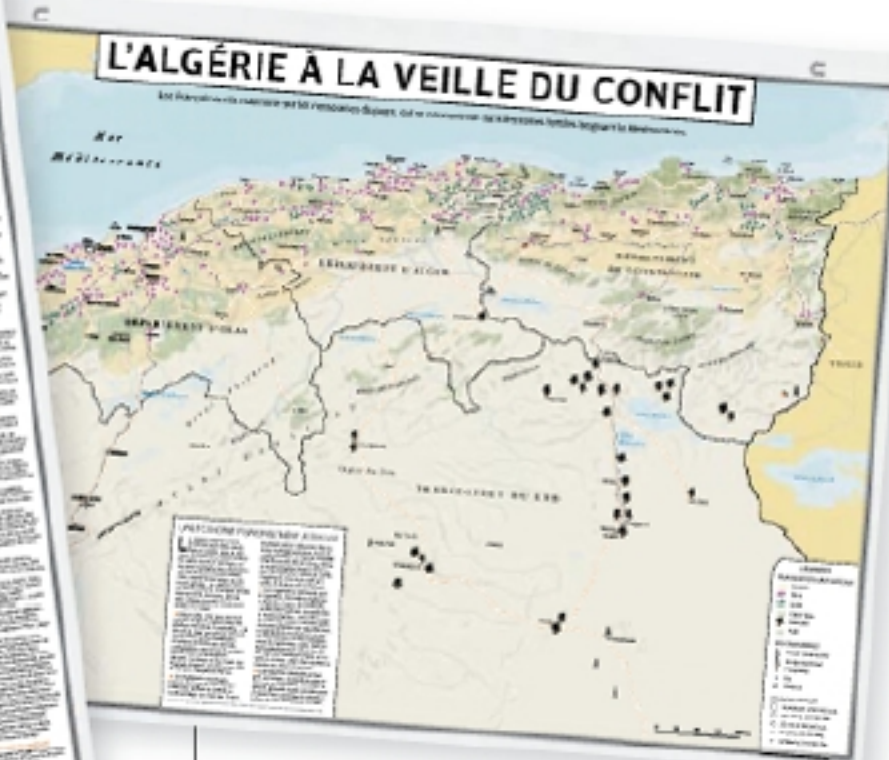
www.geo-guide.fr

guides
Gallimard



SOMMAIRE

www.geo.fr



- 6 PANORAMA**
132 ans de passion et de violence
De l'ambition coloniale à la guerre d'indépendance.
- 18 ENTRETIEN**
«Européens et Arabes se cotoyaient mais ne se mélangeaient pas»
Leïla Sebbar et Jacques Ferrandez, tous deux nés en Algérie, confrontent leurs regards sur l'histoire coloniale.
- 24 CHRONOLOGIE**
Algérie française : un pays, deux histoires
De 1830 à 1962, les événements vus côté français et algérien.
- 26 LES ORIGINES**
Le temps de la conquête
Dès 1830, la France alterna brutalité et diplomatie pour dominer l'Algérie.
- 34 Mais qu'allait-on faire là-bas ?**
Un incident diplomatique cachait bien d'autres raisons de débarquer à Alger.
- 36 LES COLONS**
Ces Européens qui tentèrent l'aventure
L'épopée des migrants qui s'installèrent sur la terre algérienne.
- 44 Boufarik ou le mirage d'une colonisation heureuse**
Une petite ville agricole du Nord incarna la prospérité et... les inégalités.
- 50 Jours heureux à Bab el-Oued**
La «dolce vita» des Français d'Alger à la veille de l'indépendance.
- 58 L'ESPOIR DÉÇU**
Les apôtres de la troisième voie
Des libéraux ont vainement tenté de fraterniser avec les musulmans.
- 62 LE DÉTONATEUR**
Sétif, le massacre de trop
En mai 1945, l'armée française tue des milliers d'«indigènes».

- 67 NOTRE POSTER**
Recto : Alger 1954-1962
En 1954, les indépendantistes préparent la lutte armée. Et à partir de 1956, la cité s'installe dans la violence.
Verso : L'Algérie à la veille du conflit
Les Français ont la mainmise sur les ressources du pays, concentrées le long de la Méditerranée.

- 75 LA GUERRE**
Le jour où les nationalistes ont déclenché la lutte armée
En 1949, de jeunes indépendantistes braquent la poste d'Oran.
- 76 Paroles d'appelés**
D'anciens soldats du contingent français racontent la guerre.
- 84 Des tortures qui ont fait école**
Les méthodes d'interrogatoire en Algérie ont ensuite servi d'exemple aux dictatures sud-américaines.
- 86 L'HEURE DES CHOIX**
La valse-hésitation du général de Gaulle
Partisan de la colonisation, il prôna ensuite l'indépendance.
- 92 Ces pieds-noirs qui sont restés**
Aujourd'hui, quelques centaines de Français continuent à vivre en Algérie.
- 102 POUR EN SAVOIR PLUS**
Nos livres et DVD sur Maurice Audin, Gilles Caron, les harkis...

- 104 RENAISSANCE**
L'énigme de l'atlas dieppois
Une mystérieuse carte normande du XVI^e siècle porte mention de l'Australie.
- 112 À LIRE, À VOIR**
De l'histoire du «Titanic» à celle du communisme, nos livres et DVD.
- 118 DOCUMENT**
Deux Américains au pays des Soviets
En 1947, Robert Capa et John Steinbeck réalisent un reportage en URSS.



RMN, Château de Versailles



L. Ionesco / Rapin

50

L'insouciance à Alger
La plage de la Madrague était un lieu de convivialité pour la communauté française.



26

Un épisode d'une guerre dévastatrice
En 1840, à Mazagran, les fantassins du 1^{er} bataillon français résistèrent aux milliers de partisans d'Abd el-Kader.



86

Le dernier voyage du Général
En décembre 1960, de Gaulle fut accueilli par les enfants de Tizi Ouzou aux cris d'«Algérie algérienne!».



76

Vers un combat douteux
Plus d'un million de jeunes soldats furent envoyés en Algérie, sans qu'ils sachent vraiment pourquoi ils allaient se battre.



44

Des oranges au goût amer
A Boufarik, dans le Nord, l'agriculture était florissante. Mais les ouvriers «indigènes» étaient sous-payés.



Photo de couverture:
La mosquée Djemaa Djedid, Alger, 1895.
Photo : Léon et Levy / Roger-Viollet
Abonnement : cartes jetées à l'intérieur du magazine.



ALGÉRIE FRANÇAISE LA GRANDE ILLUSION

Dès le XIX^e siècle, la métropole considéra cette terre comme un eldorado et s'attacha à la mettre en valeur. Mais les injustices commises à l'égard des musulmans, loin de les soumettre, les poussèrent vers la révolte et l'indépendance.



**La porte d'entrée
du rêve colonial**

La situation stratégique de la baie d'Alger (ici, un autochrome du début du XX^e siècle) attirait déjà les convoitises dans l'Antiquité. La Casbah (ci-dessus), «citadelle» érigée à flanc de colline, s'élevait sur le site d'Icosium, comptoir phénicien. Alger, ottomane du XVI^e au XIX^e siècle, soumise en 1830 par les Français, devint en 1848 la préfecture d'un des trois départements créés par la II^e République en Algérie. La ville figura la porte d'entrée de l'«Orient» pour des dizaines de milliers de migrants européens.

Lorsqu'en 1871 l'Algérie passa de la tutelle militaire aux mains des colons civils, les musulmans furent soumis à un régime d'exception

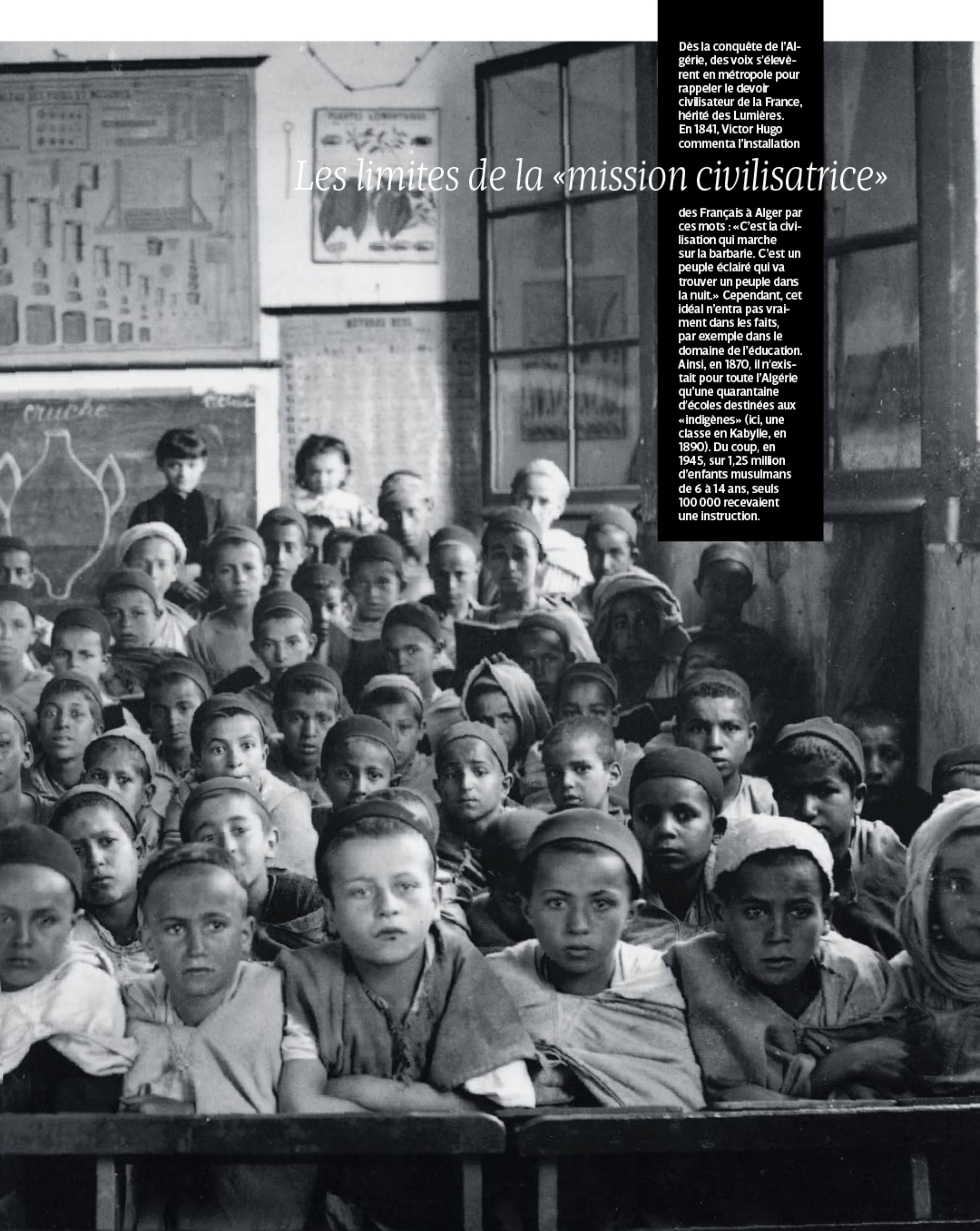
Des lois d'exception pour les «indigènes»

(le Code de l'indigénat, 1881). Il instituait par exemple des infractions spécifiques aux indigènes, et les soumettait à un permis de circulation intérieure. Par ailleurs, ces indigènes servaient de main-d'œuvre bon marché aux colons (comme sur cette exploitation, en 1910), qui avaient accaparé les meilleures terres. En 1919, 7,5 millions d'hectares avaient été saisis et redistribués aux particuliers mais aussi à l'Etat et à quelques grandes entreprises françaises. La concentration agricole entre les mains d'une petite oligarchie s'accéléra jusqu'au début de la guerre d'indépendance.









Dès la conquête de l'Algérie, des voix s'élevèrent en métropole pour rappeler le devoir civilisateur de la France, hérité des Lumières. En 1841, Victor Hugo commenta l'installation

Les limites de la «mission civilisatrice»

des Français à Alger par ces mots : «C'est la civilisation qui marche sur la barbarie. C'est un peuple éclairé qui va trouver un peuple dans la nuit.» Cependant, cet idéal n'entra pas vraiment dans les faits, par exemple dans le domaine de l'éducation. Ainsi, en 1870, il n'existait pour toute l'Algérie qu'une quarantaine d'écoles destinées aux «indigènes» (ici, une classe en Kabylie, en 1890). Du coup, en 1945, sur 1,25 million d'enfants musulmans de 6 à 14 ans, seuls 100 000 recevaient une instruction.



La ville neuve d'Oran a été bâtie ex nihilo sur les ruines du tremblement de terre de 1790. C'était la plus européenne des préfectures

A Oran, le calme avant la tempête

de la colonie (ici, le Grand Café Riche dominant sur le boulevard Seguin, en 1900). La cité brassait une majorité de Français d'origine espagnole, une importante communauté juive et une minorité musulmane. Avec le déclenchement de la guerre en 1954, la ségrégation raciale s'y aggrava, nourrissant un fort ressentiment chez les musulmans. La violence explosa finalement entre le 26 juin et le 10 juillet 1962. Ces journées tragiques firent quelque 700 victimes (morts et disparus) chez les pieds-noirs, et sans doute une centaine de morts musulmans.






Le 10 décembre 1960, la première manifestation organisée en ville avec l'appui du FLN débordait dans les zones européennes. Criant «Algérie musulmane» et «Vive le FLN», et armés pour certains de gourdins, les indépendantistes se montrèrent au grand jour devant les yeux médusés des «pieds-noirs». En réponse à cette manifestation, la

Alger : une ville sous haute tension

ville fut mise sous surveillance. Alger fut traversée de barbelés et de points de contrôle. Ce quadrillage de la ville continua jusqu'à la fin de la guerre, comme en témoigne cette photo prise le 12 février 1962 dans la Casbah.







Naissance d'un pays et fin d'une époque

Le lundi 2 juillet 1962, au lendemain du référendum d'autodétermination, la foule en liesse gagnait le centre d'Alger (en photo). Les drapeaux vert et blanc coloraient les grands

boulevards de la ville sous les applaudissements des Algériens souriants. Les enfants avaient sorti leurs plus beaux habits. Une joie contrastant avec l'amertume des Européens qui, par crainte de représailles, n'avaient plus qu'une idée en tête : partir. Le 3 juillet, alors que de Gaulle reconnaissait l'indépendance de l'Algérie, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) s'installait en ville. Pendant l'été, 800 000 pieds-noirs quittèrent leur terre natale.

ARABES ET EUROPÉENS NE

Nés en Algérie, la romancière et l'auteur de bandes dessinées ont fait de l'histoire coloniale la matière de leurs œuvres. Ils confrontent ici leurs regards.

GEO HISTOIRE : Vous avez l'un et l'autre écrit des ouvrages sur l'histoire et la mémoire de l'Algérie française : romans et textes autobiographiques pour vous, Leïla Sebbar ; un cycle de bandes dessinées pour vous, Jacques Ferrandez. Tous deux nés en Algérie, vous avez vécu l'essentiel de votre vie en France. Est-ce important dans votre histoire ? Cela a-t-il influencé votre travail ?

Leïla Sebbar : Oui. C'est parce que je ne suis pas restée en Algérie que j'ai écrit. Pendant mes études en France, je ne pensais plus du tout à mon pays de naissance. J'étais tellement contente d'être ici, libre, loin de ces problèmes de guerre, d'OAS, etc. En Algérie, on ne sortait pas. C'était l'asphyxie. Heureusement, il y avait les livres, qui m'ont sauvée de la mélancolie. Une fois en France, j'ai oublié toutes les raisons de cette souffrance. Pendant plusieurs années, j'ai oublié l'Algérie. C'était une amnésie réelle, profonde. C'est en faisant ma thèse sur la traite des Noirs au XVIII^e siècle, et notamment sur la révolte des esclaves à Saint-Domingue, que l'Algérie est revenue. Il y a eu un transfert. Pour ce travail, j'ai étudié un roman colonial, «Adonis ou le bon nègre», et j'ai compris avec une certaine douleur que mon père avait été, lui aussi, le bon colonisé. C'est avec cette prise de conscience que l'amnésie a pris fin et que l'Algérie est revenue comme un boomerang.

Et vous, Jacques Ferrandez ?

Jacques Ferrandez : Je suis né en Algérie, mais j'ai grandi en France et ne suis revenu sur mes pas que bien

plus tard. Mes parents ont quitté l'Algérie en 1956, juste après ma naissance. Ils ont décidé de partir. C'est ce qui nous distingue de cette majorité des pieds-noirs poussés dehors en 1962 avec deux valises. Du coup, le discours sur l'Algérie n'était pas chez nous de l'ordre de la nostalgie douloureuse, du ressentiment ou de l'amertume comme dans les associations «ultra». La distance avait déjà été mise par la famille, et cela a été plus facile pour moi de questionner mes parents. En venant m'installer à Paris, en 1984, j'ai redécouvert mon grand-père maternel, qui jusque-là avait été un type lointain, un peu bourru, que je ne voyais qu'une fois par an. Il s'est mis à me raconter ses histoires d'enfance dans le Sud oranais. C'était incroyable, on était en plein Far West : le chemin de fer, les tribus, la frontière floue entre le Maroc et l'Algérie, les raz-zias... Il fallait que je trouve le moyen de tout raconter. Je me suis alors plongée dans cette histoire pour vite m'apercevoir que c'était un puits sans fond, une histoire énorme et très peu traitée. Une mine d'or pour un scénariste.

**Pourquoi, dans la première partie des «Carnets d'Orient», remon-
tez-vous aux origines de la coloni-
sation française, soit à la période
allant de 1830 à 1854 ?**

J.F. : Je me retrouvais face à ce sujet qui m'était inconnu. Il était rattaché à des anecdotes familiales, mais je ne connaissais rien de l'épaisseur de cette histoire. J'ai donc voulu tout reprendre au début, avec l'arrivée du corps expéditionnaire, en 1830.



En cherchant ce qui était associé à l'imagerie de cette époque, je suis tombé sur les fac-similés des carnets de voyage de Delacroix au Maroc, contenant des dessins, du texte et des histoires. L'artiste y raconte son engouement pour l'Orient. Au retour, il fit un arrêt de quelques jours à Alger. J'ai donc décidé que mon personnage serait un peintre, et ainsi a débuté le premier scénario. D'où le titre : «Les Carnets d'Orient». A l'époque, pour les Européens, l'Orient désignait ce qui était inconnu. Ça allait du Maroc à la Perse, voire jusqu'en Chine. Il y a donc un malentendu originel, un «mal vu» même, car le Maghreb, c'est en fait l'Occident du monde arabe. Ça m'intéressait de travailler sur ce malentendu.

SE MÉLANGEAIENT PAS



Photos : Michael Zums tein / Vu

Vous avez tous deux utilisé la photographie coloniale pour votre travail. N'est-elle pas trompeuse ?

J.F. : Je n'ai jamais été dupe. Le regard des peintres et des photographes du XIX^e siècle a été une courroie de transmission de l'entreprise coloniale. Cet « ailleurs » exotique donnait à rêver aux métropolitains. On montrait ainsi dans les tableaux orientalistes des femmes nues, alors qu'il n'y a pas plus couvert qu'une femme au Maghreb. Ce qui m'intéressait, c'était la manière dont la peinture, à travers ce qu'elle donnait à voir de cette région, a pu construire ce malentendu et participer au projet colonial.

L.S. : Ces photographes étaient à la fois des ethnologues et des esthètes. Il est intéressant de mettre en

parallèle cette iconographie de cartes postales coloniales avec les photographies de femmes algériennes prises en 1961 par Marc Garanger. En tant qu'appelé, ce dernier réalisa environ deux mille portraits de femmes algériennes, originellement destinés à servir de photos d'identité. Mais il a renversé le principe de la photo coloniale : d'un travail policier, il a fait un objet politique, un témoignage sur le peuple algérien et sur sa lutte.

Y a-t-il eu des lectures qui ont transformé votre vision de l'Algérie coloniale ? Des historiens en particulier ?

L.S. : Ce qui m'intéresse davantage que les écrits des historiens, c'est la littérature coloniale de l'époque.

Deux Français nés en Algérie

Leïla Sebbar et Jacques Ferrandez, qui ont quitté l'Algérie entre 1956 et 1961, ont été rattrapés par ce passé, dont ils tentent de percer le sens.

J.F. : J'allais le dire : Robert Randeau, Louis Bertrand, Elissa Rhaïs... Cette littérature retranscrit l'esprit du temps. J'ai toujours trouvé aberrant de parler d'une période historique avec nos valeurs d'aujourd'hui, ce qui entraîne à juger ce qui s'est passé. Le plus important, c'est de se replonger dans la littérature et la presse de l'époque. Où l'on trouve, par exemple, l'idée très répandue de la hiérarchisation des races, des civilisations. Dans le meilleur des cas, on est pour la colonisation parce que c'est une manière de répandre la « civilisation », l'esprit des Lumières et éventuellement les idées de la Révolution française. Et, à cet égard, les instituteurs n'ont pas été inutiles : beaucoup de militants du FLN ont expliqué avoir appris les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité grâce à leur instituteur, pour mieux constater qu'elles n'étaient pas mises en pratique dans leur pays... À l'autre bout de l'échiquier, on voyait la colonisation comme une manière de consolider l'Empire français face au rival britannique. La position critique par rapport au système colonial était extrêmement rare.

Vous montrez néanmoins des situations schizophréniques, comme celle de ce communal qui part en Kabylie en 1871 et y récupère des terres ayant appartenu aux autochtones. Il a conscience de l'injustice, en même temps qu'il la pratique et en profite.

J.F. : Le travail d'un auteur de fiction est de condenser sur certains personnages des éléments grappillés au fil des lectures. Il y eut des communalards, mais également, avant eux, des républicains de 1848 exilés en Algérie et devenus colons. Ce qui m'a beaucoup surpris, c'est que les plus grands colonialistes étaient les républicains réprouvés par le Second Empire. ●●●



Les allers et retours de la mémoire

Ce livre paru aux éditions Bleu Autour constitue une exploration de la mémoire algérienne. Écrit comme un journal, il se compose notamment d'entretiens avec des membres de sa diaspora et de souvenirs personnels. L'auteure y réaffirme son « désir fébrile de mêler l'Algérie à la France ».

familial (*Ouvre-moi seulement les chemins d'Arménie*, Belles Lettres, 1990) que la précieuse machine à coudre Singer a dû être vendue contre de la nourriture, et l'écrivain cubain Edouardo Manet se rappelle la machine familiale Singer de la grand-mère maternelle andalouse. L'outil de travail des familles pauvres et industrielles.

Mi-juin

Le chibani de La Postale. « Le Zouave. » Les boîtes de tabac à chiquer. Cigognes à Paris et près de Taret. Nora Aceval.



Koubé de Sidi Tahar à Tounina, près de Taret, 2002. Coll. part.

*Vieux en arabe.

Rue de Tolbiac, dans un coin de *La Postale* à lui seul réservé, un *chibani* algérien roule une cigarette en buvant un ballon de rouge. Au pied du verre, le paquet jaune « Le Zouave » ZIG-ZAG qu'on trouve encore dans certains tabacs. Le buraliste de *L'Ariel* vend des « Zouave ». Pour combien de temps ? Sur l'une des dernières grilles métalliques à motifs géométriques qui protègent la terre des platanes du boulevard Blanqui, une boîte de tabac à chiquer. Moins émouvante que les anciennes. La carte d'Afrique n'est plus en relief, ni les étoiles latérales, ni les lettres arabes. Au bord de la boîte, les avertissements imposés — « Nuit gravement à la santé » — en quatre langues européennes. Je ne les ramasserai plus. Avec la mort des *chibanis*, elles disparaîtront.

Sur le mur du bureau de poste, à l'angle de la rue d'Ulm, une grande cigogne rouge au pochoir. Je ne suis pas sûre que ce soit une cigogne mais, de l'autre côté du trottoir, c'est une cigogne. Je vais revoir en août celles de la Gonterie et de Chenaud. J'ai photographié les oiseaux migrateurs de la brasserie *Les Cigognes*, boulevard Vincent-Auriol, dans le XIII^e à Paris, et le carré au-dessus : COUSCOUS - TAGINES - MÉCHOUI - GRILLADES. Il y a sûrement d'autres cafés avec cigognes.



Le père de Nora Aceval, né en 1889, à 20 ans, il sera fermier. Coll. part.



LEILA SEBBAR

Elle a publié plus de trente livres dont beaucoup ont pour toile de fond l'Algérie – qu'elle quitta à l'âge de 18 ans –, et la question de l'exil. Romans et nouvelles mais aussi des recueils collectifs de récits explorant l'histoire coloniale et postcoloniale. Son dernier roman, «La Confession d'un fou», vient de paraître aux éditions Bleu Autour.



●●● **L.S.** : Jules Ferry fut d'ailleurs l'un des leaders du parti colonial.

J.F. : A l'inverse, certains militaires, appartenant au courant saint-simonien d'Ismayl Urbain (conseiller personnel de Napoléon III, voir pp. 26-33), défendaient l'idée du «royaume arabe», c'est-à-dire une manière de s'installer en respectant la civilisation, les croyances musulmanes, voire l'organisation politique. Les deux tendances s'opposaient. Je trouvais intéressant de mettre ces paradoxes en lumière. L'idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes date seulement du milieu du XX^e siècle.

Leïla Sebbar, vous avez une expérience intime de cette ambiguïté coloniale, étant la fille d'un Algérien et d'une Française.

L.S. : Oui. Mon père étudiait à l'Ecole normale Bouzareah d'Alger et, tandis que les élèves instituteurs français faisaient un voyage à l'intérieur du pays, dans le «bled» – que la plupart d'entre eux ne connaissaient pas –, les élèves «indigènes», comme on les appelait, effectuaient leur stage en «métropole». C'est là que mes parents se sont connus. Ma mère avait 20 ans. Elle a suivi mon père en Algérie, où ils ont enseigné tous les deux.

Fille de père musulman, de mère chrétienne... Dans les années 1950 en Algérie, aviez-vous le sentiment d'être une enfant à part ?

L.S. : Les mariages mixtes entre musulmans et chrétiens étaient effectivement très rares en Algérie. Il y en eut quelques centaines à peine. C'était aussi mal perçu du côté des musulmans que du côté du colonat. Ma mère était ce qu'on appelait «une Française de France» (pour les distinguer des Français d'Algérie), ce qui n'était pas très bien vu non plus. Petite fille, je vivais dans l'école de mes parents. C'était une protection. Donc, avant le collège, je n'ai pas vraiment senti que c'était un problème d'être née de père arabe et de mère française. Pourtant, nous vivions dans un petit village près de Tlemcen et mon père était directeur de l'école de

garçons, dans le quartier arabe, pauvre. Nous, les filles du directeur, allions à l'école de filles, dans le quartier européen et, sur le chemin, mes sœurs et moi, qui étions habillées comme des petites Françaises, étions insultées par les garçons arabes. Pour eux, on était des ovnis parce qu'on ne ressemblait pas à leurs sœurs, on était des étrangères, les «roumiettes» (les petites Françaises), et les filles de l'Algérien qui avait épousé une Française et qui ne nous élevait pas selon la loi musulmane.

Ce qui n'a pas empêché votre père d'avoir des soucis avec les autorités françaises. Sous le régime de Vichy d'abord, puis au milieu des années 1950. Pour quelles raisons ?

L.S. : C'était un musulman laïc et républicain. Parce qu'il était inscrit au parti communiste algérien, le régime de Vichy l'avait relégué à Aflou, au fin fond des hauts plateaux, où je suis née. Pendant la guerre, étant toujours au PCA, il était donc mal vu par l'armée française. Je ne l'ai jamais vraiment su, mais je pense qu'il devait appartenir à un réseau de soutien au FLN. Il a en tout cas été arrêté par les parachutistes français à Blida, dans son école, et a fait de la prison à Orléansville pendant plusieurs mois. C'était en 1957.

Vous avez finalement quitté l'Algérie en 1961. Pourquoi ?

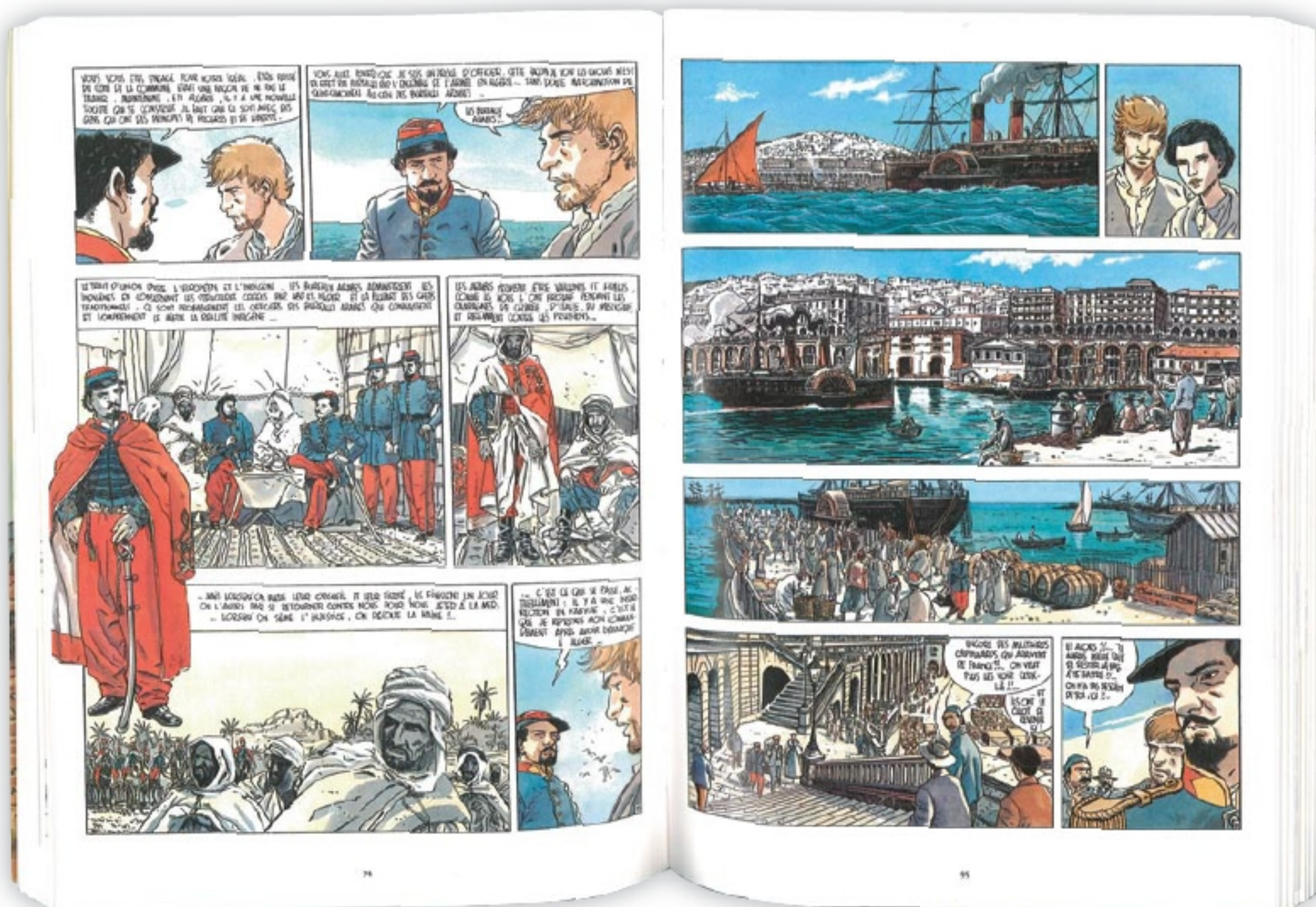
L.S. : Mes parents nous ont envoyées en France, une de mes sœurs et moi, pour continuer nos études. J'étais encore mineure. Ce n'était pas notre choix, mais je les en remercie. Mes parents sont restés jusqu'en 1970. Ils ont travaillé dans l'Algérie indépendante. Mais, en 1968, comme partout en Europe, il y eut des révoltes à l'université d'Alger. Ma plus jeune sœur, restée là-bas, a participé à des manifestations. Elle fut arrêtée et passa plusieurs mois en prison. Mon père l'a mal supporté. Et quand ma sœur a finalement quitté l'Algérie pour aller vivre en Martinique, mes parents ont décidé de partir aussi.

Jacques Ferrandez, c'est en 2002, soit sept ans après votre premier opus relatant les origines de la colonisation, que vous vous êtes attaqué à la période allant de 1954 à 1962. Pourquoi avoir attendu ?

J.F. : A cette époque, des anciens appelés avaient, après un long silence, commencé à témoigner, notamment dans le documentaire de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, «La Guerre sans nom». Et puis, il y eut «l'affaire Aussaresses», cet ancien chef parachutiste ayant, en 2002, reconnu – et revendiqué – avoir torturé et exécuté des Algériens pendant la guerre (voir pp. 84-85). Ces nouveaux éléments m'ont poussé à entreprendre le deuxième cycle des «Carnets d'Orient», consacré à la guerre d'indépendance. De plus, la guerre civile des années 1990 m'apparaissait comme une résurgence de ce qui n'avait pas été purgé, ni jugé, au moment de la guerre d'Algérie. Ce conflit fut aussi interne aux Algériens : il y eut le massacre de Melouza, perpétré en 1957 par le FLN contre un village suspecté d'être partisan du MNA, le parti de Messali Hadj, rival du FLN. Un exemple parmi d'autres. L'armée française manœuvra aussi pour produire au sein du FLN la fameuse «bleuite» (un climat de doute et de suspicion généralisés), qui entraîna de violentes purges et l'élimination de ceux qui étaient suspects d'une double culture et qui auraient pu être les futures élites du pays. Je voyais dans la guerre des années 1990, cette «guerre sans images» comme l'appelle l'historien Benjamin Stora, avec ses massacres atroces, comme une forme de répétition de ce qui s'était passé entre 1954 et 1962.

Avez-vous rencontré des obstacles pour réaliser ce travail sur la guerre ?

J.F. : Des obstacles, non. Mais je me suis toujours méfié des possibles récupérations et des «enjeux mémoriels». J'habitais à Nice où il y a beaucoup de rapatriés et d'associations pieds-noirs, et je me suis toujours tenu à l'écart de cette mouvance où la guerre reste une question très épidermique. ●●●



Une fresque de cent trente-deux ans
 Paris de 1987 à 2009, les dix albums composant les « Carnets d'Orient », récit couvrant l'ensemble de l'histoire de l'Algérie française, viennent d'être réédités en deux volumes chez Casterman, enrichis de carnets de travail et de textes d'écrivains et d'historiens (45€ le tome).





JACQUES FERRANDEZ

Dessinateur et scénariste, il a débuté par des BD ayant pour cadre la Provence de son enfance avant de se lancer dans son grand œuvre algérien, pour lequel il puisa dans sa biographie familiale. Cet amateur de jazz vient de terminer «Alger la Noire» (Casterman), adaptation d'un polar de Maurice Attia qui a pour cadre la Ville blanche en janvier 1962.



●●● Je voulais pouvoir aborder tous les sujets, y compris ceux qui ne sont pas agréables pour l'Algérie française. En ne m'interdisant pas non plus les sujets pas très corrects d'un point de vue algéro-algérien. Par exemple, dans «La Guerre fantôme», j'évoque les nez coupés, autrement dit les sévices que subissaient les musulmans qui ne souscrivaient pas aux mots d'ordres du FLN : interdiction de fumer et de boire l'anisette. Quand je suis allé en Algérie, en 2003, après la parution de ce volume, l'officiel qui m'a reçu et ne connaissait pas mon travail a ouvert le livre au hasard et est tombé sur la page des nez coupés. Il l'a aussitôt refermé. L'entretien était terminé... C'est mon père qui, pour la première fois, m'avait parlé de cette histoire. Issu d'un milieu de «petits Blancs», il avait été repéré par son instituteur et avait été le seul de la fratrie à faire des études supérieures. Devenu médecin de famille à Belcourt (quartier européen d'Alger), il soignait des patients qui avaient eu le nez ou les oreilles coupées. C'est sûrement l'une des raisons qui l'avaient décidé à partir.

Et vous, Leïla Sebbar, vous interdisez-vous d'évoquer certains sujets ?

L.S. : La seule chose, non que je m'interdise, mais qui me soit encore impossible, c'est de faire en Algérie l'équivalent des voyages que j'ai faits en France pour ma trilogie «Mes Algéries en France». Je voudrais faire le même travail en Algérie, voir ce qu'il reste de la France là-bas. J'y retourne, invitée pour mes livres. Mais je reste dans les villes, faute de pouvoir voyager à travers le pays comme je le souhaiterais, c'est-à-dire seule et sans escorte, en prenant des photos. La situation politique et sécuritaire n'est pas favorable. Je pense pourtant que je trouverais beaucoup de vestiges de la mémoire française. Le livre s'appellerait «Mes Frances en Algérie»...

Jacques Ferrandez, vous êtes retourné pour la première fois en Algérie en 1993. A quelle occasion ?

J.F. : Pour effectuer un travail avec l'écrivain Rachid Mimouni sur la

Casbah d'Alger. Ce fut l'occasion inoubliable de découvrir ce quartier historique avec Himoud Brahimi, dit Momo, qui fut mon guide. Nous étions au début de la guerre civile et c'était incroyable de pouvoir se promener dans ce qui était à l'époque un fief des islamistes, avec cet homme devant lequel tout le monde se prosternait. Poète mystique, Momo avait fréquenté tout le milieu intellectuel d'Alger dans les années 1940 et 1950. Il avait aussi été champion de nage sous-marine, et ce statut l'avait conduit à fréquenter les bains de l'amirauté à Alger, en principe réservés aux Blancs. C'est seulement par le sport et la culture que les Arabes pouvaient se mêler aux Européens. Le reste du temps, on vivait côte à côte mais séparés, on ne se mélangeait pas. Momo avait donc été ami avec Edmond Charlot, qui eut beaucoup d'importance dans le milieu culturel algérois parce qu'il fut le premier éditeur d'Albert Camus, et également d'autres écrivains et poètes importants tels Jules Roy, Emmanuel Roblès, Jean Pélégri, Jean Amrouche, Jean Sénac, etc., qui fréquentèrent sa librairie.

L.S. : Des écrivains longtemps ignorés là-bas, mais que les Algériens commencent à se réapproprier.

J.F. : Camus est toujours, dans certains milieux arabophones, suspect d'être un écrivain colonial, voire colonialiste, voire raciste. Il y a deux ans, la «Caravane Camus», organisée pour le cinquantenaire de sa mort, a été violemment dénoncée par une partie de la presse algérienne qui ne voyait pas de raisons de le réhabiliter. Doit-il être reconnu comme un auteur algérien ou est-il un auteur colonial ? Ces questions restent très sensibles là-bas.

Leïla Sebbar, après l'avoir trouvé «risible, grotesque et réactionnaire», vous estimez aujourd'hui que le «travail mémoriel peut suturer ce que des violences meurtrières ont produit». Vous dites aussi que «leur remémoration historique ou collective est nécessaire pour que la vie ne s'arrête

pas au désespoir ou à la mélancolie». Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis ?

L.S. : Quand on était, comme moi, agité par les idées de 1968, les commémorations paraissaient ridicules. Ensuite, lorsqu'on s'interroge sur un certain nombre de points d'histoire, de fiction aussi, on comprend. Je vais beaucoup me promener dans les cimetières militaires ou musulmans. Chaque fois que je vais dans une ville, s'il y a des orientalistes au musée, je veux les voir, et s'il y a des cimetières militaires et des carrés musulmans, je veux les voir. Je m'interroge sur la mort dans l'exil et donc, au fond, sur celle de mon propre père. Tout cela tourne autour des questions de pays natal, d'identité troublée, et trouble.

Pour conclure, pensez-vous que l'histoire de l'Algérie coloniale fut une tragédie écrite d'avance ?

L.S. : Coloniser avec une minorité un pays musulman, c'était titanesque et forcément voué à l'échec.

J.F. : Bien que certains aient cru que ça puisse tourner autrement. Camus avait ce rêve de ce qu'on appelait «la troisième voie», que tous les enfants de ce pays puissent avoir les mêmes droits. Je ne suis pas du tout dans la nostalgie car c'est un pays que je n'ai pas connu, mais je m'interroge sur ce qu'il aurait pu être avec la mise en œuvre du projet Blum-Viollette (voir pp. 58-61). On peut faire des uchronies, réécrire l'histoire. Est-ce que le destin de l'Afrique aurait été changé avec une Algérie prospère et métissée ? C'est ce que je fais dire de façon cynique à l'un de mes personnages : «Qu'est-ce qu'une nation si ce n'est une colonisation qui a réussi ?» On peut aussi voir ça à l'échelle des nations occidentales. Qu'est-ce que la France si ce n'est une série d'annexions ?

L.S. : Même si la nationalité française avait été accordée à toute la population musulmane, je pense qu'il y aurait eu un mouvement national. Parce que les Algériens n'étaient pas, n'ont jamais été, des citoyens français à part entière. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
J.-C. SERVANT ET B. GIBIAT

14 JUIN 1830

37 000 soldats français débarquent à Sidi-Ferruch. Après trois semaines de siège, le dey d'Alger capitule.

30 MAI 1837

Traité de la Tafna entre le général Bugeaud et Abd el-Kader : la France cède les deux tiers de l'Algérie à l'émir, mais y conserve des « possessions », dont Alger, Oran et Blida. Au mois d'octobre, les Français prennent Constantine.

16 MAI 1843

Le duc d'Aumale s'empare de la smala, « capitale » itinérante d'Abd el-Kader. Ce dernier se réfugie au Maroc avant de se rendre fin 1847.

12 NOVEMBRE 1848

L'Algérie est officiellement déclarée « Territoire français ».

24 OCTOBRE 1870

Les décrets Crémieux accordent la nationalité française aux 37 000 juifs d'Algérie, créant ainsi un déséquilibre inédit avec la communauté musulmane.

SEPTEMBRE 1871

Après la mort en mai de Mokrani, chef de la révolte en Kabylie, la région est « pacifiée ». 500 000 hectares de terres y sont attribués aux colons. Débute une grande vague d'immigration européenne.

28 JUIN 1881

Le Code de l'indigénat instaure un régime juridique spécial pour les musulmans et renforce l'arsenal répressif. Censé durer sept ans, il ne sera aboli qu'en 1944.

1914-1918

Durant la guerre, l'Algérie envoie 173 000 hommes au front, parmi

lesquels 25 000 musulmans et 22 000 Européens ne reviendront pas. Quelque 120 000 Algériens sont également recrutés comme main-d'œuvre, notamment pour creuser des tranchées.

1930

Célébration du centenaire de l'Algérie française. En mai, le président Gaston Doumergue débarque à Alger pour « célébrer l'œuvre admirable de la colonisation et de la civilisation ».

NOVEMBRE 1936

Le projet Blum-Viollette d'octroi de la pleine citoyenneté française à une élite de 20 000 « indigènes », avec droit de vote aux élections législatives, est rejeté par les colons comme par les indépendantistes (photo à droite, Maurice Viollette, ancien gouverneur d'Algérie de 1925 à 1927



Harlingue/Roger-Viollet

et ministre d'Etat du gouvernement de Léon Blum, en 1936).

7 MARS 1944

Le général de Gaulle promulgue une ordonnance élargissant les droits des musulmans d'Algérie. Insuffisant, jugent les nationalistes.

8 MAI 1945

Alors qu'on célèbre la victoire sur les nazis, des émeutes hostiles

ALGÉRIE FRANÇAISE : UN

Cinquante ans après, l'histoire de la guerre et, plus largement, de la présence française en effet, écrit leur propre récit, mettant en avant des faits, des personnages et des

5 JUILLET 1830

Hussein Pacha se soumet à la France, dont les troupes pillent Alger, provoquent la fuite de 10 000 habitants et s'emparent du trésor du dey. Insurrection populaire dans la plaine de la Mitidja.

22 NOVEMBRE 1832

Abd el-Kader, désigné « émir des croyants » par l'assemblée des tribus de Mascara, proclame le djihad (la guerre sainte) contre l'envahisseur. Il organise la résistance à l'ouest et dans l'intérieur du pays ; le bey Hadj Ahmed, chef de Constantine, la dirige à l'est.

30 MAI 1837

La France reconnaît la souveraineté d'Abd el-Kader (photo à droite) sur le centre et l'ouest du pays. L'émir établit sa capitale à Mascara et divise son territoire en califats, placés sous l'autorité



Musée de l'Armée/RMN

de chefs de tribus. La guerre reprend en 1839.

1849-1857

Tout le pays entre en rébellion : bataille de Zaatcha (1849) ; révolte des Zibans dans les Aurès (1850) ; soulèvement de Chérif Boubaghla en Kabylie (1851-1854) ; rébellion à Laghouat (1852) ; insurrection de Bouhmara (1855)

et de Lalla Fatma N'Soumer dans le Djurdjura (1857).

15 MARS 1871

Le notable Ahmed el-Mokrani et ses frères se révoltent contre les projets de confiscation foncière en Kabylie. Ils sont rejoints par le cheikh el-Haddad (confrérie des Rahmaniyya), qui déclare le djihad.

1916-1917

Des conscrits et des déserteurs musulmans organisent une révolte armée dans le Sud constantinois et les Aurès. 15 000 soldats français viendront mater cette rébellion.

MARS 1919

L'émir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader, lance le mouvement El-Ikdam (l'Audace), pour une « Algérie algérienne ». Après plusieurs succès aux élections locales, il devra s'exiler en 1923.

14 JUIN-5 JUILLET 1930

Les cérémonies du centenaire, durant lesquelles les Français mettent en scène la soumission des chefs tribaux, sont vécues comme une humiliation par les musulmans.

11 MARS 1937

Après la dissolution de l'Etoile nord-africaine (parti créé à Paris en 1926) par le gouvernement du Front populaire, le leader nationaliste Messali Hadj fonde le Parti du peuple algérien (PPA). Interdit en 1939, il renaît en 1946 en tant que Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

10 FÉVRIER 1943

Avec le soutien des nationalistes de l'ex-PPA et des oulémas, Ferhat Abbas publie le « Manifeste du peuple algérien », réclamant l'égalité entre musulmans et Européens, une réforme agraire, la

aux Français éclatent dans le Constantinois, à Sétif et Guelma. Les fermes des colons sont attaquées et 103 Européens massacrés. Menée par l'armée et les milices, la répression coûte la vie à plusieurs milliers d'Algériens (entre 2 000 et 6 000 selon les Français).

1^{ER} NOVEMBRE 1954

Durant la « Toussaint rouge », 70 actions « terroristes » sont commises sur l'ensemble du territoire algérien par un groupe inconnu, le FLN. Elles font une dizaine de victimes. Le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, lève des renforts pour des opérations de « pacification ».

20 AOÛT 1955

Soulèvement du Nord constantinois. Plus de 70 Européens sont tués. La répression de l'armée française fait officiellement

1273 morts. Dix jours plus tard, la France rappelle 60 000 réservistes pour faire face aux « événements ».

12 MARS 1956

L'Assemblée nationale accorde les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement socialiste de Guy Mollet. Les effectifs militaires sur le sol algérien sont portés à 400 000 hommes. De nombreux appelés manifestent à Paris et en province en faveur de la paix.

JANVIER-OCTOBRE 1957

Bataille d'Alger : le général Massu et ses parachutistes démantèlent les cellules du FLN dans la capitale algérienne, touchée par de nombreux attentats à la bombe.

13 MAI 1958

Coup de force de l'armée en Algérie, qui crée le Comité de salut public, dirigé par le général Massu.

Le 1^{er} juin, de Gaulle est rappelé à la tête du gouvernement.

16 SEPTEMBRE 1959

Après avoir accordé le droit de vote aux Algériens, de Gaulle annonce un futur référendum sur l'autodétermination. Il entame des négociations avec le gouvernement provisoire de la République algérienne.

24 JANVIER-1^{ER} FÉVRIER 1960

C'est la « semaine des barricades » à Alger (photo ci-dessous). Après



Bernety/Rapho

le rappel du général Massu en métropole, les partisans de l'Algérie française, opposés à l'autodétermination, se soulèvent.

JANVIER-AVRIL 1961

Le 8 janvier, le référendum sur l'autodétermination voit un large succès du « oui » en France comme en Algérie. Des « ultras » européens constituent dans la foulée l'Organisation armée secrète (OAS). Le « putsch des généraux », en avril, se solde par un échec.

18 MARS-JUILLET 1962

La signature des accords d'Evian est suivie d'un cessez-le-feu le lendemain. Un référendum, le 8 avril, ouvre la voie à l'indépendance de l'Algérie. L'OAS poursuit ses actions. L'exode des pieds-noirs débute au mois de juillet.

PAYS, DEUX HISTOIRES

en Algérie sont encore l'objet de polémiques entre Alger et Paris. Les deux nations ont, chiffres sensiblement différents. Panorama comparé.

TEXTE D'OLIVIER PIRONET

reconnaissance de la langue arabe et une « République autonome ».

8 MAI 1945

Alors que des défilés indépendantistes ont lieu dans la plupart des villes du pays, un manifestant est abattu par la police à Sétif. L'insurrection gagne tout le Constantinois. Les représailles font entre 20 000 et 40 000 morts (selon les Algériens).

1^{ER} NOVEMBRE 1954

Le Front de libération nationale (FLN) et l'Armée de libération nationale (ALN) déclenchent la guerre révolutionnaire en lançant une série d'offensives contre la présence française en Algérie. Le 3 décembre, Messali Hadj crée le Mouvement national algérien (MNA).

20 AOÛT 1955

Des milliers de paysans encadrés par le chef régional de l'ALN,

Youssef Zighoud, attaquent une trentaine de centres ruraux et miniers du Constantinois, le port de Skikda (Philippeville) et Constantine. La répression française fait 12 000 victimes (selon le FLN).

20 AOÛT 1956

Le premier congrès du FLN, organisé dans la vallée de la Soummam sous la houlette d'Abane Ramdane, aboutit à la création du Comité national de la révolution algérienne (CNRA) et du Comité de coordination et d'exécution (CCE). Premiers affrontements entre le FLN et le MNA.

28-29 MAI 1957

Près de 400 habitants du village de Melouza (petite Kabylie), soupçonnés de soutenir le MNA de Messali Hadj, sont exécutés par l'ALN. La plupart des leaders du MNA seront éliminés au cours de l'automne.

19 SEPTEMBRE 1958

Le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), présidé par Ferhat Abbas, est constitué. Il est reconnu par le bloc de l'Est et la Ligue arabe.

DÉCEMBRE 1959

Après la mort au combat de deux figures importantes de l'ALN, Amirouche Aït Hamouda et Si El Haouès, Houari Boumédiène est nommé chef d'état-major.

DÉCEMBRE 1960

Importantes manifestations FLN dans les grandes villes d'Algérie (photo ci-contre). L'Assemblée générale de l'ONU reconnaît le droit des Algériens à l'indépendance.

17 OCTOBRE 1961

A Paris, la répression policière d'une manifestation FLN pacifique, organisée pour

protester contre le couvre-feu, fait une centaine de morts.

5 JUILLET 1962

Le pays proclame son indépendance, préalablement approuvée par référendum en Algérie le 1^{er} juillet, avec 99,7 % des voix. L'Etat algérien estime que la guerre a fait 1,5 million de victimes algériennes (d'après les estimations françaises, elles s'élèvent à 300 000).



Bernety/Rapho

LES ORIGINES

LE TEMPS DE LA CONQUÊTE

En 1830, Alger, relais puissant de l'Empire ottoman, est réputée imprenable. Les Français la soumettront pourtant. Pour dominer le pays, ils useront pendant quarante ans de force, mais aussi de diplomatie et de ruse.



1840 Mazagran, une bataille retentissante

Sur les hauteurs de ce village de l'Ouest, 123 «zéphyr», des fantassins du premier bataillon d'Afrique en poste depuis le début de la conquête, découragèrent les assauts de milliers de partisans d'Abd el-Kader, le chef de la résistance arabe. Un fait d'armes largement héroïsé ensuite par la France.

1847 La reddition très médiatisée d'Abd el-Kader

L'émir Abd el-Kader fait remettre sa jument au duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe et gouverneur des possessions françaises en Afrique, le 23 décembre 1847. Emprisonné cinq ans en France, le chef de guerre sera libéré par Napoléon III en 1852.





Angé Tissier (1814-1876) © H. Lewandowski / RMN, Château de Versailles



D'après Antoine Vernet (1758-1836) © Musée de l'Armée / RMN



Régis Augustin (1813-1880) © R.G. Ojeda / RMN, Chantilly Musée Condé

La paix des dupes

Le 30 mai 1837, Abd el-Kader (en haut) et le général Bugeaud (ci-dessus) concluent le Traité de Tafna. Il ne s'agit que d'une trêve, durant laquelle chaque camp réorganise ses forces. Dénonçant une violation de l'accord de paix, l'Emir repart en guerre sainte en 1839.

C'est une impressionnante armada qui s'élance de la rade de Toulon ce 25 mai 1830 : sept vapeurs flambant neufs entraînent dans leur sillage pas moins de 103 navires de guerre et 572 bâtiments de commerce transportant dans leurs cales des bœufs, des chevaux, du bois, ou encore de l'eau potable. Mission : conquérir Alger. Mais ce n'est pas gagné. En 1541, Charles Quint s'y est cassé les dents. En 1775, les 30 000 Irlandais de Charles III y ont été mis en déroute. En apprenant le départ de la flotte française, Wellington, le vainqueur de Waterloo, s'est écrié : « Les Français sont fous ! Un revers terrible les attend sur les côtes d'Algérie. » De fait, le dey Hussein, régent d'Alger alors sous domination ottomane, les attend de pied ferme.

Le 13 juin, huit brigades d'infanterie et d'artillerie prennent pied sur la plage de Sidi-Ferruch, à 28 kilomètres à l'ouest d'Alger. Tandis qu'on installe un campement grand comme une ville – avec baraques, hangars préfabriqués, fours à pain, forges et même des guinguettes et un théâtre –, les premières escarmouches éclatent. Des cavaliers surgissent, frappent et disparaissent aussitôt. Des tueurs rampent entre les broussailles pour exécuter les sentinelles jusque dans les bivouacs. On retrouve les victimes décapitées, et il se dit que le dey paye une jolie somme pour chaque tête française.

Aucun plan militaire n'est prévu hormis la prise d'Alger

Le 28 juin, l'armée française arrive sur les hauteurs d'Alger. Sûr de sa victoire, l'agha Ibrahim, le gendre du dey qui commande la manœuvre, a déjà revêtu son habit de parade et fait dresser les tentes des officiers. La sienne, somptueuse, est parfumée d'essence de rose et de jasmin. Le combat s'engage dans ce décor des « Mille et Une Nuits », puis bascule rapidement dans des scènes d'horreur. Les cavaliers arabes sont décimés par l'artillerie française. L'affrontement entre les fantassins est monstrueux. Les « dépeceuses », des femmes qui suivent les troupes arabes, mettent en pièce les cadavres des ennemis en leur arrachant les organes. ●●●

●●● Après six jours de combats acharnés, l'artillerie française éventre les murailles d'Alger. Le dey est obligé de se rendre. Dans les souterrains de son palais, les envahisseurs découvrent un trésor d'une valeur de plus de 50 millions de francs (voir p. 32). Voilà déjà l'expédition remboursée ! Mais à l'entrée de la Casbah, une autre surprise, bien moins agréable, les attend : des pyramides de têtes de soldats français. Autre déconvenue : l'indifférence de la population algéroise, pour laquelle être sous domination turque ou française, c'est « kif-kif ».

Et maintenant, quelle suite donner à la prise d'Alger ? Aucun plan de conquête n'a été arrêté. Pour occuper la troupe, on se lance dans quelques raids. Les indigènes répondent en harcelant les Français dès qu'ils s'éloignent de leurs bases. Zouaves et spahis (anciens fidèles du dey d'Alger ralliés à la France), se font tirer comme des lapins lors de la corvée d'eau. Des cavaliers fondent sur les campements et massacrent les légionnaires à coups de sabre. En représailles, le général Savary de Rovigo, ancien ministre de la Police sous Napoléon, fait raser des villages entiers. Les habitants, adultes ou enfants, sont égorvés, les vergers sont détruits.

Dix années de lutte acharnée contre l'émir Abd el-Kader

En 1833, le pays entier est déjà prêt à s'embraser, il ne lui manque qu'un chef. C'est le moment que choisit un jeune homme de 25 ans pour sortir de l'ombre. Abd el-Kader est le fils d'un marabout (chef religieux) vénéré de la région de Mascara, dans le Nord-Ouest. Fédérant les tribus, qui le désignent émir, il isole Oran en attaquant les caravanes de ravitaillement. Les Français répliquent en massacrant ses soutiens, en pillant les récoltes, en enlevant femmes et enfants. Après plus d'un an de combats, le général Desmichels accepte de négocier avec Abd el-Kader. Un traité, conclu le 26 février 1834, permet à ce dernier de garder autorité sur tout l'Ouest algérien et même d'obtenir la livraison de 400 fusils afin de pacifier la région. Tâche dont il s'acquitte avec un grand zèle : les tribus sont soumises par le fer ou séduites par les discours de l'émir.

Les routes de la région sont devenues si sûres, dit-on à l'époque, qu'un enfant pourrait les parcourir avec une couronne d'or sur la tête.

Mais, en juin 1835, Paris découvre que le traité est trop généreux avec Abd el-Kader (Desmichels avait gardé certaines clauses secrètes). La guerre reprend de plus belle. Le général Trézel, à la tête de 2500 hommes, marche sur Mascara, mais en chemin, au défilé de La Macta, il est sévèrement battu. Le général Bugeaud est envoyé à la rescousse pour conclure une nouvelle paix avec le jeune chef. Par le traité de Tafna, qu'il signe le 30 mai 1837, Abd el-Kader reconnaît la souveraineté de la France qui s'octroie Oran, Mostaganem et Mazagran, mais il récupère les deux tiers de l'Ouest algérien. Il établit sa capitale à Taqdemt. La tribu des Ben Zetoun, qui se trouve sur son territoire, reste fidèle aux Français : Abd el-Kader, qui porte désormais le titre de sultan, fait égorger tous les membres du clan. Bientôt, les deux tiers de l'Algérie lui obéissent. Il n'attend plus que l'occasion de reprendre la « guerre sainte ».

C'est le duc d'Orléans, fils du roi Louis-Philippe, qui va la lui fournir. Le 28 octobre 1839, une colonne de 5000 hommes quitte Constantine pour rejoindre Alger. L'expédition a été organisée dans le plus grand secret. Par bravade, le duc d'Orléans a en effet décidé de traverser le territoire d'Abd el-Kader en passant par les « Portes de fer », un étroit défilé dans les montagnes Bibans où une poignée de combattants suffirait à décimer l'armée française. Orléans et ses hommes s'engagent dans ce coupe-gorge aux cris de « Vive le roi ! ». Ils en ressortent indemnes : le sultan n'a pas attaqué. Le 2 novembre, arrivé à

Alger, le duc donne un grand banquet sur l'esplanade de Bab el-Oued pour célébrer son exploit. Abd el-Kader, dénonçant l'intrusion sur son territoire, peut alors rallumer les hostilités. Bugeaud, désormais gouverneur général de l'Algérie, avec les pleins pouvoirs et une armée de 100 000 hommes, repart au combat. Il mène une guerre dévastatrice, ne laissant derrière lui que de la terre brûlée. Les villes tombent les unes après les autres. Mais Abd el-Kader reste insaisissable : il se déplace sans cesse avec sa « smala », composée de ses soldats, ses artisans, ses serviteurs et leurs familles, au total près de 30 000 personnes. Le 16 mai 1843, le duc d'Aumale, profitant de l'absence de l'émir, fonde sur la smala et s'en empare. Diminué, coupé des siens, Abd el-Kader se réfugie au Maroc avec un dernier carré de fidèles.

Les « enfumades » françaises seront sans pitié

Mais un nouvel ennemi se dresse sur la route des Français, un certain Bou Maza, marabout intégriste animé par une haine farouche des chrétiens. Les Français ont d'autant plus de mal à le capturer que, partout dans le pays, des usurpateurs se font passer pour lui. Le 30 janvier 1845, un cortège d'hommes et de femmes s'approche en chantant d'un camp français, à Sidi Bel Abbes. Les gardes amusés leur ouvrent les portes. Aussitôt, des armes jaillissent des burnous. Bilan : 6 morts et 36 blessés chez les Français ; 58 « kamikazes » abattus. Les prisonniers interrogés ne comprennent pas qu'on ait pu les capturer : Bou Maza leur a certifié qu'une fois dans le camp, sa magie les rendrait invisibles.

Les représailles à cet attentat vont être terribles. Bugeaud ravage tout sur son passage. Le 16 juin 1845, dans les montagnes du Dahra, des centaines de personnes – guerriers, mais aussi femmes et enfants – se réfugient dans des cavernes pour échapper aux soldats. Impossible de les déloger. Un an plus tôt, le 11 juin 1844, le même cas de figure s'était déjà produit dans les grottes du massif côtier de Sheba. Bugeaud avait trouvé la solution : « Si ces gredins se retirent

1850 Au service de la propagande, la figure héroïque du capitaine Gérard, tueur de lions

dans leurs cavernes, fumez-les à outrance!», avait-il ordonné. Plus de 500 personnes avaient péri asphyxiées. Au Dahra, le colonel Pélissier emploie la même méthode d'«enfumade». Il fait entasser broussailles et bois mort devant l'entrée des grottes et fait allumer le feu. «La peau d'un de nos tambours avait plus de prix à mes yeux que la peau de tous ces misérables», se justifiera-t-il. Quelques semaines plus tard, le 12 août, à Nekmaria, Saint-Arnaud – «général ayant les états de service d'un chacal», selon Victor Hugo – emmure vivantes des centaines de personnes, hommes, femmes, enfants. «Je fais hermétiquement boucher toutes les issues et je fais un vaste cimetière. La terre couvrira à jamais les cadavres de ces fanatiques», écrit-il à son frère. En France, l'annonce de ces actes soulève une vague d'indignation. On parle de «meurtres prémédités», la presse dénonce une «œuvre de cannibale», des actes «infâmes qui souillent le drapeau de la France».

C'est le moment que choisit Abd el-Kader pour réapparaître. Franchissant la frontière, il occupe, en septembre 1845, la montagne au sud de Tlemcen. A nouveau, tout le pays s'embrase. Quatorze colonnes françaises traquent l'émir, les villages suspectés de l'avoir hébergé sont rasés. Et le 23 décembre 1847, le rebelle doit finalement se rendre. A Sidi-Brahim, 500 cavaliers sabres au clair lui rendent hommage. Exilé en France, avec sa mère, ses trois femmes, ses deux fils et 90 proches, il finira décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur et pensionné. En 1979, la Cour des Comptes a révélé que ses descendants touchaient encore sa rente (1,3 million de francs annuels), supprimée depuis.

Des militaires au fait des coutumes locales sont envoyés

Abd el-Kader est vaincu mais, après dix-sept ans de conflit, le bilan humain est très lourd. Et pour les Français, l'ennemi est partout : dysenterie, fièvres, typhus, gastro-entérites, ou encore malaria. Si, en 1840, 227 soldats français meurent au combat, il en succombe 9 567 dans les hôpitaux !

Une autre politique de conquête se met en place. Dès 1833, le ca-

1856 Pour discréditer les marabouts aux yeux des musulmans, on enrôle le magicien Robert-Houdin pour une tournée à Alger

pitaine Lamoricière a mis sur pied dans la province d'Alger un premier «Bureau arabe», composé de militaires connaissant la langue, la religion et les coutumes du pays. Ces officiers allaient de village en village établir des liens avec les «indigènes», écouter leurs doléances et gagner leur confiance afin d'éviter qu'ils ne se laissent manipuler par les marabouts. Résultat : alors qu'à Oran, la violence militaire a exacerbé le sentiment antifrçais et renforcé la rébellion, dans la province d'Alger, grâce au travail du Bureau arabe, la situation s'apaise. S'inspirant de cette expérience concluante, un arrêté ministériel de 1844 étend l'organisation des Bureaux arabes à tout le territoire. Un bureau central à Alger et 45 bureaux satellites à travers le pays sont dirigés par 200 officiers, tous «arabisants». Les militaires hors cadre font le travail de police et de justice. Ils tiennent les registres d'état civil et prélèvent les impôts. Ils ont également à leur disposition des fonds secrets pour payer des espions chargés de surveiller les populations, les marabouts ou encore les écoles coraniques...

Jouissant d'un grand prestige, dotés d'une bonne solde, ils mènent une vie de pacha qui exaspère les colons. Certains se comportent même comme de petits tyrans locaux. Maupassant, dans ses souvenirs de voyage, les traite de voleurs, et Alexandre Dumas, dans ses chroniques, de meurtriers. En 1856, le capitaine Doineau, chef du Bureau arabe de Tlemcen, est condamné par la cour d'assises d'Oran pour avoir commandité le meurtre de Ben Abdallah, agha (seigneur) des Beni Snous. Redoutés des indigènes, les Bureaux sont détestés par les

colons civils. Quand «L'Aigle» accoste à Alger, le 17 septembre 1860, laissant débarquer Napoléon III et l'impératrice Eugénie, les colons sont pleins d'espoir : ils espèrent que l'empereur saura les écouter, les affranchir de l'autorité militaire, et leur distribuer les terres arabes.

Lorsque Napoléon III était arrivé au pouvoir fin 1848, il ne savait que faire de l'Algérie, qu'il considérait comme «un boulet». Un homme l'a fait changer d'avis : Ismayl Urbain, mulâtre guyanais qui a souffert du racisme dans sa jeunesse. Converti à l'islam, marié à une Algérienne, il a été nommé interprète militaire à Alger en 1837 au service de plusieurs généraux, dont Bugeaud. Il a tiré de cette expérience deux ouvrages, publiés sous pseudonyme, expliquant que le seul paysan légitime en Algérie était l'Algérien et que le colon n'était qu'un usurpateur. Les colons qui accueillent Napoléon III, en septembre 1860, et qui partagent avec lui le spectacle d'une fantasia de 10 000 cavaliers suivi d'un banquet composé de galantine de gazelle, de viande d'autruche et d'émincés de lézard, ignorent que l'empereur est tout acquis aux idées d'Urbain. Ils sont cueillis à froid dès la fin du repas. Le souverain annonce en effet son intention d'améliorer la condition des indigènes. Il parle même d'«élever les Arabes à la dignité d'hommes libres, (de) répandre sur eux les bienfaits de l'instruction, tout en respectant leur religion...»

Depuis quelques années déjà, les autorités françaises tentaient de gagner la sympathie et le respect des tribus autrement que par le fer. Les ingénieurs creusaient des puits artésiens, faisant ●●●

1870 Certains Bureaux arabes sont devenus des petits potentats

Autre levier de la colonisation, les Bureaux arabes (comme celui-ci en 1856) étaient chargés d'apporter émancipation et progrès aux « indigènes », tout en les surveillant. Soutenus par Napoléon III, mais honnis des colons, ces Bureaux disparaissent avec le Second Empire.





Photo de Félix Antoine Moulin © E. Cambier / Musée de l'Armée, RMN

●●● jaillir l'eau et accourir les femmes du village en joie. On colportait les exploits du capitaine Gérard, qui avait tué une trentaine de lions dans la région de Guelma entre 1844 et 1858. Les Arabes le vénéraient pour son adresse et son courage. Le colonel de Neveu, chef du Bureau d'Alger, après avoir publié un rapport sur l'influence des marabouts auprès des populations indigènes, a alors une idée originale : il invite Jean-Eugène Robert-Houdin, le plus célèbre prestidigitateur de l'époque, à réaliser ses tours devant les principaux chefs de tribus afin de montrer aux Algériens que les Français possèdent dans leur rang un sorcier plus puissant que leurs marabouts. Robert-Houdin, arrivé à Alger le 2 septembre 1856 avec son épouse, fait jaillir des boulets de canon de son chapeau, offre des présents sortis par enchantement d'une corne d'abondance. Un guerrier, choisi dans l'assistance pour sa force, se trouve sur un geste du magicien aussi faible qu'un enfant, incapable de soulever un petit coffre posé sur le sol. Un autre guerrier est chargé de tirer au pistolet sur lui, mais ses balles sont mystérieusement déviées. Lorsque le magicien rentre en France, en novembre, après avoir fait la tournée des Bureaux arabes, le général Desvaux écrit : «Les deux hommes qui ont fait le plus pour la pacification de l'Algérie, sont Jules Gérard, le fameux tueur de lions et, par-dessus tout, Robert-Houdin.»

Mais, alors que les tensions entre Français et Algériens semblent s'apaiser, un nouvel ennemi, commun celui-là, attaque. Faisant suite à une année de sécheresse, des nuées de criquets pèlerins déferlent en avril 1866. Des cimes de l'Atlas aux régions côtières, tout le pays est infesté. Les cultures, les jardins, les ports, tout est dévasté. Un malheur n'arrivant jamais seul, un violent séisme détruit plusieurs villages, le 2 janvier 1867. Puis c'est une épidémie de choléra qui éclate au mois de juin, immédiatement suivie par une contagion de typhus. En l'espace de deux ans, de 1866 à 1868, l'Algérie perd, à cause des maladies et de la famine, 17 % de ses 3 millions d'habitants. C'est comme si aujourd'hui la France perdait 11 millions de personnes...

A la catastrophe démographique s'ajoute une crise politique. Militaires et colons règlent leur compte, se rendant mutuellement responsables de l'ampleur du désastre. Partout, profitant de la discorde, un vent de révolte souffle. On signale des réunions secrètes à Constantine, des lettres appelant à la rébellion sont interceptées à Alger et, partout, de «nouveaux prophètes» agitent les populations. Le 15 septembre 1870, le général Durrieu, nouveau gouverneur général de l'Algérie, tire la sonnette d'alarme : «Un mouvement insurrectionnel (...) me paraît imminent», rapporte-t-il. Il réclame des renforts, mais en France, on a d'autres chats à fouetter : après la défaite de Sedan deux semaines plus tôt, l'empereur est prisonnier des Prussiens. Confirmant les craintes de Durrieu, des troupes spahis se révoltent en janvier 1871. Attisées par Cheikh El Mokrani, plus de 250 tribus, c'est-à-dire le tiers de la population algérienne, se soulèvent. La répression est terrible. 86 000 soldats français balaient les insurgés. Les meneurs sont tués ou exilés en Nouvelle-Calédonie.

La politique militaire de Napoléon III a fait long feu

Après quarante ans de guerre, de massacres, de catastrophes naturelles et d'épidémies, le pays est exsangue... Le sanguinaire général Bugeaud a quitté l'Algérie dès 1848, rapportant en «souvenir» le germe du choléra qui devait le terrasser un an plus tard. Les Bureaux arabes, eux, sont dans l'impasse. Leur politique agricole, économique et social est un échec. Ils ont tenté de sédentariser les nomades, de construire des habitations en dur à la place des tentes, d'imposer des méthodes modernes de culture, en vain... Les populations ont subi ces changements sans les comprendre. Certains Bureaux se sont transformés en petits potentats. Honnis par les colons et mis à mal par le massacre de 27 caravaniers musulmans à l'oued-Mahouine, en mai 1869, ils ne se remettent pas de la chute de l'Empire. La politique arabe de Napoléon III a fait long feu. Le temps des militaires est terminé, celui des civils et de l'Algérie coloniale commence. ■

CYRIL GUINET

MAIS QU'ALLAIT-ON FAIRE LA-BAS ?

La France a débarqué en Algérie pour laver l'affront fait à son consul. C'est en tout cas la version officielle, qui cache quelques motivations moins chevaleresques...

Depuis 1671, Alger était sous la domination d'un régent («dey»), vassal de l'Empire ottoman. Les deys successifs avaient développé la prospérité de la cité portuaire grâce à la piraterie d'Etat (appelée «guerre de course»), activité florissante en Méditerranée. Les puissances occidentales toléraient de moins en moins ces attaques incessantes contre leurs navires de commerce, mais la France montrait une atti-

tude plus ambiguë. Durant les guerres de la Révolution et de l'Empire, les deys d'Alger avaient fait affaire avec elle, lui fournissant notamment d'importantes quantités de blé. Mais après la Restauration de 1815, le dey Hussein se mit à multiplier les tracasseries à l'égard de Paris. Le consul de France, Alexandre Deval, un affairiste louche, tolérait mal cette effronterie. Le 29 avril 1827, il tint à l'endroit du dey des propos si outrageants que ce dernier le souffleta publiquement de son éventail. Charles X exigea des excuses puis, face au refus du dey, dépêcha un corps expéditionnaire commandé par l'amiral Duperré et le maréchal Bourmont, qui débarqua le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch,

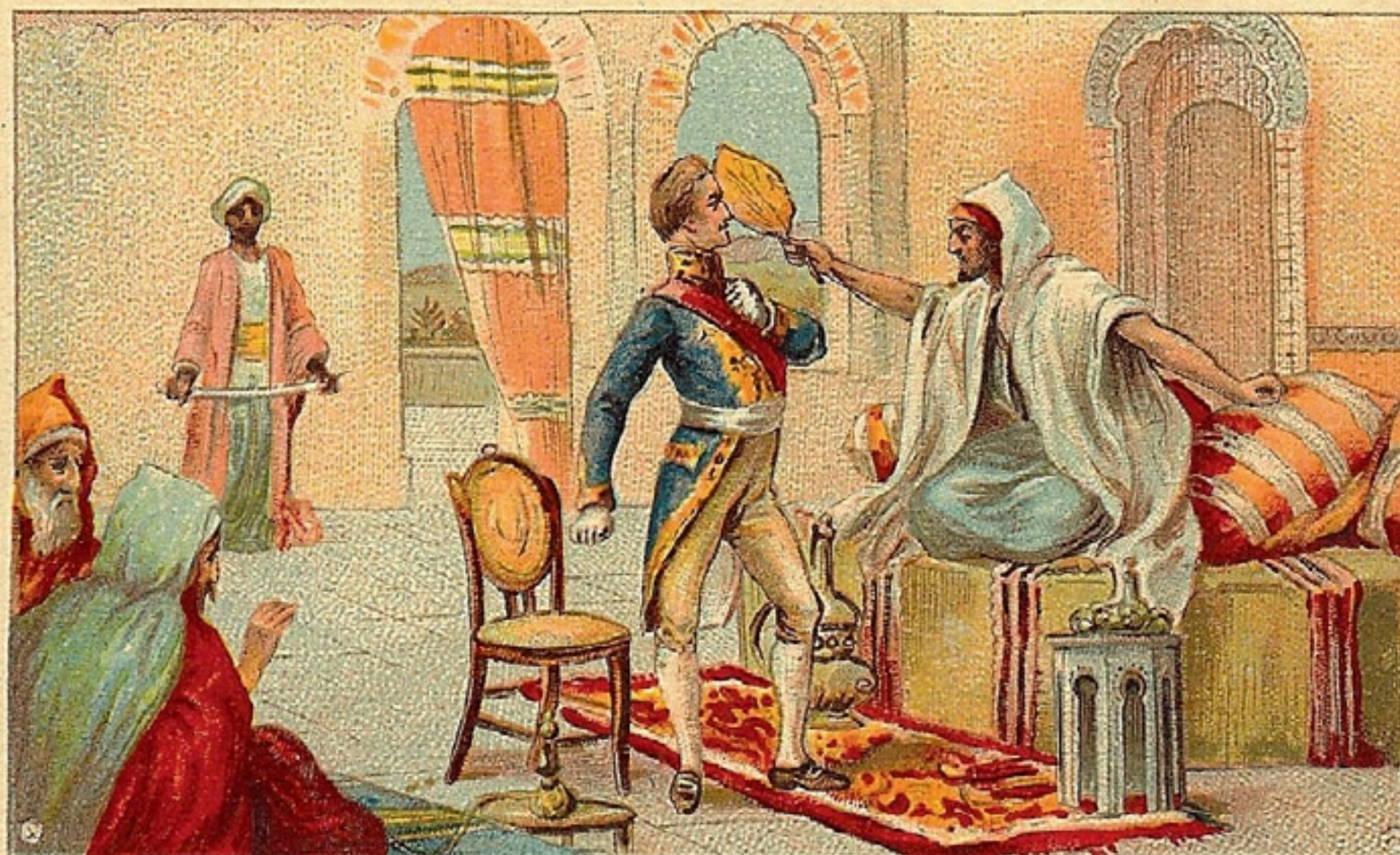
presqu'île voisine d'Alger. La Ville blanche capitula le 5 juillet : la colonisation avait commencé.

Une guerre déclarée pour un simple coup d'éventail ? Le fait que l'honneur national outragé ait été avancé comme raison de l'intervention montre qu'au siècle des nationalismes, ce motif était loin d'être aussi vide de sens qu'aujourd'hui. Quarante ans plus tard, la «dépêche d'Ems» – un télégramme de Bismarck jugé insultant pour la France et repris dans la presse – suffit d'ailleurs à déclencher la guerre franco-prussienne. Mais il ne s'agissait, dans les deux cas, que de prétextes. Les mobiles officiels en cachaient d'autres, moins avouables.

Le coup de l'éventail

Voilà l'imagerie officielle de l'incident, tel qu'il fut popularisé en métropole.

Le 29 avril 1827, dans son palais, le dernier dey d'Alger soufflette avec son chasse-mouches le consul de France Alexandre Deval. Après la prise d'Alger par les Français, trois ans plus tard, le dey Hussein sera contraint à l'exil.



GESTES CÉLÈBRES - Le Dey d'Alger frappe le représentant de la France.

1 Derrière l'outrage fait à la France, une histoire de dettes

Pour comprendre l'histoire du fameux coup d'éventail infligé au consul français, il faut remonter à 1793. Totalement isolée politiquement, la France était alors soumise à un blocus. La disette était apparue dans plusieurs départements. La régence d'Alger s'était engagée à fournir du blé à la première République. Le commerce algérois était alors aux mains de deux puissantes familles juives originaires de Livourne, les Bacri et les Busnach, qui pourvoyaient le sud de la France, mais également l'armée d'Italie de Bonaparte, en grains. La fin brutale du Directoire, en 1799, par le coup d'Etat du 18 brumaire, provoqua un changement de régime. Les prédécesseurs du Premier consul s'étaient déjà fait tirer l'oreille pour acquitter leur dette ; ce dernier déclara purement et simplement qu'il ne la réglerait pas. Les familles Bacri et Busnach se trouvèrent donc bien démunies : que pouvaient en effet deux maisons de commerce face à une grande puissance européenne ? Les négociants engagèrent tout de même, sans guère d'espoir, quelques procédures. On finit par évaluer (très à la baisse) leur préjudice à 7 millions de francs, que ni Louis XVIII, ni son successeur, n'entendaient rembourser. Mais voilà qu'à Alger, la régence se trouva à son tour en difficulté financière. Et parmi ses importants débiteurs, on retrouvait... les maisons Bacri et Busnach. Sommées de rembourser leurs créances, ces dernières firent valoir qu'elles ne le pouvaient pas, étant elles-mêmes créancières de la France, qui refusait de les payer. Elles demandèrent donc au dey de les appuyer pour recouvrer cette créance, d'où l'attitude plus cassante de ce dernier à l'égard de la France à partir de 1815. C'est ainsi que s'arma la mécanique qui conduisit au coup d'éventail d'avril 1827.

2 Charles X répondit par un blocus maritime à la provocation

Monté sur le trône en 1824, Charles X était plus réactionnaire que son prédécesseur, Louis XVIII. Rapidement revenu sur l'abolition de la censure, qu'il avait décrétée après son avènement, le roi était

soupçonné de vouloir fouler au pied tous les acquis de la Révolution. Dans ce contexte, l'affaire de l'éventail était une véritable aubaine pour lui. Le comte de Clermont-Tonnerre, ministre de la Guerre, lui suggéra une action militaire. Couronnée de succès, elle causerait, écrivit-il dans un rapport, «une utile diversion à la fermentation politique de l'intérieur». Charles X s'exécuta : il exigea des excuses d'Alger et organisa, dès 1827, un blocus maritime de la ville. Mais le dey se montra inflexible. La tension monta. Conformément à son plan, Charles X profita de ce rideau de fumée pour nommer des ministres toujours plus réactionnaires, et durcir le ton sur la scène politique intérieure. Cependant, il hésita à passer à l'action. Son trône vacillant de plus en plus, il opta enfin pour l'intervention militaire en juin 1830, après trois ans d'atermoiements. C'est le très impopulaire Bourmont (général de Napoléon, il était passé à l'ennemi trois jours avant Waterloo...) qui conduisit l'expédition. Mais ce coup de force tardif ne sauva pas Charles X de la révolution des trois Glorieuses, qui le renversa à la fin du mois de juillet 1830.

3 Les Anglais retardèrent les projets de la France

C'est le rapport de force international qui explique pourquoi les Français ont tardé à intervenir. Après le fiasco de Waterloo (1815), la France avait soif de revanche et de conquêtes. Le net déclin de l'Empire ottoman (qui entraîna l'indépendance de la Grèce en février 1830), lui en donna l'opportunité. L'Empire turc, «l'homme malade de l'Europe», semblait une proie facile, et l'Algérie, une de ses possessions, se fit très attirante. Les Français n'étaient cependant pas les seuls à guetter avec envie la dépouille de l'Empire ottoman. Les Britanniques, eux aussi, lorgnaient dessus. Lorsque le ton monta entre Alger et Paris, en 1827, ceux-ci encouragèrent fortement le dey à ne pas céder aux demandes françaises. Les diplomates anglais laissèrent par ailleurs entendre aux Français qu'ils n'accepteraient pas de les voir intervenir militairement en Afrique

du Nord. Ce sont sans doute ces avertissements qui expliquèrent pourquoi Charles X tergiversa trois ans avant de lancer l'offensive. Dans cet intervalle, des contacts furent tissés avec le régent d'Egypte. Les Français poussèrent ce dernier à s'emparer des autres territoires vassaux des Ottomans en Afrique du Nord, pour s'assurer un allié de poids de l'autre côté de la Méditerranée. Malgré de nombreux pourparlers, cette manœuvre échoue.

4 Et si tout était lié à l'existence d'un magot caché ?

Cette thèse est défendue par le journaliste Pierre Péan dans son livre «Main basse sur Alger» (Plon, 2004). Il ne nie pas que les réalités diplomatiques et politiques aient joué un rôle certain dans la décision française d'intervenir en Algérie, mais il soutient que les motivations furent avant tout pécuniaires. Le tort principal de la régence d'Alger n'était pas son insolence... mais sa richesse. C'est pour faire main basse sur son magot que l'expédition aurait été montée. Ce bien mal acquis devait, ensuite, être mal utilisé : il s'agissait, pour Charles X, de se servir de ce butin pour soudoyer la classe politique et asseoir son pouvoir. Le régime s'effondrant à Paris un mois après la conquête d'Alger, ce projet resta chimérique. Il est cependant indéniable que la prise de la ville, dont la majeure partie de la population s'était enfuie à l'arrivée des Français, fut accompagnée de nombreux pillages, la soldatesque s'en donnant à cœur joie. Et la razzia individuelle en cacha une autre, organisée celle-là. Comptabilisant avec minutie l'or de la Régence récupéré dans les palais de la Casbah par les Français, Pierre Péan atteint une somme faramineuse : l'équivalent de 4 milliards d'euros actuels. L'Etat en empocha une large part, mais certains industriels proches du pouvoir, comme les maisons Seillière et Schneider, furent conviées au festin, puis armèrent des navires pour rapporter le trésor. Ainsi commença, conclut ironiquement Péan, «ce que beaucoup ont appelé la mission civilisatrice de la France en Afrique».

■ ANTOINE BOURGUILLEAU

Alger avant la France

710 Les Arabes conquièrent l'Afrique du Nord et y introduisent l'islam.

1510 Ephémère prise d'Alger par les Espagnols.

1516 L'Ottoman Arudj Reïs (alias Barberousse) reprend la ville et y établit une base de corsaires.

1529 Début de la régence d'Alger, régime sous tutelle ottomane qui durera jusqu'en 1830.

1682 Bombardements par la marine royale française.

1816 Bombardements par une flotte anglo-hollandaise, qui libère 3000 esclaves européens.

CES EUROPÉENS qui tentèrent

Derrière le terme de «pieds-noirs» se cache une population venue de toute l'Europe, avec l'espoir d'une vie meilleure. L'historien Jean-Jacques Jordi retrace leur épopée.



l'aventure



Un faux air de Far West

Les premiers colons connurent une vie difficile en Algérie (sur la photo, des voyageuses sous escorte militaire, vers 1900). Climat rude et maladies eurent raison de certains immigrants, notamment allemands et suisses.

On les appelle les «pieds-noirs», mais eux ne s'appelaient pas comme ça. En tout cas, pas avant d'avoir quitté l'Algérie, en 1962. Le rapatriement massif et tragique du printemps et de l'été de cette année-là est devenu l'élément fondateur d'une communauté en exil. Qui étaient donc les colons avant de devenir des pieds-noirs ? Tout sauf une communauté homogène. La population française d'Algérie était la résultante d'apports divers, d'un mélange de groupes qui se sont parfois opposés les uns aux autres. Ceux qui devinrent, en un peu plus d'un siècle et par un cheminement assez complexe, des Français d'Algérie, puis des Français «de là-bas» – entendons des Français pas comme les autres –, étaient pour beaucoup les descendants d'Espagnols, d'Italiens, de Maltais, de Suisses et d'Allemands, pour prendre les contingents les plus importants qui s'installèrent en Algérie à partir de 1830.

Les premiers arrivants s'installèrent de manière anarchique ou désordonnée

L'origine des colons d'Algérie

Cette carte des flux migratoires à la fin du XIX^e siècle montre que la plupart des colons français venaient des départements du Sud et de la Corse. Mais immigrants italiens, maltais et surtout espagnols étaient plus nombreux encore. Avant que les lois de naturalisation de 1889 et 1893 les fassent entrer dans le giron français.

Le peuplement de «l'Algérie française» s'est ainsi fait par assimilation progressive de populations venues de toute l'Europe, selon des modalités différentes : tandis qu'Allemands et Suisses étaient le plus souvent sollicités et encadrés par la puissance coloniale, Espagnols et Italiens s'installèrent de façon plus anarchique. Bénéficiant par la suite des lois de naturalisation, ces populations s'enracinèrent fortement. A l'extrême fin du XIX^e siècle, les premiers à se proclamer Algériens furent les Européens d'Algérie !

Pourtant, l'expédition d'Alger en 1830 n'a pas été le premier acte d'une politique délibérément coloniale. A Paris, on ne songeait pas alors à garder cette ville méditerranéenne dans le giron national. Des députés souhaitaient même que l'Etat se sépare de ce «boulet»



Coll. Jonas/Kharbine- Tapabor

le plus rapidement possible. Mais les premiers Européens s'installaient déjà, de manière anarchique ou désordonnée, dans ce qui était alors un champ de bataille. On a encore trop tendance à ne voir dans ces pionniers que des aventuriers, pirates, contrebandiers, trafiquants en tout genre, prostituées... Certes, ces catégories furent bien présentes. Mais deux groupes témoignent d'une autre réalité. D'une part, ces grands colons «aux gants blancs», aristocrates français qui bravèrent l'armée de conquête en s'aventurant au cœur même des villages arabes en révolte et en établissant quelques liens commerciaux avec la population musulmane ; en règle générale, leurs entreprises agricoles les ruinèrent. D'autre part, ces premiers migrants qui s'installèrent près des camps militaires français. En une dizaine d'années, 25 000 Européens, dont 11 000 Français, avaient mis le pied en Algérie ! De façon accidentelle parfois, comme ces 500 émigrés allemands et suisses qui, en 1831, s'embarquèrent au Havre pour les Etats-Unis d'Amérique mais dont le bateau accosta finalement à Alger ! Une centaine d'entre eux moururent dans les semaines suivant leur arrivée en terre africaine. Secourus par les autorités françaises, les autres furent installés dans les centres de Dely-Ibrahim et de Kouba, dans la banlieue d'Alger. Autre trajectoire singulière, celle de ces Minorquins, pauvres et miséreux mais non sans savoir-faire, que la marine française en rade dans le port de Mahon, capitale de Minorque, transporta vers l'Algérie dès 1831 à raison d'une centaine





CALENDRIER DES CONVOIS (1848)

N° Convoi	Départ Paris	Arrivée Marseille	Départ Marseille	Sur Corvette à vapeur	Arrivée Algérie Date et lieu	Colonies peuplées	Effectif	
							Adultes	Moins de 2 ans
1	8.10.1848	21.10.1848	22.10.1848	<i>L'Albatros</i>	27.10.1848 - Arzew	Saint-Cloud	843	
2	15.10.1848	29.10.1848	30.10.1848	<i>Le Cacique</i>	2.11.1848 - Arzew	Saint-Leu	850	
3	19.10.1848	2.11.1848	?	<i>Le Magellan</i>	6.11.1848 - Mostaganem	Rivoli	822	63
4	22.10.1848	4.11.1848	?	<i>Le Montezuma</i>	9.11.1848 - Alger	Bl. Affroun - Castiglione - Tefeschoum - Bou Haroun	843	
5	26.10.1848	9.11.1848	?	<i>L'Albatros</i>	13.11.1848 - Sora	Robertville - Gastonville	823	
6	19.10.1848	11.11.1848	15.11.1848	<i>Le Cacique</i>	18.11.1848 - Mers-el-Kebir	Fleurus	835	
7	2.11.1848	17.11.1848	20.11.1848	<i>Le Labrador</i>	? - Mers-el-Kebir	Saint-Louis	810	22
8	5.11.1848	19.11.1848	21.11.1848	<i>Le Christophe Colomb</i>	25.11.1848 - Alger	Damiette - Lod	853	59
9	9.11.1848	?	25.11.1848	<i>L'Albatros</i>	1.12.1848 - Tenes	Montenotte - Ponteba - La Ferme	831	
10	12.11.1848	26.11.1848	28.11.1848	<i>Le Cacique</i>	30.11.1848 - Sora	Jemmapes	835	
11	16.11.1848	3.12.1848	4.12.1848	<i>Le Labrador</i>	8.12.1848 - Bone	Mondovi	829	
12	19.11.1848	3.12.1848	6.12.1848	<i>Le Cacique</i>	08.12.1848 - Cherchell	Marengo - Novi	807	
13	23.11.1848	6.12.1848	9.12.1848	<i>L'Albatros</i>	11.12.1848 - Cherchell	Zurich - Argonne	808	
14	26.11.1848	13.12.1848	15.12.1848	<i>L'Orénoque</i>	? - Sora	Héliopolis	870	
15	30.11.1848	16.12.1848	17.12.1848	<i>Le Cacique</i>	? - Mostaganem	Aboukir	865	40
16	10.12.1848	?	?	<i>Le Montezuma</i>	30.12.1848 - Bone	Millesimo	839	
17	18.03.1849	28.03.1849	29.03.1849	<i>L'Infernale</i>	31.03.1849 - Bone	Héliopolis	540	207

NOTA. — 9^e convoi. La corvette *L'Albatros* n'a pu, à son arrivée, débarquer ses passagers, elle a donc rejoint Alger en pleine tempête, et est venue à Tenes par mer moins forte.

16^e convoi. Une petite partie de ses colons a été ensuite répartie sur les autres colonies agricoles pour compléter les effectifs, fonction du nombre de lots dont la création était jugée possible.

17^e convoi. Lui aussi a servi en partie à boucher les trous déjà nombreux (décès, abandons). De plus il comptait un certain nombre de Lyonnais (207) pris au passage.

de familles par an jusqu'en 1838 ! Ils furent les premiers ouvriers agricoles de l'Algérie coloniale mais, et ce point est capital pour comprendre cette histoire, tous s'installèrent près des villes. Ainsi, et contrairement à ce que martela le mythe colonial, la colonisation fut-elle surtout urbaine. Elle le fut d'ailleurs de plus en plus avec le temps.

Aucune règle précise ne fixant les attributions de concessions, des villages naquirent ici ou là près des campements militaires, obligeant souvent l'administration à intervenir au cas par cas. C'est au général Bugeaud et au comte Guyot que l'on doit le premier plan de colonisation officielle de l'Algérie, présenté en mars 1842. Dès lors, l'Etat devint le maître d'œuvre de l'installation des colons, les «recrutant» et déterminant les périmètres de leur implantation. Suivant le mot d'ordre de Bugeaud à la Chambre des députés en 1840 – «Il faut des colons... et pour les avoir, il faut leur faire un appel séduisant car sans cela, vous ne les aurez pas. Il faut faire vite...» –, les différents gouvernements français s'évertuèrent, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, à «rechercher et à amener du colon» en Algérie. Régulièrement, on échafauda des plans de colonisation, destinés à peupler le nouveau territoire de Français. Mais les résultats ne furent pas souvent à la hauteur de l'espérance. Ainsi pour les «colonies agricoles» créées en 1848 dans le but d'éloigner de Paris les ouvriers au chômage. En Algérie, on leur promit, outre la concession, une maison en maçonnerie, des instruments agricoles et du bétail... La

propagande fut assez forte pour décider quelque 13 000 individus à tenter l'aventure. Ils firent la traversée dans 16 convois partant de Marseille (un 17^e partit de Lyon). Mais à leur arrivée, ils ne trouvèrent rien d'autre que le choléra, qui décima près de la moitié d'entre eux. Les survivants se réfugièrent dans les villes. De la même manière, les différents plans de colonisation concernant les militaires démobilisés sur place, les déportés politiques suite à la révolution de 1848, les bagnards, mendiants, vagabonds et autres enfants trouvés se soldèrent globalement par des échecs.

Idem pour le programme prévoyant que chaque département enverrait quelques-uns de ses habitants fonder un village en Algérie ; ou pour les initiatives d'inspiration religieuse, à l'exemple des protestants de Freissinières, près de Gap, qui s'en allèrent fonder le centre des Trois-Marabouts en 1881, avec l'aide du comité protestant de Lyon ; ou encore pour les tentatives de colonisation dite maritime où il s'agissait de créer des petits ports de pêche en Algérie avec la venue de pêcheurs languedociens et bretons. Parmi les personnes concernées par tous ces plans, la plupart moururent sur place de maladies, ou rentrèrent ●●●

On leur promet une concession, une maison, et des têtes de bétail

La République envoie ses indésirables

Le 19 septembre 1848, l'Assemblée nationale vota un crédit pour la création de 42 villages agricoles en Algérie. 13 000 personnes – essentiellement des Parisiens – embarquèrent à bord de 17 convois. Parmi eux, de nombreux chômeurs, mais aussi des proscrits de la révolution de juin 1848 (à gauche, une page tirée d'un manuel d'histoire de France, de 1933).



H. Lewandowski/RMN

Des juifs installés depuis des siècles

En 1830, la communauté juive d'Algérie (ici, la synagogue de Constantine, peinte en 1841) comptait 25 000 personnes. Parmi eux, certains vivaient en Algérie depuis l'Antiquité, d'autres étaient venus d'Espagne, à la fin du XV^e siècle. Tous furent naturalisés français en 1870.

... en métropole. Ainsi, pour les deux plus grosses entreprises, les colonies agricoles et les villages départementaux, il ne resta, au bout du compte, qu'un peu plus de 10 000 personnes sur les 20 500 établies au départ ! Et des 80 « villages départementaux » potentiels ne sortirent finalement que de rares implantations : des Franc-Comtois à Aïn-Benian (devenu Vesoul-Benian) en 1853, des Varois à Chéragas, des Corses de Cargèse à Sidi-Mérouane, des Savoyards à Montgolfier et à Taine... Citons encore Fort-de-l'Eau, créé pour des Mahonnais, et Sidi-Khaled pour des Allemands.

Moins dramatique fut l'installation des Alsaciens-Lorrains, présents en Algérie dès les années 1845-1850, mais dont le gouvernement attendait beaucoup, suite à la défaite de 1870 ayant débouché sur l'annexion par l'Allemagne de ces départements jusqu'alors français. Le tout nouveau gouvernement de la III^e République tenta en effet de diriger vers l'Algérie l'énorme flux des quelque 125 000 Alsaciens-Lorrains réfugiés sur le territoire français. En vain. Seuls 5 000 d'entre eux s'y rendirent et peu se conformèrent au projet gouvernemental d'une colonisation rurale. Une enquête montre qu'en 1899, sur 1 183 familles installées, 387 conservaient encore leur concession alors que 519 ne les avaient plus (tout en restant sur place) et que 277 avaient quitté l'Algérie !

Au total, on peut donc parler de l'échec relatif d'un peuplement français de l'Algérie. Ayant rapidement

compris que les seules ressources humaines de la France n'allaient pas suffire, le gouvernement commença dès 1840 à envisager de susciter vers l'Algérie un courant comparable à celui qui se dirigeait alors vers l'Amérique du Nord, voire d'y détourner une partie de ce dernier. Si colonisation il devait y avoir en Algérie, ce devait être une colonisation de peuplement à l'américaine, c'est-à-dire alimentée par les courants migratoires ayant fait le succès des États-Unis : des Allemands, des Suisses, des Polonais, des Irlandais (130 débarquèrent en 1869 à Bône!)... Ces populations étaient en effet considérées comme particulièrement adaptables aux conditions voulues par les autorités françaises. Allemands et Suisses bénéficiaient d'un préjugé plus que favorable : « Bons cultivateurs, hommes tranquilles, religieux, soumis aux lois... » notaient les rapports consulaires. Des agents recruteurs français sillonnèrent donc la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, et un comité central d'émigration vers l'Algérie fut créé spécialement pour ces populations. On organisa ce courant migratoire en multipliant les garanties pour les futurs colons, en facilitant leurs démarches et en développant une propagande dans leurs langues respectives. Mais, là encore, les résultats furent décevants. L'« eldorado algérien » n'arriva jamais à concurrencer la ruée vers l'or et les nouvelles « frontières » américaines. Il faut dire que les conditions réelles de l'installation en Algérie ne correspondaient pas toujours aux engagements pris. Allemands et Suisses supportaient mal les rigueurs du climat et, quoique d'apparence robuste, offraient peu de résistance aux fièvres paludéennes... La mortalité qui les affectait dépassait de beaucoup celle des autres populations.

Pour les Espagnols, le mythe de l'Algérie était plus fort que tout

Ce flux migratoire fut par ailleurs bientôt tari, les rapports franco-allemands se dégradant peu à peu jusqu'à la guerre de 1870. Enfin, certains de ces colons d'Europe occidentale restés en Algérie demandèrent rapidement leur nationalité française, à titre individuel : ils furent 601 de 1865 à 1874, 1766 de 1875 à 1884 et 3 381 de 1885 à 1894 ! Finalement, les gros bataillons de colons arrivèrent, sans que Paris les ait sollicités, des pays les plus proches. Espagnols, Italiens et Maltais étaient souvent perçus comme indésirables, mais c'est avec eux qu'il fallut construire l'Algérie – ils venaient pour travailler, et ils trouvèrent du travail. Cette migration au départ plutôt masculine se transforma alors rapidement en une migration familiale, voire villageoise. Et ces hommes et femmes, dont la venue avait été tolérée plus que souhaitée, finirent par prendre, par endroits, la place des premiers colons, le plus souvent par le rachat de leurs propriétés. Dès 1836, Espagnols, Italiens et Maltais comptaient pour plus de 8 000 sur une population européenne totale de 14 500 personnes. En 1845, ils étaient 41 000 sur 95 000 et, en 1856, un peu plus de 60 000 sur 160 000 colons ! Leur part baissa relativement car de multiples tracasseries les touchaient. Dans le même temps, ...

La France rêva de détourner une partie des migrants en route pour l'Amérique



Des catholiques en terre d'Islam

Italiens et Espagnols représentaient le plus gros contingent de colons. Ils apportaient avec eux leur catholicisme fervent (ici, un défilé d'enfants à Alger, à l'occasion du Congrès eucharistique national de 1939). La communauté protestante, elle, était estimée à 20 000 personnes.



Coll. IM/Kha'bine-Ta'pabor

La filière Alsace-Lorraine

Les 33 000 Alsaciens et Lorrains qui migrèrent en Algérie au XIX^e siècle le firent surtout pour des raisons économiques et démographiques – leur région était très densément peuplée. Seuls 5 000 individus firent la traversée suite à l'annexion de ces deux départements par la Prusse, en 1871. Ici, une carte postale de 1918.

●●● on s'efforçait de développer une «bonne migration». «Nous avons à nous défendre des migrations répétées des Baléares et de Malte», écrivait ainsi le député Genty de Bussy (ex-gouverneur de l'Algérie) en 1839. «L'Algérie ne doit pas être la lie de l'Europe méditerranéenne», lui faisait écho le Père Enfantin, chef de file du saint-simonisme (une doctrine influente cherchant à concilier l'intérêt général et le développement économique) et apôtre d'une migration venue d'Europe de l'Est. Rien ne fut donc fait pour attirer les «Euroméditerranéens», bien au contraire. Pourtant, suite à de mauvaises récoltes dans les pays d'origine et à une croissance démographique importante, Espagnols, Italiens et Maltais continuèrent à affluer. En 1866, ils formaient 40 % de la population européenne totale d'Algérie. Une proportion qui grimpa à 44 % en 1876 – malgré l'arrivée entre-temps de plusieurs milliers d'Alsaciens-Lorrains et la naturalisation de 25 000 juifs d'Algérie (décret de 1870) – et à 47 % en 1886.

En 1885, l'Oranie comptait plus d'Espagnols que de Français; dans la ville même d'Oran, ils étaient deux fois plus nombreux, trois fois à Sidi Bel Abbès, et près de quatre fois à Saint-Denis-du-Sig! Ils étaient bien

représentés également dans l'Algérois, y formant un peu plus du quart de la population européenne (Français compris). Fait important, les femmes comptaient depuis 1870 pour près de la moitié de cette émigration espagnole, qui ne provenait en fait que de quelques régions de la péninsule : le Levant espagnol (de Valence à Elche et Alicante), l'Andalousie côtière et les Baléares. Les Italiens et les Maltais étaient de leur côté très présents dans le Constantinois, avec là aussi un grand nombre de femmes. Mais alors que la proportion des Italiens et des Maltais se stabilisa à l'extrême fin du XIX^e siècle, celle des Espagnols augmenta jusqu'en 1911 au point d'approcher celle de la population française malgré la naturalisation progressive des dizaines de milliers d'Espagnols. Le mythe de la migration vers l'Algérie restait très prégnant chez les Espagnols même s'ils devaient y perdre leur nationalité! Ces hommes et femmes prirent peu à peu la place des premiers colons, rachetant des concessions ou s'installant dans les villes et les villages pour y exercer des métiers que les plans de colonisation n'avaient pas ou peu prévus : cordonniers, charbons, boulangers, bateliers, portefaix, charretiers, journaliers, ouvriers du bâtiment...

Pauvres exerçant des métiers de pauvres, Espagnols, Italiens et Maltais remplirent alors des fonctions indispensables dans cette société coloniale en train de s'organiser. Certes, ces migrants étaient peu désirés, et juste tolérés, mais il fallait bien faire avec eux : tout d'abord parce qu'ils s'adaptaient mieux à la terre

Progressivement, les liens avec les pays et les régions d'origine s'estompèrent



Library of Congress/Washington

algérienne et qu'ils étaient plus résistants que les Allemands et les Suisses devant l'adversité; ensuite parce que cette main-d'œuvre était d'un faible coût.

Cette présence massive de pauvres originaires du sud de l'Europe suscita bientôt des mouvements de rejet de la part de Français soucieux de ne pas voir leur échapper les bénéfices de la conquête. Un «péril étranger», brandi par le parti radical en Algérie, enflamma les relations entre les communautés. Devant ce danger, prélude aux campagnes anti-juives de l'extrême fin du XIX^e siècle, le gouvernement décida de naturaliser massivement les étrangers d'Algérie.

Les couleurs, les odeurs, la terre, la mer et le soleil pénétraient les corps et les âmes

Jusqu'alors, Espagnols, Italiens ou Maltais n'avaient rien fait pour devenir français, alors que tout un dispositif législatif le leur permettait. Après 1870, les gouvernements de la III^e République ne purent tolérer qu'en Algérie, territoire français, les étrangers soient plus nombreux que les Français eux-mêmes. Par le biais des naturalisations automatiques, la France «fabriqua» donc du Français, rétablissant dans le même temps la dualité propre à la société coloniale – d'un côté, les dominants tous unis, de l'autre, les «indigènes». Les deux lois du 26 juin 1889 et du 22 juillet 1893 instituèrent la naturalisation automatique, faisant entrer à une cadence accélérée parmi la catégorie «Français» (et donc parmi le groupe colonisateur, à l'instar des juifs en 1870) tous les étrangers n'offrant

pas une résistance acharnée pour conserver leur nationalité d'origine. Ce droit était appliqué ipso facto, il n'avait pas à être revendiqué et s'effectuait sans formalité. Ainsi, la courbe des Français grimpa-t-elle dans des proportions considérables tandis que celle des étrangers s'effondrait.

Vint alors pour tous ces migrants le temps de la «créolisation». La perception des couleurs, des odeurs, et un certain rapport à la terre, à la mer et au soleil pénétraient les corps et les âmes, leur offrant des sensations communes. L'expérience de l'école, de l'armée – avec le sang versé dans les deux guerres mondiales –, tout cela entraînait l'adhésion à la France. Non pas à la France de métropole mais à une France mythifiée, riche de ses diversités, «multiculturelle», rêvée par les colons comme un miroir de l'Algérie, en somme. Du coup, les liens qu'entretenaient les Français d'Algérie avec leur région ou leur patrie d'origine s'estompèrent progressivement, l'attachement au milieu natal devenant plus fort que le souvenir des origines paternelles. Les langues aussi se perdirent peu à peu, et si l'on remarquait encore quelques traits espagnols ou italiens, ils étaient largement folklorisés. La France avait enraciné ces populations dans un rapport particulier à la terre et la mer. On comprend alors que 1962 ait constitué un événement traumatique pour elles, et que la perte de l'Algérie, qu'elles se pensaient les seules à aimer, ait été ressentie comme un profond déracinement. ■

JEAN-JACQUES JORDI

Les Italiens se concentraient à l'est

Alors que les Espagnols privilégiaient l'Oranais, les transalpins, attirés par le travail dans les mines et les carrières, préféraient le Constantinois (ici, une vue de Constantine, en 1899). Ils étaient 38 000 sur les 480 000 Européens résidant en Algérie, à la fin du XIX^e siècle.



Des oranges amères

Dès 1870, les orangers avaient remplacé les marécages de Boufarik, bientôt surnommée «la ville des oranges». Des ouvriers sous-payés étaient employés dans ses nombreux vergers. En 1954, une nouvelle législation sociale améliora leurs conditions de travail et augmenta le salaire minimum de 4 à 7 francs par jour.

BOUFARIK OU LE MIRAGE D'UNE COLONISATION HEUREUSE

Fondée en 1851, la petite ville agricole du nord du pays, entourée de terres fertiles et berceau du fameux Orangina, incarna la prospérité... et les inégalités.

Le soleil était encore bas sur la Mitidja en ce début de matinée de la fin novembre 1951. Par la fenêtre de sa voiture, qui filait à travers la plaine proche d'Alger, le gouverneur général Roger Léonard voyait à perte de vue l'alignement régulier des ceps de vignes taillés après la vendange et celui, plus touffu, des vergers d'orangers. Ça et là, des panneaux indiquaient les noms des grandes propriétés où menaient de rectilignes allées ombragées de cyprès : Sainte-Marguerite, Saint-Charles, Souk-Ali... A 9 h 20, la voiture de l'autorité suprême de l'Algérie pénétra dans Boufarik, opulente bourgade agricole à 35 kilomètres d'Alger. Le véhicule emprunta la rue de France tendue de calicots bleu-blanc-rouge, passa devant la statue du sergent Blandan, héros de la conquête coloniale, tourna vers l'église Saint-Ferdinand et freina devant la petite mairie. A peine Roger Léonard mit-il pied à terre que la musique du 4^e RTA attaqua une vibrante «Marseillaise» qui accompagna le gouverneur jusqu'au perron où l'attendait le conseil municipal au grand complet.

La journée était d'importance : la ville fêtait son centième anni-

versaire. Les platanes de la place des Quinconces étaient pavoisés ; les enfants massés sur les trottoirs agitaient des drapeaux tricolores et les musiciens du Progrès de Boufarik fourbissaient leurs instruments avant de jouer l'hymne national. Accompagné d'élus de toute l'Algérie, suivi de la population, le gouverneur Léonard déposa une gerbe devant l'imposant mo-

La perle de la Mitidja
Fondé près d'un camp militaire, le bourg se développa rapidement pour devenir, avec Blida, l'emblème de la riche plaine de la Mitidja.

nument «au génie colonisateur français», édifié lors du centenaire de la conquête, en 1930. «Boufarik est un éclatant exemple!», s'exclama-t-il, rendant hommage aux premiers colons, «ces héros anonymes qui n'ont pas voulu capituler». Car la «perle de la Mitidja», n'était pas une ville anonyme. Son nom résonnait aux oreilles des Français d'Algérie – ceux qu'on n'appelait pas encore «pieds-noirs» : Boufarik illustrait à elle seule le mythe de la colonisation.

En 1841, huit colons furent abattus par les Hadjouts

Le 23 juillet 1830, quelques semaines après le débarquement du corps expéditionnaire français, une colonne de soldats en route pour Blida passa pour la première fois à Boufarik, simple lieu-dit où un puits et une koubba (monument commémoratif) marquaient l'emplacement du grand marché des tribus de la Mitidja. Cinq ans après ce premier passage, l'armée d'Afrique y bâtit un camp militaire afin d'assurer la sécurité des Européens sur le marché. Dans ces premières années, il ne faisait pas bon vivre à Boufarik. Pour ceux qui réchappaient du paludisme, la résistance des tribus des Hadjouts et des Béni Khelil rendait l'existence précaire. En 1841, le bourg perdit 89 de ses 430 habitants : 8 furent abattus et 25 enlevés par les Hadjouts ; 56 périrent de fièvre ou de dysenterie. Mais les promesses d'un sol riche et le rapport immédiat du fourrage récolté autour du camp et revendu à l'armée poussèrent les colons à s'accrocher.

Un an plus tard, en 1842, l'armée coloniale mata la résistance des Hadjouts. La colonisation de Boufarik put prendre son essor. Cette même année, on construisit un presbytère, des maisons, trois briqueteries, on planta des arbres, on creusa des canaux pour assécher les terres, on découpa le territoire en concessions. A côté des petits colons, à qui le gouvernement promettait 12 hectares sans toujours tenir son engagement, de grands domaines commencèrent à se constituer. Le peintre parisien Horace Vernet fit cultiver 150 hectares de céréales sur les 1 000 hectares de son «haouch» (ferme) ; ●●●



Coil Perrin/Khatibine-Tajalbor

CONCOURS AGRICOLE
NORD-AFRICAINE (ALGÉRIE)
du 14 au 25 Mai 1927



J. Boyer/Roger-Viollet

●●● Pierre-Martin Borély la Sapie, premier maire de Boufarik en 1851, mit 250 hectares en culture au haouch Souk-Ali; l'armateur marseillais Fabre cultiva 100 hectares sur la ferme Saint-Charles...

Bien drainée, la terre de la Mitidja s'avéra très fertile. Après les céréales, les cultivateurs de Boufarik diversifièrent leur production en plantant avec succès du tabac ou des plantes aromatiques destinées à la distillation, comme le géranium. L'esprit aventureux de ces pionniers les poussa à tenter de nouvelles expériences : sorgho, lin, nopal, arachide, mûriers... La guerre de Sécession aux États-Unis – qui affecta l'industrie cotonnière de ce pays – incita même les Boufarikois à se lancer dans la culture extensive du coton, stimulés par un concours que Napoléon III dota de 25 000 francs. Visitant Boufarik en 1865, l'Empereur s'exclama : «C'est admirable! Ce que je vois est véritablement admirable!» Impériale et glorieuse proclamation qui restera dans les titres de gloire de la ville.

Une fois passé l'engouement pour le coton, c'est la crise du phylloxera en métropole qui offrit de nouveaux débouchés à la Mitidja. En quelques années, la commune se couvrit de vignobles : 170 hectares en 1875, dix fois plus au tournant du siècle, 3 000 en 1930... Le succès fut là. Les produits raflèrent des prix agricoles jusqu'à Londres, où le producteur Joseph Montagné décrocha une médaille d'or pour

La précieuse essence de géranium

Sur cette photo de 1932, des journalistes cueillent des feuilles de géranium, dans les environs de Boufarik.

Requérant de modestes investissements, cette culture – destinée à extraire de l'huile essentielle, le géranol, dont l'odeur rappelait celle de la rose – connut son apogée à la fin du XIX^e siècle, avant d'être concurrencée par l'industrie chimique.

ses eaux-de-vie. Soutenus par des banques et des capitaux métropolitains, quelques grands propriétaires accaparèrent la terre, ne laissant que des miettes aux modestes colons des débuts. Le sol noir de la Mitidja était un trésor. D'immenses fortunes en jaillirent, comme celle de Charles Debonno, fils d'un immigré maltais parti de rien, devenu l'homme le plus riche d'Algérie grâce à ses domaines viticoles (il fera plus tard faillite). En 1930, 28 domaines de plus de 100 hectares occupaient 80 % du territoire de la commune.

Le «petit paradis» se voulait à la pointe du progrès social

Emporté par son enthousiasme, un journaliste de l'hebdomadaire «La Mitidja» écrivit, à la veille de la visite du président de la République Gaston Doumergue pour le centenaire de l'Algérie française en 1930 : «Boufarik met son orgueil à ressembler à une cité américaine. Il n'y manque encore que les gratte-ciel.» L'officier colonial Corneille Trumelet, à qui l'on doit à la fin du XIX^e siècle un ouvrage sur la ville, était sans doute plus proche de la vérité : «C'est Versailles, c'est Saint-Cloud, avec leurs grands arbres, avec leur calme, avec leurs larges rues.» Boufarik s'appliquait de fait à ressembler à une ville métropolitaine, avec ses avenues tracées au cordeau, ses platanes, son clocher, son monument aux morts, son kiosque à musique et ses maisons aux toits de tuiles rouges. On venait en costume de marié ou en aube de premier communiant se faire photographier par Gascuel, avenue de la Gare. On se chaussait chez Lupetti ou chez Garcia. On faisait tailler ses costumes chez Gatto, et Mademoiselle Uguet, avenue Victor Hugo, confectionnait les corsets des dames qui, le dimanche, achetaient crèmes glacées et petits fours chez Portelli ou Olcina. ●●●

«C'est Versailles, c'est Saint-Cloud, avec leurs grands arbres, avec leur calme...»



Roger-Viollet



Des platanes centenaires
Cette vue de la place des Quinconces, à Boufarik, a été prise en 1948. Les platanes en bordure furent plantés à partir de 1853, par le premier maire de la commune, Pierre-Martin Borely La Saple, originaire des Basses-Alpes. C'est ici que se déroulaient les fêtes annuelles et les corsos fleuris.

La cité opulente fut une cible de choix pour les indépendantistes

●●● Jusqu'au début de la guerre d'Algérie, la vie continua sur le même rythme, entre travaux agricoles, anisettes au Café du commerce et, en mai, corsos fleuris de la fête patronale. Orangers, mandariniers et clémentiniers ne cessèrent de gagner du terrain sur la vigne, poussés par une rentabilité exceptionnelle : entre 1941 et 1954, leur surface de production quadrupla. Exploitant une recette mise au point par un pharmacien espagnol, Léon Beton inventa à Boufarik la marque Orangina. Il remplit ses célèbres petites bouteilles rondes jusqu'à l'indépendance.

Pendant ces années de croissance, la «perle de la Mitidja» se voulait à la pointe du progrès social. En avance sur son temps, la municipalité créa des coopératives pour chaque produit : tabac, agrumes, raisin, vin, alcool, essences de parfums. Elle affichait fièrement ses réalisations : société d'habitations bon marché, banque populaire, assurances mutuelles, hôpital, hospice, crèche, colonies de vacances... Détaillant les bienfaits prodigués par sa commune, le maire Amédée Froger expliquait, en 1929, à Albert Sarraut, le ministre de l'Intérieur : «Les musulmans, acquis aux bienfaits de notre civilisation, se réjouissent de vivre sous la protection française. Ils y trouvent la justice, l'existence plus douce, l'horizon plus large.» Une opinion largement partagée alors par la population européenne.

Pourtant, on était loin d'une situation équitable. La réalité n'était pas la même selon que l'on était citoyen français ou autochtone. Dès la conquête, le développement de Boufarik s'était construit sur cette inégalité : les terres de la régence et des biens religieux avaient été confisqués par l'armée française puis redistribués aux colons. Plus tard, de nombreux biens «indigènes» privés avaient été placés sous séquestre. L'arrivée des Français avait détruit les structures sociales

féodales de la Mitidja. En 1852, «il ne se trouve plus, là où naguère vivaient de solides collectivités, qu'une poussière d'individus déracinés. La colonisation européenne y trouve l'avantage de disposer, à bon marché, de la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de ses terres», écrivait l'historien Hildebert Isnard, auteur en 1949 d'une étude sur la «réorganisation de la propriété rurale dans la Mitidja». Ce prolétariat agricole fournit les bras indispensables au développement des grands domaines boufarikoïses. A la fin du XIX^e siècle, Charles Debonno employait jusqu'à 1 400 journaliers dans ses vignes, corvéables à merci et sous-payés (entre 1,25 et 1,75 francs par jour, en 1912, contre 2,5 à 3,25 francs pour les Européens). Une disproportion de traitement qui se retrouvait dans tous les actes de la vie quotidienne, jusque dans l'aide aux démunis : ainsi, lorsqu'en 1926, le maire de Boufarik fit augmenter les crédits du bureau de bienfaisance européen de 4 000 à 24 000 francs, ceux qui étaient dévolus au bureau de bienfaisance musulman ne passèrent que de 2 000 à 10 000 francs.

Ville emblématique de la colonisation, petit paradis construit par les pieds-noirs, symbole d'une

réussite économique bâtie sur le dos d'un peuple méprisé, l'opulente Boufarik fournit une cible de choix pour les indépendantistes. Le 1^{er} novembre 1954, premier jour de la guerre d'Algérie, la perle de la Mitidja fut réveillée par l'incendie de sa coopérative d'agrumes. Suivirent huit ans de guerre, avec ses atrocités, comme le double attentat du 27 novembre 1960 qui laissa sept cadavres, dont deux enfants, sur le trottoir de la rue Duquesne, devant la brasserie des Ailes et la pharmacie Hallard.

Après 1962, des «comités de gestion» remplacèrent les colons

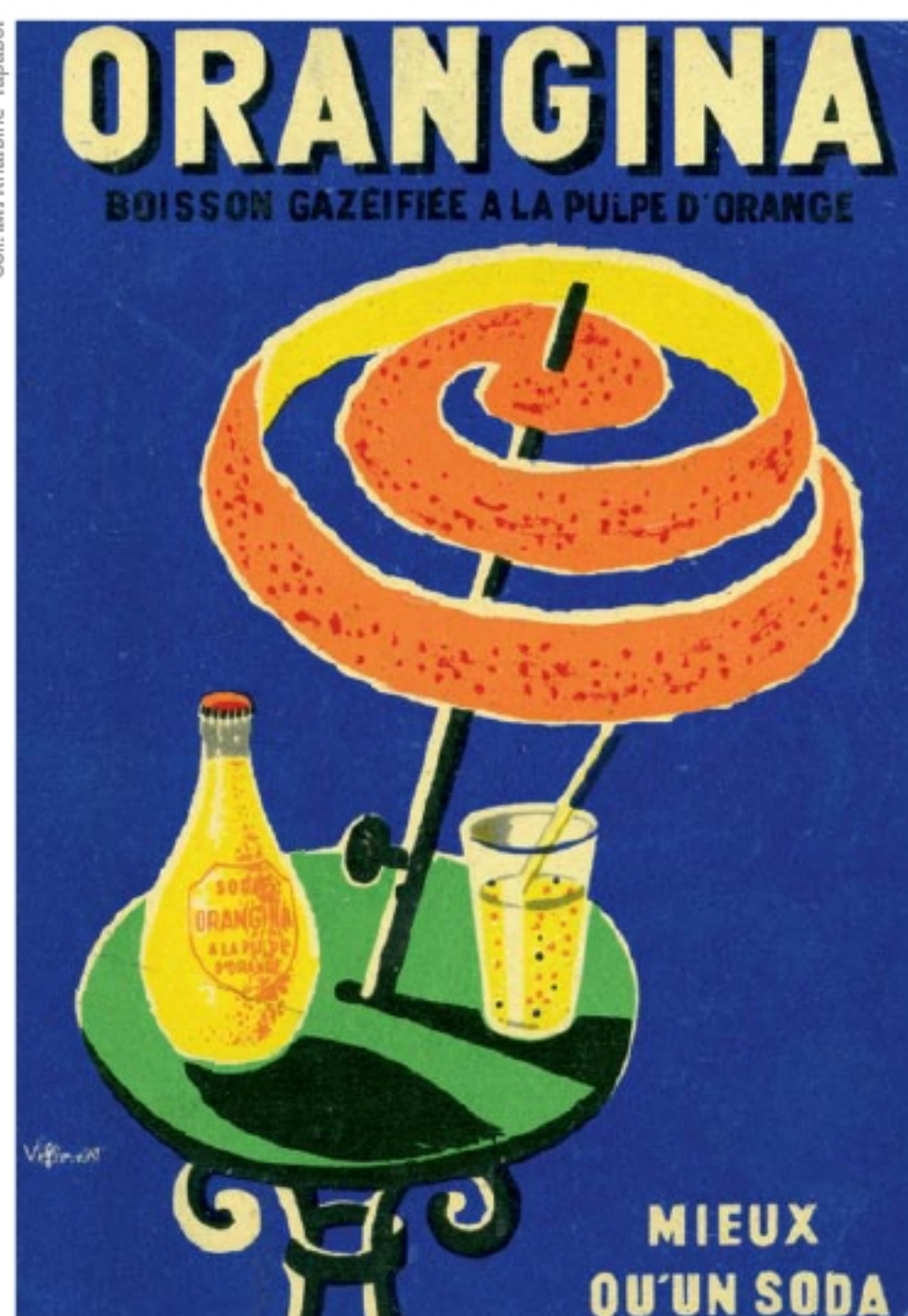
Sous la pression des «événements», la situation des ouvriers agricoles de la Mitidja s'améliora : le salaire journalier passa de 4 à 7 francs, le temps de travail fut limité, les assurances sociales agricoles améliorées. Trop peu et trop tard. Le 1^{er} juillet 1962, l'Algérie vota pour l'indépendance. L'exode des pieds-noirs commença, à Boufarik comme dans le reste du pays. Au domaine Sainte-Marguerite – l'une des plus belles exploitations boufarikoïses avec 500 ouvriers agricoles pour 550 hectares de vignes, 250 hectares d'agrumes, autant de céréales, 200 hectares d'oliviers et de caroubiers et 200 hectares de géranium, verveine et bigaradiers – un «comité de gestion» composé de militants indépendantistes remplaça l'ancien colon. L'exemple fut bientôt suivi dans d'autres grands domaines de la plaine. Dans la ville même, désertée par une majeure partie de sa population européenne, les nouveaux édiles s'empressèrent de raser le monument «au génie colonisateur français» devant lequel s'était incliné onze ans plus tôt le gouverneur général Léonard. Les militaires français, avant de laisser place à l'Armée de libération nationale (ALN), déboulonnèrent l'autre monument emblématique de la ville, la statue du sergent Blandan, tué près de Boufarik, le 11 avril 1842. Désormais, c'est dans une rue de Nancy que ce héros de la conquête coloniale pointe le sol de l'index en criant pour l'éternité ses derniers mots : «Courage, mes amis ! Défendez-vous jusqu'à la mort!» ■


OLIVIER CHARTIER

Une boisson 100 % algérienne

C'est en 1936, après avoir acheté la formule d'un pharmacien espagnol, que Léon Beton, natif de Boufarik, développa l'Orangina (alors nommé Naranjina), fructueux débouché pour les orangeries de la région. Alors que cette société déménagea son siège en métropole en 1962, l'usine de Boufarik continua de fonctionner jusqu'en 1967.

Coll. IM / Kharbine-Tapabor



A portrait of Franck Ferrand, a man with short dark hair, wearing a dark pinstriped suit jacket over a blue button-down shirt. He is smiling slightly and looking towards the camera. The background is a textured blue wall.

**QUI NOUS ÉTONNE
AVEC DES SCOOPS
VIEUX DE 3 SIÈCLES ?**

Franck FERRAND

13H-14H

AU CŒUR DE L'HISTOIRE

**ÉMISSION SPÉCIALE AVEC GEO HISTOIRE
LE JEUDI 29 MARS**

Europe 1

BIEN ENTENDU

«Baroufa»
et cinéma

Sur les trottoirs de Bab el-Oued, la jeunesse pied-noire pratiquait la «baroufa» (petite dispute sans conséquences). Un mot tiré de l'exubérant vocabulaire «pataouète», mêlant français, arabe, catalan, castillan, italien et maltais. Le week-end, les cinémas affichaient complet. Le quartier en possédait plusieurs, dont le Majestic, qui pouvait accueillir 3000 spectateurs.



JOURS HEUREUX À BAB EL-OUED

Jusqu'à la veille de l'indépendance, parfois au mépris du danger, les habitants du plus populaire quartier européen d'Alger ont continué à savourer un art de vivre fait de soleil et d'insouciance.

PAR JEAN-LOUIS MARZORATI (TEXTES) ET LUC IONESCO / RAPHO (PHOTOS)





u début est le soleil. «Le soleil qui déborde de tous les coins du ciel», comme s'exalte Albert Camus dans «Noces» (1938). Le soleil qui noircit la peau et rend aveuglants le blanc des maisons et la surface de la mer.

Dieu des pieds-noirs, ceux surtout des villes littorales, de Bône à Mostaganem, le soleil a cimenté leurs certitudes et façonné leurs modes de vie, faits de sensualité, de plaisirs faciles, d'insouciance, de théâtralité et de brusques poussées de violence. Camus encore : «Ce peuple tout entier jeté dans son présent vit sans mythes, sans consolation. Il a mis tous ses biens sur cette terre et reste dès lors sans défense contre la mort (...) Tout ce qu'on fait ici marque le dégoût de la stabilité et l'insouciance de l'avenir.» Comment, pour citer à nouveau l'écrivain, «ces barbares qui se prélassent au soleil» pourraient-ils entrevoir que ces caractères qui font leur bonheur seront plus tard pour beaucoup dans l'intensité de leur malheur ?

Ainsi se suivent les jours de l'Algérie française pour ces descendants de métropolitains, Espagnols, Maltais, Siciliens, juifs séfarades. L'hiver est comme rayé du calendrier, escamoté telle une maladie honteuse. Et s'il se permet d'inopportunes apparitions, les premiers jours d'avril le balaient d'un joyeux bras d'honneur. «Une habitude tout à fait algéroise, rapportera en 1971, dans la revue «Historia», l'écrivaine Marie Elbe, nous sortait alors du lit, pour nous jeter au balcon dès le réveil, une tasse de café à la main. Comme si, pieds nus dans le soleil, nous voulions nous assurer que le paysage n'avait pas disparu pendant la nuit. Nous commençons ainsi nos journées. Dans la joie qui vient des belles certitudes. Tout était en place. Le soleil dans le ciel, les bateaux sur la mer, les marchands de fleurs aux carrefours, et les rumeurs de toutes les rues, avec des cris, tout proches, qu'on devinait plus qu'on n'entendait. Le cri strident du «marchand d'habi-i-its!», l'autre, galopant du «vitrier-vitrier-vitrier...», le roulement des camions qui livraient du Coca-Cola, et les beuglements des sirènes du port.»

Qu'il aille au travail ou en cours, à pied, en voiture, en bus ou à Vespa, nul n'oublie d'emporter ses «affaires de bain». Un rituel. En semaine, on n'a pas toujours le temps de descendre à la plage, mais la pause déjeuner est suffisante pour aller

«se taper un bain» et «piquer une tête» au large des môles du port ou dans les piscines aménagées sur les blocs des jetées. Celle du Yacht-club est le domaine jalousement réservé d'une clientèle huppée. Qui peut à la rigueur consentir à se montrer au Rowing Club. Mais pas plus «bas», c'est-à-dire au RUA, le Racing universitaire algérois, paradis de la jeunesse, étudiante ou non. C'est, bien sûr, la piscine la plus joyeuse, la plus exubérante, celle où les filles gorgées de vie, les «cailles» les plus belles, viennent entretenir leur «bronzage». Volley-ball, tremplin, rires, flirt, déjeuner d'une salade algéroise (mêlant pois-chiches, poivrons, tomates et thon), accompagnée de vin rosé...

Mais pour les habitants du très populaire quartier de Bab el-Oued, comptant plus de 80 % d'Européens, «Pado», diminutif de Padovani, est irremplaçable. L'établissement balnéaire se double d'un dancing où, après un bain «à la fraîche», on peut enchaîner un slow très chaud. Camus le fréquentait avant la Seconde Guerre mondiale, et il évoque, toujours dans

la pause merguez-brochettes de Fort-de-l'Eau, un petit port de pêche qu'ils envahissent le dimanche soir après la baignade et le «bronzage». Tout le long de la rue principale, c'est un interminable alignement de grills installés en plein air, dont les odeurs dominent largement celles de la mer et les vapeurs d'essence dégagées par les automobiles roulant au pas.

Et que personne ne s'avise de les priver de ces petits bonheurs dominicaux ! Jamais les attentats du FLN, perpétrés à partir de l'automne 1956, ne les dissuaderont de «descendre à la mer». De même, les jeunes continueront-ils à fréquenter les terrasses de l'Otomatic, de La Cafeteria et du Coq Hardi après qu'elles aient été ensanglantées par des bombes. Bravade ? Fatalisme ? Un peu des deux sans doute. Mais surtout pathétique appétit de vivre. Au jour le jour. Et avec les œillères d'une bonne conscience suicidaire.

Ici, à Bab el-Oued, règne le pataouète, et gare au «Français de France», au «Frangaoui», qui prétendrait qu'il ne s'agit

«CE PEUPLE TOUT ENTIER

«Noces», une scène qui a visiblement troublé ce grand amoureux des femmes : «Je me souviens d'une grande fille magnifique qui avait dansé tout l'après-midi. Elle portait un collier de jasmin sur sa robe bleue collante, que la sueur mouillait depuis les reins jusqu'aux jambes. Elle riait en dansant et renversait la tête. Quand elle passait près des tables, elle laissait après elle une odeur mêlée de fleurs et de chair.»

Et puis, il y a le dimanche. Ce jour-là, les castes, comme le petit peuple, vont à la plage : au Club des Pins et à Moretti pour les premiers, qui y possèdent souvent des villas ; à Surcouf, Jean-Bart, La Pérouse, à la Madrague ou Chez Franco, à l'entrée de la Pointe Pescade où se trouve également la petite baraque bleue du «roi de la frite», pour les autres. Dans tous ces lieux éclatants de joie de vivre et assourdissants d'exclamations en «pataouète» (le patois pied-noir, mélange de langues méditerranéennes, ndr), les plus aisés se régalaient de rougets, sardines et calamars frits ou grillés. Pour les Algérois, une journée à la plage ne serait pas complète sans

pas d'une langue ! Il «leur viendrait aussitôt la rabia» (la colère les prendrait) et ils le couvriraient d'insultes : «falso !» (faux jeton), «falampo !» (hypocrite), et bien d'autres plus salées que les olives de la «kémia» (petites entrées servies à l'apéritif). Ici, c'est le plus tchatteur qui est roi. Celui «qu'il a les mains qu'elles parlent comme sa bouche» et dont les «poh ! poh !» sonores déclenchent les «rires gargoulettes». Fanfaronnades et autodérision. Outre les joies de la plage, les divertissements de cette communauté chaleureuse se limitent au cinéma et au football. Avec le Majestic, les Babelouédiens sont très fiers d'avoir «le plus grand cinéma d'Afrique du Nord». Quant au football, il est omniprésent. Dans les cours de récré, dans chaque rue et dans les nombreux clubs locaux, comme le Sporting ou l'Elan. Passions et plaisirs simples que ces pieds-noirs, comme ceux des autres villes d'Algérie, imaginaient éternels. Trop aveuglés par le soleil pour voir que les musulmans étaient en train de passer du rôle de figurants à celui d'acteurs. ■

JEAN-LOUIS MARZORATI

Le culte du sport

En plus du roi football, la jeunesse pied-noire s'adonnait aussi avec passion au volley et à la boxe, sur les traces du «régional» Marcel Cerdan, dont un stade portait le nom à Bab el-Oued.



JETÉ DANS SON PRÉSENT...»



La «dolce vita» en terrasse

Même au pire des «événements», on ne se privait pas d'un verre dehors entre amis. On s'assurait simplement d'un coup d'œil qu'aucun sac suspect ne se trouvait sous les tables.

LE DIMANCHE, TOUS CÉLÈBRENT LE



CULTE DU DIEU SOLEIL



Pas de plage sans gazouze

«Un dimanche à la Madrague et mourir», disaient les fans de cette plage de Guyotville, 15 km à l'ouest d'Alger. On sortait des paniers les œufs durs, omelettes froides, tomates, bouteille de rosé et gazouzes (boissons gazeuses)... avant de rentrer, voitures à touche-touche, vers le centre-ville, en écoutant «Bambino».



Danser envers et contre tout

L'insouciance régnait dans ce dancing en plein air de la pointe Pescade, à 7 km du centre d'Alger. Mais la présence d'un parachutiste rappelle que, pendant ce temps-là, la guerre faisait rage.

DERNIERS FEUX D'UNE ILLUSION



Le rituel de l'apéro

Dans tous les cafés de Bab el-Oued, c'était la même cérémonie : anisette et kémla (amuse-gueules variés), chaque patron se vantant de servir au comptoir «une spécialité tout à fait spéciale».



Un faux air de Naples

Les ruelles des secteurs les plus pauvres de Bab el-Oued ressemblaient à celles du sud de l'Italie. Les «petits Blancs» y vivaient dehors dans un joyeux mélange de promiscuité et de solidarité.



Une tribune pour les réformateurs

D'obédience socialiste, l'«Alger républicain» (ici l'entrée du journal en 1938, année de sa fondation) publia le reportage de Camus «Misère de la Kabylie» en 1939, avant d'être interdit par Vichy. Le quotidien reparut fin 1943. Alors proche des communistes, il fut à nouveau interdit en septembre 1955.

Les apôtres de la troisième voie

Ecrivains, prêtres, politiques... Dès le début du XX^e siècle, des «libéraux», français et algériens, ont voulu améliorer la situation de la population locale, sans pour autant rallier la cause de l'indépendance.

Victor Spielmann. Qui se souvient encore de cet Alsacien, arrivé en Algérie en 1877 à l'âge de 11 ans ? Il passe pourtant pour un des pionniers d'un mouvement d'idées qui se situa en permanence à contre-courant de l'opinion conservatrice de la majorité des Européens et de l'administration de la colonie. Ceux qu'on a appelés plus tard, faute de mieux, les «libéraux», se battirent contre l'iniquité de la colonisation à l'égard des populations autochtones mais aussi pour promouvoir un dialogue entre les deux communautés du pays et éviter des issues radicales. Ce qui explique que Victor Spielmann, devenu journaliste, ait donné le nom de Trait d'Union à la maison d'édition qu'il créa après la Grande Guerre et qui publia notamment, en 1930, le premier livre de Ferhat Abbas. Ce dernier, qui allait devenir le premier président du gouvernement de la République algérienne, salua Spielmann, décédé en 1938, comme «l'un des premiers combattants pour la reconnaissance de la personnalité algérienne».

Sur sa longue route, Spielmann croisa un autre «rebelle» : Gaston de Vulpillères, poète et archéologue amateur, qui créa lui aussi plusieurs journaux, comme «Le Croissant» ou «Le Cri de l'Algérie», pour défendre les victimes du colonialisme. Ce libéral internationaliste vécut longtemps seul au milieu des habitants d'El-Kantara, oasis des Aurès aux portes du désert.

Beaucoup de ces libéraux se réclamaient d'une pensée humaniste qui, au départ, ne remettait pas en cause la colonisation elle-même mais la manière dont celle-ci était mise en œuvre. «Nous ne sommes pas venus inoculer la barbarie à notre armée, avait écrit ainsi Victor Hugo, mais notre

La réforme impossible

En 1936, Maurice Viollette, ancien gouverneur général d'Algérie, présenta son projet de loi, cosigné par Léon Blum, qui visait à accorder la citoyenneté complète à quelques milliers de musulmans. Accueilli favorablement par les «indigènes», à l'exception des nationalistes, le projet, dénoncé par 300 maires d'Algérie, sera finalement rejeté.

civilisation à un peuple.» Voulant avant tout améliorer la situation économique, mais aussi politique, de la population locale, ils furent rejoints au fil des années par des musulmans désireux de sortir du rôle de citoyen de seconde zone dans lequel ils avaient été cantonnés. Le combat nationaliste est venu plus tard.

Les libéraux n'étaient pas tous des marginaux

Ferhat Abbas, né en 1899, peut être considéré comme le chef de file de cette tendance. N'hésitant pas à nier l'existence même d'une «nation algérienne», il tenta tout ce qui était possible pacifiquement pour convaincre les autorités de modifier le statut injuste imposé à ses coreligionnaires. «Quand un Algérien se disait arabe, expliquait-il, les juristes français lui répondaient : non, tu es français. Quand

il réclamait les droits des Français, les mêmes juristes lui disaient : non, tu es arabe.»

Ces libéraux n'étaient pas uniquement des marginaux. On en trouvait beaucoup parmi les instituteurs, «missionnaires de l'école française, toujours selon Ferhat Abbas, dont le dévouement à l'école autochtone n'avait d'égal que leur volonté de rapprocher les Algériens de la France». Plusieurs gouverneurs généraux, tout-puissants représentants de la France en Algérie, furent aussi considérés comme libéraux. Le premier, Maurice Viollette, nommé en 1925, mit tout en œuvre pour élargir les droits des musulmans mais dut démissionner en novembre 1927 sous les coups de boutoir du lobby des grands colons. En 1936, ministre du Front Populaire, il déposa un projet de loi, cosigné par le chef du gouvernement Léon Blum, visant à accorder la citoyenneté complète – avec droit de vote – à quelque 20 000 musulmans. Projet qui fut lui aussi enterré, du fait de la pression des Français d'Algérie. Ceux-ci obligèrent aussi Yves Chataigneau, gouverneur général de 1944 à 1948, à s'en aller. Ils lui reprochaient d'avoir tenté de renouer le dialogue avec les musulmans, traumatisés par la répression brutale qui avait suivi les émeutes de Sétif en mai 1945.

Après le déclenchement de la lutte armée, le 1^{er} novembre 1954, de nombreux musulmans quittèrent la mouvance des libéraux pour s'engager plus avant dans le combat pour l'indépendance. ●●●

Roger-Viollet



ALBERT CAMUS

Il lança un appel à la trêve civile

Parce qu'il était né en Algérie et avait vécu au plus profond les contradictions de sa situation, le prix Nobel de littérature 1957 symbolise mieux que personne le combat libéral. En 1939, son enquête «Misère de la Kabylie», publiée dans «Alger républicain», fit date par sa dénonciation implacable des conditions de vie indignes régnant dans cette région. Déjà, Camus se battait pour démocratiser l'Algérie. Mais il n'envisageait pas qu'elle puisse se séparer de la France. «La seule façon d'enrayer le nationalisme algérien, écrivit-il, c'est de supprimer l'injustice d'où il est né.» La guerre allait le déchirer. Il craignait que les «siens», les pieds-noirs, n'aient pas leur place dans une Algérie indépendante. Le 22 janvier 1956, dans une salle du centre d'Alger, il lança son appel à une trêve civile, demandant aux combattants des deux camps d'épargner les innocents. Alors que, dehors, les manifestants extrémistes jetaient des pierres et criaient des slogans hostiles, à l'intérieur, des militants musulmans et européens, unis peut-être pour la dernière fois dans une fraternité émouvante, écoutaient l'écrivain, rejoint à la tribune par Ferhat Abbas. Un an plus tard, la bataille d'Alger signa l'échec de cette tentative. Camus mourut le 4 janvier 1960, sans voir ce qu'il redoutait : la folie meurtrière des dernières heures de l'Algérie française et l'exil définitif des siens.



L'écrivain, en 1947, dix ans avant son prix Nobel de littérature.

AGIP / Rue des Archives



AFP

Le maire d'Alger, en 1954, en compagnie de paysans algériens.

LEON-ETIENNE DUVAL

Archevêque d'Alger, il fut condamné à mort par l'OAS

Léon-Etienne Duval représente sans doute le courant le plus influent de cette mouvance libérale. Arrivé à Alger sept mois avant le début de la guerre, ce Savoyard né en 1903 protesta très vite contre l'usage de la torture et se prononça tout aussi rapidement pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien. Il encouragea ainsi nombre d'initiatives des libéraux chrétiens – le professeur André Mandouze, Maurice Perrin, Paul Houdart, André et Annette Gallice... – qui constituèrent le noyau dur du mouvement libéral. Le mardi 29 janvier 1957, beaucoup de fidèles quittèrent ostensiblement les églises au moment de la lecture de sa lettre pastorale où il fustigeait de manière transparente les violences perpétrées par l'armée. Le général Massu, qui avait reçu tous les pouvoirs administratifs pour la région

d'Alger, se fendit même d'une lettre au pape pour se plaindre des ennuis que lui causait l'archevêque. Les extrémistes de l'OAS (l'Organisation armée secrète) le condamnèrent à mort mais ne mirent pas leurs menaces à exécution. D'autres libéraux eurent moins de chance et furent assassinés par l'organisation. Maurice Perrin, membre du comité de direction de «L'Espoir-Algérie», maître Popie, un avocat qui voulait jeter les bases de la «troisième force», une voie entre le FLN et l'OAS, le socialiste William Lévy, secrétaire général de la SFIO, payèrent de leur vie leur engagement. L'assassinat, toujours par l'OAS, de l'écrivain Mouloud Feraoun, à la veille de la signature des Accords d'Evian, marqua profondément les libéraux tant cet homme exceptionnel portait en lui tous les espoirs et toutes les contradictions de la «famille».



JACQUES CHEVALLIER

Maire d'Alger, il fut éjecté par les militaires

Le cheminement de cet homme politique, qui a tour à tour été adulé et détesté par ses compatriotes d'Algérie, est à l'inverse de celui de Camus. Né en 1911 d'une mère américaine et d'un père dont la famille était installée en Algérie depuis deux générations, il fut d'abord un des défenseurs les plus résolus de l'Algérie française avant de se convaincre, en 1950, que seul le dialogue entre communautés pourrait empêcher le pire. Elu maire d'Alger en 1953, il associa à la gestion municipale des élus musulmans partisans de l'indépendance. Il lança aussi des programmes de logements sociaux à Alger. Ministre de la Guerre dans

le gouvernement de Pierre Mendès France au début de l'insurrection armée, il prôna très vite la nécessité de discuter avec les responsables de la rébellion pour mettre au point une «fédération» entre la France et l'Algérie. Voué alors aux gémonies, il fut éjecté par les militaires en mai 1958. En juin 1962, des responsables de l'OAS firent appel à lui pour négocier une sortie honorable avec le FLN. Une revanche bien amère pour cet homme qui avait préconisé depuis toujours ces discussions. Mais il était trop tard. Jacques Chevallier, l'un des rares Européens à avoir pris alors la nationalité algérienne, mourut à Alger en avril 1971.

●●● Pas toujours par conviction mais par la contrainte. Le 20 août 1955, le neveu de Ferhat Abbas fut d'ailleurs assassiné par le FLN qui lui reprochait ses prises de position hostiles à la lutte armée.

La guerre provoqua aussi un débat de fond dans le camp des libéraux européens : fallait-il ou non aider le FLN ? Impossible de trouver une position commune entre ceux qui voulaient continuer à servir de lien entre les deux communautés et ceux qui étaient partie prenante dans le combat nationaliste. Un des hommes les plus emblématiques de ce dernier courant, le docteur Pierre Chaulet, catholique convaincu qui avait toujours milité dans toutes les organisations regroupant «indigènes» et Européens, expliquait ainsi que cette question de l'opportunité d'«aider» ou pas le FLN ne se posait pas. «Nous sommes Algériens comme vous, répondait-il à ses amis du FLN; notre sol, notre patrie, c'est l'Algérie, nous la défendrons avec vous. Nous sommes du FLN.»

D'autres, plutôt que de rallier la cause de l'indépendance algérienne, s'obstinèrent à rechercher une voie médiane. Ils éditèrent des revues, organisèrent des rencontres, tentèrent, contre vents et marées, de faire entendre la voie de la raison et de la modération. Il faut dire qu'ils étaient bien seuls, avec leurs 5 000 partisans et quelques centaines de militants, face aux centaines de milliers de partisans du statu quo colonial. Même s'ils comptaient dans leurs rangs des personnalités charismatiques, susceptibles de démultiplier leur action – l'écrivain Albert Camus, l'archevêque Léon-Etienne Duval et le maire d'Alger Jacques Chevallier ont particulièrement marqué leur époque (portraits ci-contre) –, ils restèrent isolés. Dispersés dans une multitude de petites chapelles, de «Vie nouvelle» au «Comité d'action des intellectuels libéraux pour la démocratie en Algérie», en passant par le «Rassemblement de la gauche libérale» ou «le Colloque des enseignants», ils furent incapables de mettre sur pied le mouvement uni qui aurait été capable de faire entendre leur voix plus puissamment. ■

JOSÉ-ALAIN FRALON



Charles Bonnay / Rapho

Le prélat, en 1961, dans son jardin de l'archevêché d'Alger.

SÉTIF LE MASSACRE DE TROP

Au printemps 1945, pour venger des colons lynchés, l'armée tue des milliers de musulmans, creusant à jamais le fossé entre les communautés.

Ferme Saint-André, le 9 mai 1945. Gisette, 41 ans, prépare le déjeuner. Un déjeuner plus soigné que d'habitude. Ce mercredi, elle aura à sa table son père et sa belle-mère venus lui rendre visite dans la ferme qu'elle exploite avec Sim, son époux, à 13 kilomètres de Guelma. Zohra, une «petite mauresque», la fille d'Hasmi, l'homme à tout faire, entre en courant dans la cuisine. «Viens vite madame ! s'exclame-t-elle. Viens vite voir tous ces Arabes !» La famille se précipite sur la terrasse et aperçoit sur la route plus de 500 «indigènes». Certains sont à pied, d'autres sur des mulets ou des carrioles. Tous sont armés de fusils, de faux, de faucilles, de gourdins. Ils hurlent et chantent en arabe. Gisette et sa famille se précipitent dans la cave. Le fidèle Khames Hasmi, son bébé dans les bras et son fils à la main, va à la barrière. Il explique aux émeutiers que ses patrons se sont enfuis. La troupe menaçante hésite puis poursuit son chemin.

Les hommes de la ferme se cachent dans une soupente. Les femmes, dissimulées sous des vêtements arabes, se réfugient dans le gourbi du régisseur. Elles vont y être rejointes deux heures plus tard par cinq femmes et deux fillettes échappées de la propriété voisine, dont le patron vient d'être tué. Pendant la nuit, puis toute la journée du lendemain, les Européens restent terrés, protégés par la famille Hasmi, au milieu des coups de feu qui claquent aux alentours. Lorsque le 10 mai au soir, ils sont rapatriés ●●●

Rue des Archives/Agfp





L'humiliante parade
Pour sceller leur écrasante victoire sur la «rébellion», les militaires mirent en scène des «redditions de tribus». Le général Henry Martin (deuxième à droite) assiste ici à l'une d'elles, près de Kherrata.

●●● sur Guelma par un convoi militaire, ils apprennent que les heures de terreur qu'ils viennent de vivre ne sont que l'un des nombreux drames d'une révolte qui a ensanglanté tout le nord du département de Constantine. En deux jours, des familles de fermiers, cantonniers, gardes forestiers, postiers ont été attaquées, à Périgotville, Chevreul, Kherrata... Certains «petits blancs» isolés dans le «bled» sont restés assiégés, les armes à la main, jusqu'à l'arrivée de l'armée. D'autres ont été massacrés. Un bilan établi le 30 juin 1945 recensera 104 morts (dont 16 militaires), 110 blessés et 10 femmes violées.

Le soulèvement a commencé à Sétif, le 8 mai, alors que la petite ville se préparait à fêter la capitulation de l'Allemagne. C'était un mardi, jour de marché, et elle était envahie par des paysans venus des hauts plateaux avec leurs troupeaux. Vers 9 heures du matin, la police a constaté une «agitation inhabituelle près de la mosquée du faubourg de la gare». L'agitation était en réalité une manifestation de plusieurs milliers d'Algériens décidés à profiter de la cérémonie officielle pour exprimer leurs sentiments nationalistes. Scouts musulmans en tête de cortège, ils sont parvenus au centre-ville et ont déployé une banderole affichant, en français et en arabe, le slogan : «Vive l'Algérie libre et indépendante!» Une autre réclamait la libération de Messali Hadj, leader du mouvement national algérien qui venait d'être arrêté et transféré à Brazzaville, au Congo. «A ce moment, raconte dans sa sobriété administrative, un rapport des Renseignements généraux, les commissaires de la police d'Etat et de la police judiciaire, conformément aux instructions reçues, ont invité les porteurs de ces pancartes et drapeaux à les faire disparaître. Des coups ont été échangés.»

En réalité, devant le Café de France, rendez-vous des Européens de Sétif, il n'y a pas eu seulement des échanges de coups, mais des balles ont été tirées par des policiers et des civils sur les manifestants. Porteur d'un drapeau algérien artisanal, Saâl Bouzid, un jeune scout de 22 ans surnommé «le petit Poucet», a été abattu. Poursuivis par des policiers, des gendarmes et des soldats, les manifestants se sont dispersés dans les rues en tuant sur leur passage les Européens qu'ils croisaient. Vingt et un corps ont été relevés par la suite, ainsi que de nombreux blessés, dont Albert Denier, secrétaire de la section locale du Parti communiste, les deux mains tranchées par les émeutiers.

Les paysans se sont ensuite enfuis dans leurs douars (campements nomades) où



Usis / Dite

Le meurtre d'un jeune scout nationaliste, pendant une manifestation, a mis le feu aux poudres

ils ont raconté la fusillade et annoncé que le jihad, la guerre sainte, avait commencé à Sétif. Dans l'après-midi, des autocars et des voitures de colons ont été attaqués. Dans la nuit, le soulèvement s'est propagé dans tout le nord du Constantinois où des fermes et des petites localités ont été mises à sac. «Il ne s'agit plus là, note le rapport de police, d'une émeute à caractère politique mais bien d'une tentative de destruction de tout Français.»

Ce déferlement de violence n'était pas une surprise pour les Européens vivant au bled et encore moins pour les autorités. Gissette et Sim avaient conseillé à leur famille de ne pas venir à Guelma où ils avaient remarqué que de nombreux Arabes, devenus «chaque jour plus arrogants», arboraient des «regards sournois et hostiles». Lors de «l'anisette de la victoire» partagée avec leur voisin,



Les Américains, apôtres de l'autodétermination

Le 8 novembre 1942, 75 000 soldats anglais et américains débarquèrent en Afrique du Nord, avec dans leurs besaces la notion de droit des peuples à l'autodétermination proclamé un an plus tôt par Roosevelt et Churchill. Quatre mois après, en février 1943, le « Manifeste du peuple algérien » voyait le jour, revendiquant égalité et autonomie.

L'insurrection est née au cœur du marché

Après la fusillade, de nombreux paysans descendus des hauts plateaux en ce jour de marché à Sétif (ci-dessous) se sont ralliés aux émeutiers avant de propager la nouvelle dans tout le nord du Constantinois où les fermes des Européens furent mises à sac.

Usis / Dite

le 8 mai, celui-ci avait pris à la légère leurs mises en garde : « Moi, je n'ai rien à craindre. Je n'ai aucun ennemi parmi mes indigènes. » Le lendemain matin, il fut tué à coup de hache par « ses » indigènes.

Les avertissements officiels n'avaient pas non plus manqué. Huit mois avant l'insurrection, le lieutenant-colonel Courtes, chef du Centre d'information et d'études, avait adressé au gouverneur général de l'Algérie, Yves Chataigneau, une note sur « la situation politique des musulmans algériens ». L'officier, après avoir mis l'accent sur les « incroyables maladroites » commises depuis des années envers les musulmans et les « promesses non tenues » qui leur avaient été faites, relevait le climat de fièvre qui régnait dans les grandes villes. Dans les campagnes, estimait-il, le climat était « plus paisible », mais il suffirait de peu de chose pour voir « dans les douars comme ailleurs, la paix française gravement menacée ». « A ce peuple trop longtemps déçu, ajoutait-il, nous devons résolument montrer notre volonté de réformes. Il nous faut à cet effet instaurer des méthodes nouvelles et apprivoiser de nouveau les âmes. »

Les hautes autorités, à Alger comme à Paris, ne voulaient pas tenir compte de ce type d'analyses. Le point-clé, selon elles, était le suivant : les « indigènes », après avoir compris en 1940 que la France n'était pas invincible, avaient maintenant l'indécence de prendre au sérieux la Charte de l'Atlantique que les Américains leur avaient fait découvrir après leur débarquement en Algérie, en 1942. Voilà ce que disait l'article 3 de cette charte : les Etats-Unis « respectent le droit des peuples à choisir la forme du gouvernement sous laquelle ils souhaitent vivre ; et ils souhaitent voir le droit de souveraineté et l'autodétermination restaurés à ceux qui en ont été privés par la force ». Pour le gouvernement du général de Gaulle, dans lequel siégeaient des ministres communistes, ce texte n'avait rien à faire avec les départements français d'Algérie, que les Américains étaient soupçonnés de vouloir déstabiliser pour mieux s'y implanter ensuite. La seule mesure envisagée pour contrer la montée du sentiment nationaliste était donc le renforcement du dispositif militaire et policier et la multiplication des arrestations. Lorsque, le 1^{er} mai 1945, à l'occasion de la fête du travail, des syndicalistes algériens défilèrent en brandissant des banderoles revendiquant « l'Algérie aux Algériens », la répression envers « ces masses ignares et inaptes à saisir les nuances » fut immédiate et ●●●



CAP / Roger-Viollet

●●● brutale. A Alger, Oran ou Bougie, le service d'ordre ouvrit le feu sur les manifestants arabes que les syndicalistes français avaient écartés de leurs cortèges.

C'est dans ce contexte que survinrent les assassinats d'Européens des 8 et 9 mai. La violence d'Etat prit alors une autre dimension. Il s'agissait moins de châtier les auteurs des meurtres, des viols et des pillages que de terroriser les Algériens pour empêcher un soulèvement général. Toutes les forces françaises disponibles furent engagées. D'autres furent rappelées de Tunisie. La marine nationale bombardait les douars proches des côtes, les avions mitraillèrent les rassemblements suspects et les «mechtas», les hameaux, qui n'arboraient pas le drapeau français. Tout Algérien était suspect et pouvait être abattu au moindre prétexte. Rentrant d'Allemagne, les tabors marocains, les tirailleurs tunisiens et sénégalais et la Légion étrangère menèrent de sanglantes expéditions punitives dans le département de Constantine. A Guelma, en vertu d'un texte datant de 1881, le sous-préfet André Achiary constitua des milices de civils. Elles arrêtèrent et fusillèrent, après une parodie de jugement, des dizaines d'indigènes dont les corps furent incinérés dans des fours à chaux. Mohamed Chouadria, un député musulman, raconta ultérieurement qu'il avait entendu Achiary déclarer alors : «Messieurs les colons, vengez-vous !»

Combien de victimes fit au total cette répression ? Entre les 45 000 morts brandis par l'actuel gouvernement algérien et le millier reconnu par les autorités françaises, il reste impossible d'avancer un chiffre exact (les historiens pensent aujourd'hui que le chiffre de 15 000 victimes est une estimation «raisonnable»). Une commission d'enquête envoyée sur le terrain à la mi-mai 1945 fut très vite dissoute par le gouvernement. La principale préoccupation de ce dernier était de savoir si des observateurs étrangers ne risquaient pas de découvrir des chamiers. Aux yeux du gouvernement, comme d'ailleurs pour le parti communiste, les émeutes avaient été provoquées par des nostalgiques du nazisme et des agents étrangers. L'embaras des autorités pour expliquer la violence et l'ampleur du soulèvement apparaît dans la conclusion du rapport des Renseignements généraux daté du 26 mai 1945 : «Contrairement à certaines insinuations, la misère, les difficultés du ravitaillement, les privations, ne doivent pas être considérées comme la cause directe du soulèvement. On doit cependant admettre qu'elles avaient favorablement préparé le terrain à la propagande antifrançaise.»



Pour le futur président Boumédiène, ce jour-là, «le monde avait basculé».



Après le 8 mai, le leader modéré Ferhat Abbas s'engagea pour l'indépendance.



A 15 ans, l'écrivain Kateb Yacine a vécu «l'enfer» des représailles de Sétif.

Le 8 mai 1945 est resté pour les Algériens comme le point de départ du chemin vers l'indépendance

Soucieux de marquer publiquement leur écrasante victoire dans le Constantinois, les militaires organisèrent, à la fin du mois de mai, des cérémonies à grand spectacle calquées sur celles de la guerre de conquête de 1830. Pour symboliser la «reddition des tribus», des milliers de musulmans, sous la surveillance des mitrailleuses des blindés et des avions volant en rase-mottes, remirent leurs armes, implorant «l'aman», la vie sauve, et demandant collectivement pardon de leurs crimes, avant de saluer le drapeau français et d'écouter au garde-à-vous «La Marseillaise» jouée par la Légion étrangère.

Certes, la férocité de la répression a ramené un calme apparent en un peu moins d'un mois, mais elle a aussi jeté les bases du déclenchement de la guerre d'Algérie. Le souvenir de mai 1945 est très présent dans l'œuvre de l'écrivain francophone Kateb Yacine qui, à 15 ans, a enduré, selon son propre mot, «l'enfer» des représailles, à Sétif, pendant que sa mère sombrait dans la folie. Ce même souvenir a éloigné le leader sétifien Ferhat Abbas (futur président de la première Assemblée nationale algérienne) de son projet d'une Algérie autonome mais fédérée à la France. Et il a fait comprendre au petit Houari Boumédiène (futur chef du FLN et président de la république algérienne), que, comme il le dirait ultérieurement, «le monde avait basculé». Bref, il a forgé les cadres et l'idéologie profondément antifrançaise de ce qui allait devenir en 1954 le Front de libération nationale (FLN). «Je vous ai donné la paix pour dix ans. Mais il ne faut pas se leurrer. Tout doit changer en Algérie. Il faut faire des réformes sérieuses», avait averti, au terme de la répression, le général Duval, commandant la division de Constantine. Il ne fut pas écouté.

Gisette a quitté son épicerie d'Alger en juillet 1962. Elle est rentrée, seule, dans une métropole qui lui était étrangère. Son mari, mort deux ans plus tôt, était resté en Algérie. Son père, lui aussi enterré à Alger, avait noté dans son journal, en mai 1945 : «Si la répression a été dure, pouvait-il en être autrement ? Qui tue par l'épée périt par l'épée.» Cette bonne conscience française fut remise en question, soixante-trois ans plus tard, par la voix de l'ambassadeur de France en Algérie. A Guelma, Bernard Bajolet évoqua le souvenir des «épouvantables massacres» et la «très lourde responsabilité des autorités françaises de l'époque dans ce déchaînement de folie meurtrière».

FRANCIS ZAMPONI

Le jour où les nationalistes ONT PRIS LES ARMES

En 1949, rompant avec la contestation modérée, de jeunes indépendantistes braquaient la poste centrale d'Oran. Un hold-up destiné à financer leur révolution naissante.

Le mardi 5 avril 1949, à 7 h 15, la police judiciaire d'Oran est alertée. La poste centrale vient d'être attaquée. Arrivés sur place, les enquêteurs trouvent un tapis de billets de 5 000 francs jonchant le sol et un chargeur de mitraillette Sten abandonné. Les employés racontent que trois hommes armés ont fait irruption peu après l'ouverture, forçant le directeur à leur ouvrir le coffre. Dans leur hâte, ils n'ont emporté que 3 millions de francs, en laissant 30 autres derrière eux. Description des braqueurs : vêtus à l'européenne, la «peau blanche», un accent étranger... Il faudra un an d'enquête à la police française pour comprendre que ce hold-up était en fait une action politique, œuvre d'une mystérieuse «Organisation spéciale» (OS).

Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), successeur en 1946 du Parti du peuple algérien dissous par les autorités, avait créé l'OS en février 1947, entérinant ainsi l'avènement, au sein de la mouvance nationaliste, d'une tendance radicale prônant la lutte armée comme seule voie vers l'indépendance. Ce changement tactique correspondait à un changement d'époque. A la génération des militants de l'Etoile nord-africaine (parti fondé en 1926, à Paris) succédait celle des combattants de la Seconde Guerre mondiale, qui contestaient le lea-

dership de Messali Hadj et Ferhat Abbas, tenants d'une ligne modérée, réformiste et électoraliste. Ces jeunes révolutionnaires s'étaient battus pour libérer la France des nazis, tel l'adjudant Ahmed Ben Bella, plusieurs fois décoré par de Gaulle. Les massacres de Sétif et Guelma leur causèrent donc une blessure inguérissable. Familiers du maniement des armes, ils décidèrent d'en découdre. Ils profitèrent des dissensions internes au mouvement nationaliste pour pousser leurs pions.

Le congrès tenu en février 1947 accoucha d'un compromis : au MTLD officiel incombait la mission de sensibiliser l'opinion publique ; au Parti du peuple algérien, clandestin, celle de recruter les militants ; charge enfin à une structure paramilitaire, dirigée par Hocine Aït Ahmed, de préparer la libération du pays par les armes. Aucun des cadres de cette Organisation spéciale n'avait plus de 30 ans. Séduisant les plus jeunes, la petite armée secrète compta bientôt un millier de membres. Le hold-up d'Oran avait pour but de lui fournir les fonds nécessaires à la constitution d'un arsenal. Mais ce «coup» la fit repérer par les autorités, et l'OS fut démantelée dès 1950.

Ils se lancent à l'attaque d'une caserne... avec deux revolvers

Ce fut pourtant sa ligne qui triompha bientôt. Le 14 mai 1952, la police tira sur la foule réunie à Orléansville pour écouter un discours de Messali Hadj. Placé en résidence surveillée en France, le vieux leader ne put contenir les radicaux, avec lesquels la rupture fut consommée à l'été 1954. Fin juin, dans une maison du Clos-Salebier, sur les hauteurs d'Alger, un groupe d'indépendantistes, passés à la postérité comme les «22», décidait de faire parler les armes. Un «Comité» fut désigné pour di-



riger l'insurrection. Rabah Bitat, Mostefa Ben Boulaïd, Mourad Didouche, Mohamed Boudiaf, Belkacem Krim et Larbi Ben M'Hidi planifièrent en détail, avec trois autres militants exilés au Caire (Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Khider), le déclenchement de l'insurrection. Ces neuf chefs «historiques» de la «guerre de libération» étaient tous des anciens responsables de l'OS.

Le 1^{er} novembre 1954, Boudjemaa Souidani, l'homme qui avait dirigé le braquage de la poste d'Oran, prenait d'assaut la caserne de l'armée française à Boufarik, avec un commando seulement équipé de deux pistolets. La guerre d'Algérie avait commencé. ■

BALTHAZAR GIBIAT

Les rebelles posent pour la postérité

Les six chefs «historiques» de l'insurrection ont été photographiés à Alger, début 1954. Deux d'entre eux ne verront jamais l'Algérie indépendante : Didouche, responsable du Constantinois, périt lors d'un accrochage en janvier 1955 ; Ben Boulaïd, chef dans l'Aurès, sera tué par un colis piégé en mars 1956.



Stanislas Hutin a pris cette photo sur le bateau qui l'emmenait à Alger, en 1955. Il fait aujourd'hui partie d'une association : les Anciens appelés en Algérie et leurs amis contre la guerre (4ACG).



Gérard Van
Der Linden



Marc Lelong



Stanislas Hutin



Gilbert Neveux

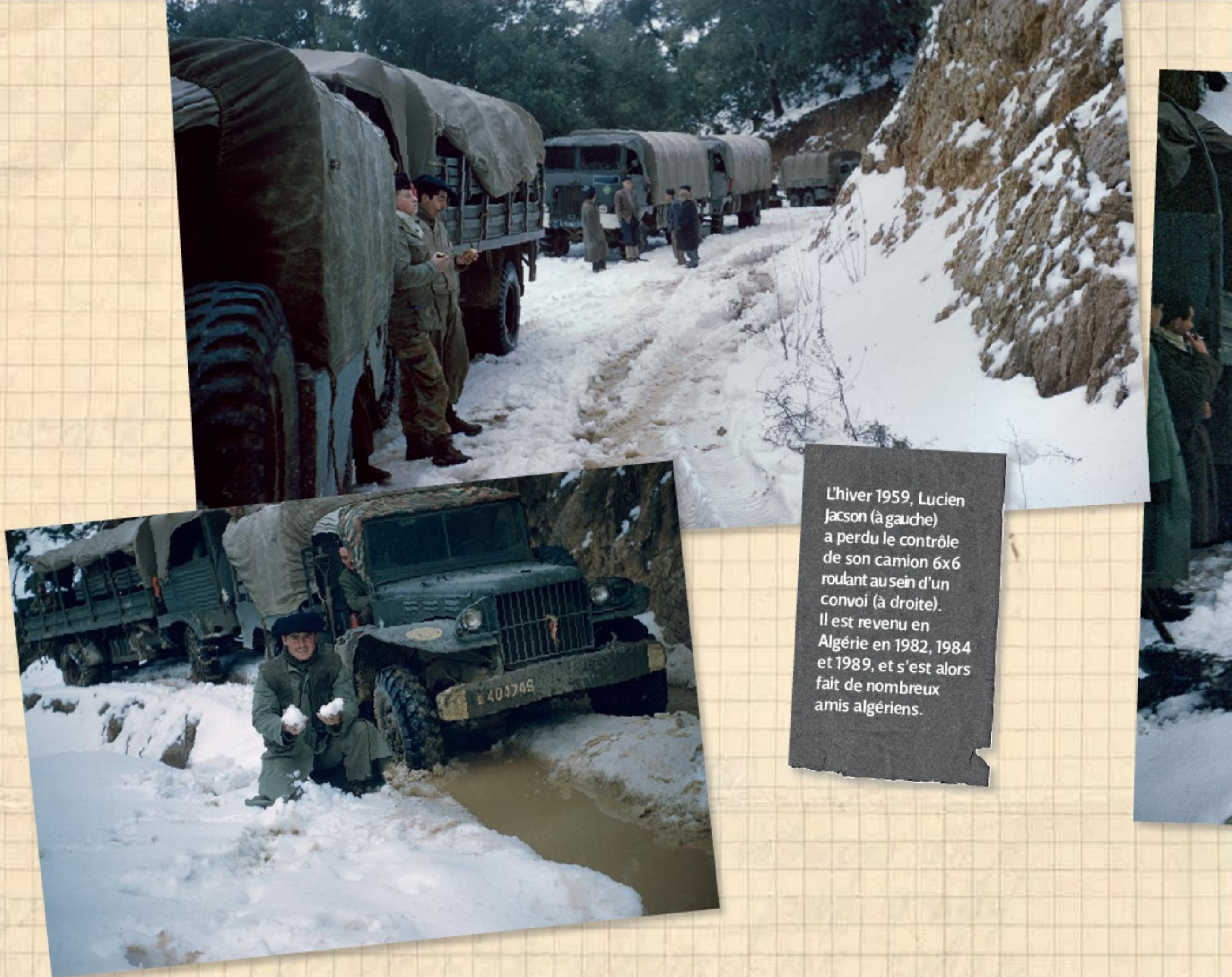


Lucien Jacson

PAROLES D'APPELÉS

De 1954 à 1962, 1,34 million de jeunes Français du contingent se sont succédé en Algérie, officiellement pour «la pacification». Mais là-bas, c'est bien une guerre qui les attendait. Ils sortent enfin d'un long silence pour raconter cette expérience traumatique.





L'hiver 1959, Lucien Jacson (à gauche) a perdu le contrôle de son camion 6x6 roulant au sein d'un convoi (à droite). Il est revenu en Algérie en 1982, 1984 et 1989, et s'est alors fait de nombreux amis algériens.

L'ennemi, Lucien Jacson l'a eu une fois dans sa ligne de mire, à quelques pas de lui, en juillet 1958. «C'était à l'entrée de notre camp, on est tombé dans une embuscade. Ça tirait de partout. Plus personne ne donnait aucun ordre, rien, tout le monde était pétrifié. Derrière moi, un garçon qui était arrivé depuis deux mois en Algérie appelait sa mère... Et soudain, à une trentaine de mètres, j'ai vu ce type qui se cachait derrière une «mechta» (une ferme) et tirait sur notre camp. Lui ne me voyait pas...» Lucien Jacson s'est souvent rejoué la scène. Le matin même de notre conversation, cinquante-quatre ans après, il avoue y penser encore. «Je l'aurais certainement tué, si j'avais essayé, ou alors, lui ne m'aurait pas loupé. Mais de toute façon, je n'ai pas pu tirer.» Des renforts sont arrivés, les «fellaghas» se sont évaporés et Lucien Jacson n'a plus jamais eu de combattant adverse devant lui durant

ses 24 mois d'incorporation, jusqu'en mars 1960. «J'ai été radio, puis tireur FM (fusil-mitrailleur), mais je n'ai jamais tué personne, et j'en suis fier», précise-t-il.

Comme lui, 1 340 000 jeunes civils français ont été envoyés faire la guerre en Algérie, entre 1954 et 1962. Mais à cette époque, on ne parlait pas de guerre. Il ne pouvait pas en être question, puisque l'Algérie, c'était la France! De la même manière, officiellement, il n'y avait pas d'ennemis, mais des «rebelles», des «hors-la-loi», ou même des «malfaiteurs». Les appelés venaient «rétablir la paix» ou encore «pacifier la région». «Le slogan qu'on entendait tout le temps, c'était : "L'armée française veille", raconte Gilbert Neveux, appelé en avril 1956. Il s'agissait de faire du maintien de l'ordre pour que les colons et les gens du pays vivent en paix.» Après une formation à Poitiers, Gilbert a fait la traversée de Marseille à Philippeville, puis a rejoint Constantine,

dans le nord-est de l'Algérie, en train. Enfin, il a grimpé dans un camion pour gagner son poste, à 80 kilomètres de là, dans la campagne, le bled. A l'entendre raconter cette période, on songe d'abord à une drôle de guerre, plutôt inoffensive : «J'étais dans une compagnie de commandement, je faisais du secrétariat, de l'intendance. Je n'ai participé à aucun combat. On m'a donné un pistolet-mitrailleur à l'arrivée et je l'ai rendu en l'état, avec les chargeurs complets, à mon départ. Je n'ai pas vraiment connu la peur, dans notre petit village.» Pourtant, cette image de sécurité est tremblante, fragile, sans cesse déchirée par des rafales : le régiment de Gilbert avait été endeuillé quelques jours avant son arrivée, par la mort de trois soldats. «Ça mettait tout de suite dans l'ambiance», se rappelle-t-il.

En arrivant sur la presqu'île de Colo, dans le Constantinois, en novembre 1956, Stanislas Hutin a entendu, de la même



Photos : Lucien Jacson

"J'ai été radio, puis tireur
au fusil-mitrailleur, mais je n'ai jamais
tué personne et j'en suis fier" Lucien Jacson

manière, ses supérieurs dérouler des consignes apaisantes de pacification. Mais ces paroles couvraient mal les hurlements des rebelles, ou des suspects, suppliciés par leurs ordres... Comme il avait fait des études (il était alors séminariste), il a donné des cours aux enfants du village où stationnait son régiment. Une tâche qu'il aimait, tout en sachant que les parents de ses élèves étaient peut-être en train de subir des interrogatoires. «On rouvrait les écoles, se souvient-il, et en même temps du côté de la hiérarchie, c'était l'engagement dans le conflit à coups de renseignements. Et pour avoir les renseignements, tout était permis. Donc, dès le départ, tout ce qui était torture, tout ce qui était tabassage a été déclenché. Nous, les appelés, nous avions interdiction de nouer des contacts avec la population car, aux yeux de nos supérieurs, c'étaient tous des fellaghas potentiels. Moi-même, mon lieutenant m'avait ordonné de faire mon

cours avec un fusil près du tableau. J'ai refusé et, après de longues palabres, j'ai obtenu de pouvoir mener mes classes avec un revolver dans la poche. En fait, on parlait de pacification alors qu'on se lançait dans une guerre éhontée et, de mon point de vue, perdue d'avance.»

Jean Forestier servait au sein du 10^e bataillon de chasseurs à pied dans les Aurès. Et pour lui aussi, les consignes passaient mal : «Au camp de Nouader, derrière des murs de barbelés, survivaient par un temps glacial quelques dizaines d'ennemis ou supposés tels. (...) Dans ce camp où j'ai vu des hommes casser la glace pour boire, ma sensibilité a été souvent mise à mal. Issu d'un milieu très modeste, ayant eu une enfance misérable, j'étais atteint de plein fouet par leurs souffrances. Souvent, je me posais des questions : où étaient les rebelles ? Ces vieillards, en étaient-ils ? Jamais un geste ou un regard haineux lorsque, chargé de leur sur-

veillance, je m'adressais à eux. Et tout doucement, s'insinuait le doute...» Cette guerre était-elle juste ? La défense des colons et des intérêts français en Algérie était-elle fondée ? Méritait-elle de sacrifier sa jeunesse, voire sa vie ? «Au début, reprend Stanislas Hutin, on a dû garder la ferme du président de l'interfédération des maires d'Algérie. C'était un immense domaine. On a vu des sortes de cages. On a cru que c'était pour les bestiaux ou les poules. Puis on s'est aperçu que c'était les logements des ouvriers. Ça nous a tous scandalisés.»

Voici une guerre, donc, qui paraissait honteuse à plus d'un titre. D'une part, parce qu'elle n'osait pas porter son nom, d'autre part car elle était livrée avec des méthodes peu avouables, et au service d'une cause dont doutaient bien des appelés. Enfin, une autre caractéristique accentuait son côté obscur, ses contours confus : c'était un affrontement sans ●●●

Marc Lelong
a pris ce cliché en
Kabylie. "Là-bas, je
n'ai pas photographié
les morts, la violence,
mais plutôt des
femmes, des enfants
et les paysages
magnifiques."



"Ces gars avaient tué un
soi-disant fellagha et le trimbalaient
sur le capot de leur jeep" Marc Lelong



Gérard Van Der Linden, sergent infirmier, servit dans un dispensaire de Grande Kabylie, soignant la population.

Gilbert Neveux se balade sur un marché, dans la région de Constantine : «J'ai retrouvé cette photo un peu par hasard, dans un tiroir.»

●●● bataille au grand jour, sans ligne de front clairement circonscrite. Déposés sur les crêtes ou au bord des routes, en hélicoptère ou par camion, les régiments répétaient sans trêve les mêmes opérations : regroupement de la population dans des villages ou des camps; quadrillage, à l'écart de ceux-ci, des zones interdites, pour tenter de débusquer les combattants de l'ALN, l'Armée de libération algérienne. Cachés entre les mailles du filet, derrière des collines, profitant du moindre accident de terrain, ces derniers surgissaient dès que le rapport de force se faisait favorable, attaquant les groupes de soldats isolés avant de disparaître dans la nature. Ils frappaient avec une violence inouïe.

Quand il était radio, Lucien Jacson est souvent intervenu à la rescousse, auprès de sections qui étaient tombées dans des embuscades. Et à chaque fois, c'était un choc. «Il y avait des horreurs, une sauva-

gerie à laquelle on n'était pas habitué», explique-t-il. Des hommes étaient retrouvés avec les testicules coupés, ou avec le ventre rempli de pierres. Hantés par ces scènes de cauchemar, les appelés vivaient dans une peur perpétuelle. Tous ou presque en parlent. Joseph Bertaud, incorporé en 1956, a pris la peine, des années plus tard, d'écrire un texte pour apprivoiser ces souvenirs : «En entrant dans le combat, dans une embuscade ou même en montant la garde, qui peut se vanter de n'avoir jamais eu la trouille ? Cette peur vous comprime les boyaux. Le cœur vous remonte jusqu'à la gorge. Vous perdez tous vos moyens. Dans ma vie active, je n'ai jamais subi une peur comparable à celle que j'ai connue là-bas...» «On avait pris conscience que ces gens avaient raison de se révolter, résume Stanislas Hutin. On avait aussi pris conscience de la violence que dispensaient nos armées par la torture et les combats. Et en même temps,

il y avait la peur au ventre, la faim, le froid... Donc on était tous très vulnérables.» Du coup, bien des appelés perdaient leurs repères. D'autant qu'une bonne partie des gradés, qui avaient subi la défaite de Diên Biên Phu en 1954, rêvaient de revanche, par tous les moyens, n'hésitant pas à inciter leurs troupes aux exactions. «Dans notre secteur, le plus haut gradé, c'était Bigeard. Et c'est quand même bien lui qui nous a appris ce qu'était la "corvée de bois"», poursuit Stanislas Hutin. On emmène un rebelle prisonnier dans la campagne (sous le prétexte de ramasser du bois) et on l'exécute sommairement, sans trace ni remords.

«Ceux qui n'avaient pas reçu un éclairage politique ou syndical, ou à travers un mouvement de jeunes, se laissaient entraîner dans la guerre comme des mercenaires, se rappelle un autre appelé, Marc Lelong. J'ai des copains, on leur disait d'égorger quelqu'un, ils le faisaient. ●●●



Stanislas Hutin a photographié ce jeune berger, qui fut torturé par l'armée française. Vingt-deux ans après la guerre, il a retrouvé sa trace : le garçon, devenu adulte, travaillait alors en France.



Photos : Stanislas Hutin

Le corps d'un sergent-chef est rapatrié. 25 000 soldats français périrent dans le conflit.

●●● Il fallait avoir de la volonté pour ne pas tomber là-dedans. En plus, si vous aviez des camarades qui étaient tombés dans une embuscade, la vengeance entraînait en jeu. Jean Forestier raconte avec dégoût, dans un livre de témoignages d'appelés rassemblés par la Fnaca (Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie), ce camarade qui jouait à torturer un ennemi, en lui fichant un bâton dans les intestins, tandis que sa victime le suppliait de l'achever. Stanislas Hutin, lui, n'a pas oublié cette fois où des hurlements traversèrent la nuit, dans son village. Sur l'instant, il avait cru à un chacal. Mais c'était un « rebelle » implorant en vain ses tortionnaires. Et ce soi-disant rebelle, dont il avait appris l'identité le lendemain, c'était un adolescent de 14 ans. « Un jour, se rappelle aussi Marc Lelong, j'ai vu arriver des gars, dans la périphérie d'Alger. Ils avaient tué un homme, un fellagha, assuraient-ils et ils

le trimbalaien sur le capot de leur jeep. Ils l'ont exhibé comme ça toute la journée. » Petit instantané d'« héroïsme » dans une guerre qui en fut riche. Comme ce sous-lieutenant, dont se souvient encore Marc Lelong, qui jouait au baroudeur, paradant au milieu des civils avec une baïonnette nouée sur la jambe. Ou encore ces bidasses, dont l'histoire est racontée dans le même livre de la Fnaca, qui s'invitèrent au seuil de l'histoire de France, un jour de visite de de Gaulle dans leur campement. Comme le général était loin, l'un d'entre eux eut l'idée de le regarder à travers... la lunette d'un fusil. C'était beaucoup plus net ainsi ! Et aussi beaucoup plus drôle, d'autant que l'arme était chargée... Les hommes se repassèrent l'un l'autre le fusil en riant, pour bien jouir du spectacle.

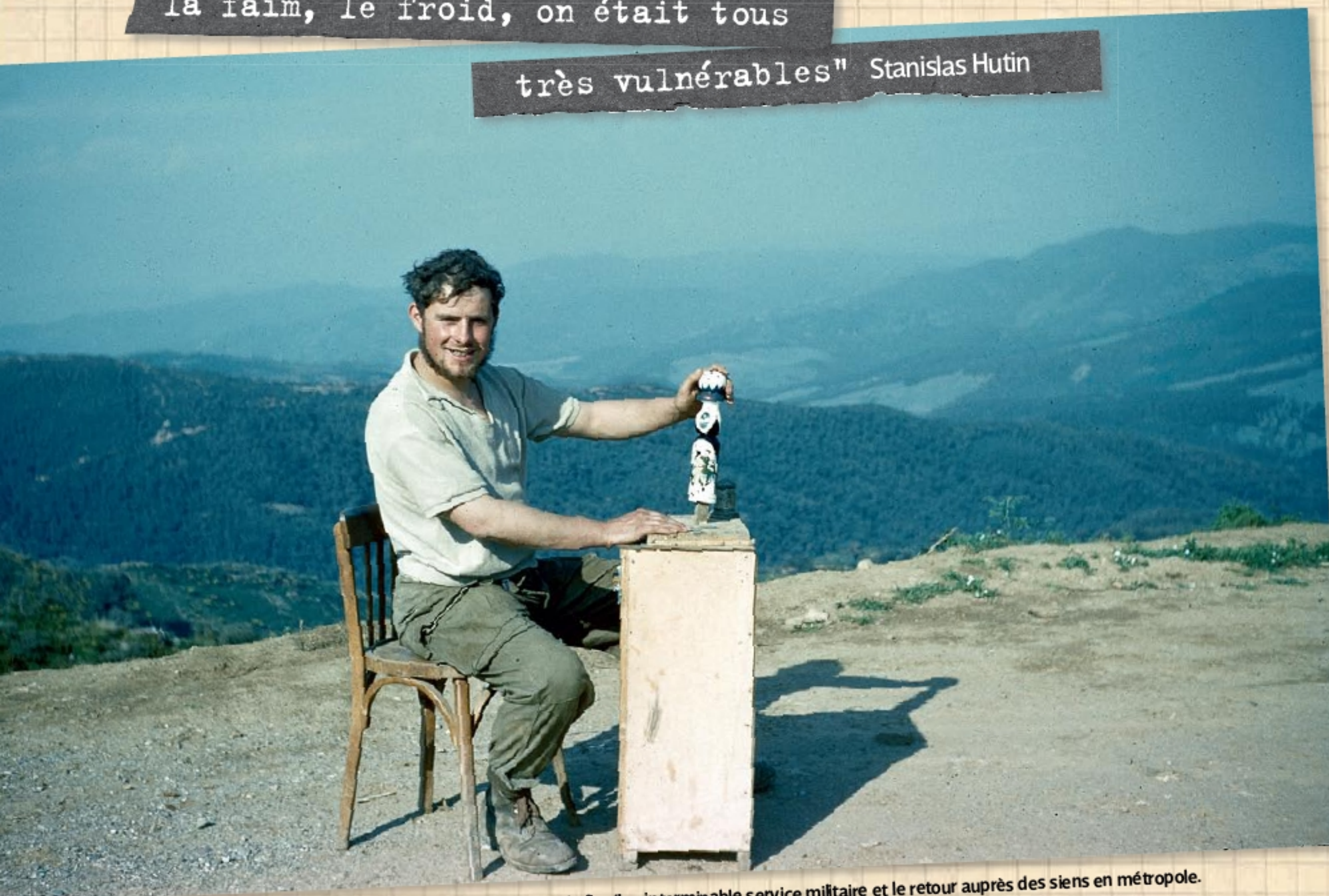
On comprend pourquoi ceux qui n'ont pas tiré un coup de feu, ou tout simplement, qui ont fait leur temps sans dis-

joncter, le revendiquent avec soulagement. Stanislas Hutin explique, sans aucune forfanterie, que ses textes, dénonçant la torture, ont été publiés dès son retour de l'armée. De son côté, Marc Lelong ressent une certaine fierté d'avoir refusé, avec ses camarades, de suivre les généraux, lors du putsch d'Alger en avril 1961. Jean Forestier, lui, se souvient d'avoir passé à un prisonnier du camp de Nouader un billet que sa femme lui avait confié. « Je me suis parfaitement rendu compte que cela pouvait m'envoyer au Tribunal militaire, ou pour le moins engendrer une grave sanction. Mais qu'importe, mon élan du cœur a été plus fort que la peur des conséquences », témoigne-t-il. Autant de lambeaux d'humanité, de dignité, glanés loin des combats...

Le retour en France n'a pas toujours représenté, pour ces hommes, la fin des épreuves. Certes, ils ont fêté avec effusion la fin de leur engagement dans la

"Il y avait la peur au ventre,
la faim, le froid, on était tous

très vulnérables" Stanislas Hutin



Lucien Jacson arbore la fameuse «quille», qui symbolise la fin d'un interminable service militaire et le retour auprès des siens en métropole.

guerre, «la quille». Nuits d'ivresse sur le bateau puis dans les trains du retour, retrouvailles avec les parents, l'être aimé, l'enfant qui avait grandi, après des mois ou des années de séparation... «Un de mes plus beaux souvenirs, à ma libération, raconte d'une voix encore émue Lucien Jacson, ça a été de monter à Paris et, encore habillé en militaire, d'y retrouver ma fiancée sur le quai de la gare de Lyon.» Cependant, en s'estompant, l'ivresse a souvent tourné à l'amertume. Peu de gens, sur le sol national, se souciaient du conflit algérien. Qui voulait s'éterniser sur une défaite ? «J'avais un beau-frère qui y était allé, comme moi, et sa femme refusait d'en entendre parler, raconte Marc Lelong. Alors lui, comme il continuait à s'y intéresser, il achetait des bouquins sur la période, mais en gardant tout ça pour lui... Un jour, j'ai été invité chez eux et, tout naturellement, j'ai lancé la conversation sur nos années en Algérie, nos expé-

riences. Soudain, sa femme m'a coupé la parole et m'a sommé de me taire.»

Il y a eu 13 000 morts français parmi les appelés et les réservistes et presque autant parmi les soldats de métier. Pendant près de quarante ans, leur souvenir a erré, privé d'Histoire... En 1999 enfin, la guerre d'Algérie a été reconnue comme telle par les autorités nationales. «Par cette décision, juge Jean Forestier, les politiques ont recouvré la vue. C'est gagné pour les yeux, donc, mais qu'en est-il du cerveau ?» Jean Forestier a bien le droit de donner des leçons d'humour et de lucidité : lui, dans cette «guerre» qu'on a eu tant de mal à nommer, il a eu la mâchoire fracassée, a perdu son œil droit et, en grande partie, l'ouïe. «Par la force des choses, je pense très souvent à cette jeunesse fichue. J'y pense surtout physiquement, venant encore de subir une intervention chirurgicale.» ■

JEAN-MARIE BRETAGNE



Ce livre émouvant compile 350 photographies inédites, prises par des appelés français durant la guerre. «L'Algérie en couleurs, 1954-1962», par Slimane Zeghidour et Tramor Quemeneur, éditions Les Arènes, 30 €.

Le jour où, au fort Montluc à Lyon, après l'avoir fait torturer, l'agent de la Gestapo lui tend de quoi écrire puisqu'il ne peut plus parler, Jean Moulin dessine la caricature de son bourreau (...) Bafoué, sauvagement frappé, la tête en sang, les organes éclatés, il atteint les limites de la souffrance humaine sans jamais trahir un seul secret, lui qui les savait tous...» En ce 19 décembre 1964, la République au grand complet assistait au transfert au Panthéon des cendres du plus célèbre supplicié de France dont le ministre des Affaires culturelles André Malraux rappelait ainsi l'effroyable martyr. Plus jamais ça ! Et pourtant. Comme l'a révélé la journaliste Marie-Monique Robin dans un ouvrage paru en 2004¹, au même moment, au Brésil, l'armée qui venait de s'emparer du pouvoir mettait en pratique «la doctrine française». Une stratégie militaire forgée pendant la guerre d'Algérie et dont l'une des armes majeures était la torture.

Cette doctrine prenait sa source en Indochine, où les militaires français avaient affronté un ennemi d'un nouveau genre, sans uniforme et disséminé dans la population civile comme «le poisson dans l'eau», disait Mao Zedong. Après l'humiliation de Diên Biên Phu, l'armée avait été reversée en Algérie. Et ses chefs étaient bien décidés à venir cette fois à bout du péril communiste. Obnubilé par la stratégie du grand timonier chinois découverte en «Indo», le colonel Charles Lacheroy imposa ses vues dans les programmes de l'Ecole de guerre de Paris. Aux moyens de la guerre classique, inopérants face aux guérillas révolutionnaires, il préconisa d'en substituer de nouveaux : le «quadrillage» par zones et les «camps de regroupement» pour priver les combattants de leurs appuis au sein de la population ; les «patrouilles surprise» ; le «retournement» des prisonniers ; l'action psychologique et l'interrogatoire systématique... La frontière entre militaires et civils était dissoute, le champ de bataille incluait désormais toute la société. Ralliés à cette théorie qui faisait de chaque civil un suspect, les officiers français étaient persuadés que des missions de police devaient être dévolues à l'armée.

En janvier 1957, face à la vague d'attentats qui secouait Alger, le président du Conseil, le socialiste Guy Mollet, se laissa convaincre par l'état-major, laissant choir les pouvoirs de police de la République dans le béret du général Jacques Massu. Commandant le département d'Alger, ce compagnon de la Libération eut dès lors les mains libres pour mettre en pratique la nouvelle stratégie. La bataille d'Alger



Le 25 mai 1956, au col de Bou Zegza, les hommes du général Massu (à gauche, les bras croisés), surveillent des «terroristes» présumés arrêtés à la suite du guet-apens de Palestro, où 21 soldats français ont trouvé la mort.

TORTURE : LA DO

Les sinistres méthodes expérimentées durant la bataille

commençait. Déclarée infestée de «terroristes», la Casbah fut entourée de barbelés et les opérations de «ratissage» débutèrent. Résolus à frapper vite et fort, les parachutistes de la 10^e division procédèrent à des arrestations massives, des internements dans des centres de détention clandestins, et «des interrogatoires très poussés» dans le but de remonter et démanteler les filières clandestines du FLN. Sous la houlette de Massu, la torture, généralisée en Algérie depuis novembre 1954, devint alors une arme privilégiée. L'historienne Raphaëlle Branche fut la première, en 2000, à lever ce tabou.

Parmi «les spécialistes» du renseignement : le commandant Aussaresses. Ce dernier révéla, dans un livre paru en 2002², avoir couramment pratiqué la torture à la tête d'un groupe de vingt officiers, son «escadron de la mort». Pour

cet ancien résistant, entré au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), il était essentiel de repérer les suspects dissimulés dans la population civile, et primordial de les faire parler, coûte que coûte. Le moyen le plus couramment employé était la «gégène», du nom des générateurs électriques qui alimentaient les émetteurs radios. Les prisonniers étaient déshabillés, seulement affublés d'une cagoule. Pour les hommes, c'était les oreilles et les testicules qui étaient reliés à l'électricité. Quant aux femmes, les fils étaient introduits dans le vagin. Les suspects, réels ou supposés, étaient aussi tabassés, suspendus avec les poignets attachés dans le dos, et si cela ne suffisait pas, ils subissaient le supplice de la baignoire, une asphyxie dans l'eau. Avant d'être abandonnés des heures durant en plein soleil dans une cage pour chien. Une fois passés à «la

question» (c'est le titre du livre choc d'Henri Alleg dénonçant ces pratiques, publié début 1958 en France et aussitôt censuré, jusqu'à la fin de la guerre), les prisonniers n'étaient presque jamais libérés. Qu'ils aient ou non livré des informations, ils étaient exécutés, et leurs corps, éliminés. Certains étaient offerts, la nuit tombée, aux chacals. D'autres, les pieds coulés dans une bassine de béton, étaient largués depuis un hélicoptère en rade d'Alger : se répandit alors l'expression de «crevettes Bigeard», du nom d'un autre ancien de la France libre, le colonel parachutiste Marcel Bigeard, futur général et secrétaire d'Etat de Valéry Giscard d'Estaing. Parfois encore, on maquillait les exécutions en tentatives d'évasion. Durant les six mois de la bataille d'Alger, 3 000 personnes ont ainsi disparu. Le prix de la victoire, se défendirent les militaires.

Au sommet de l'Etat français, la plupart des dirigeants politiques de l'époque acceptaient ces méthodes, justifiées à leurs yeux par la situation exceptionnelle. En novembre 1957, le ministre-résident en Algérie, le socialiste Robert Lacoste, ancien fondateur du mouvement de résistance Libération-

d'officiers étrangers. En mai 1958, le ministre des Armées Jacques Chaban-Delmas ouvrit à Philippeville un Centre d'entraînement à la guerre subversive : une première dans le monde. La structure était dirigée par le colonel Bigeard.

Revenu au pouvoir en mai 1958, le général de Gaulle s'employa à remettre au pas l'armée d'Algérie. L'engagement dans le processus d'autodétermination fut l'occasion d'accélérer la reprise en main. Créé en août 1957, le 5^e bureau, spécialisé dans l'action psychologique, fut dissous. Les détachements opérationnels de protection (DOP), un des fers de lance des exactions, furent refondus et sévèrement encadrés. Les programmes officiels de l'Ecole de guerre furent épurés.

Pour autant, les collaborations engagées à l'étranger quelques années plus tôt ne cessèrent pas. Marie-Monique Robin a ainsi révélé qu'en 1959, un accord secret signé entre la France et l'Argentine créa une «mission permanente militaire française» à Buenos Aires, laquelle perdura jusqu'à la fin des années 1970 pendant la dictature militaire. Des instructeurs français furent envoyés à l'Ecole de guerre de Buenos Aires. La journaliste a aussi exhumé des archives des accords

base d'entraînement de Caroline du Nord. Pour éliminer le Viêt-cong de Saigon, l'état-major nord-américain copia directement les méthodes de la bataille d'Alger, qui inspirèrent également la sinistre opération «Phoenix» (ce programme méthodique d'assassinat de Vietnamiens suspectés de sympathies communistes fit 20 000 victimes).

En 1964, détaille Marie-Monique Robin, les militaires brésiliens ouvrirent à Manaus un Centre d'instruction semblable au CIPCG d'Oran. Comme d'autres officiers français, l'incontournable Paul Aussaresses vint y prodiguer ses «bons» conseils. Emules zélés de la doctrine française, les militaires brésiliens l'exportèrent ensuite au Chili : après le coup d'Etat du général Pinochet en septembre 1973, ils y dirigèrent les séances d'interrogatoire, conduites selon les techniques enseignées par Aussaresses. En 1974, les officiers de la DINA, la police politique que Pinochet venait à peine de créer, furent envoyés en formation au Brésil, pour être à leur tour entraînés par Aussaresses. Avec ses éliminations de suppliciés largués en mer par hélicoptère, la «déclinaison» chilienne de la bataille

CTRINE FRANÇAISE

d'Alger ont servi de modèle, des années plus tard, aux dictatures sud-américaines.

Nord, lança ainsi à l'Assemblée nationale : «Les militaires ont pour mission de faire la guerre telle qu'elle se présente à eux. On a assez dit qu'il leur arrivait souvent d'être en retard d'une guerre.» Cette fois, en effet, ils étaient en avance... Marie-Monique Robin a ainsi montré que des militaires de pays alliés vinrent se familiariser avec la nouvelle doctrine à l'Ecole supérieure de guerre de Paris, et que la pratique inaugurée en Algérie fut bientôt reprise par d'autres armées engagées dans la «guerre antisubversive». Les «recettes» françaises allaient ainsi servir aux juntas militaires brésilienne, chilienne et argentine. Avec, à la manœuvre, des militaires, dont on découvrirait bien plus tard qu'ils avaient été, pour bon nombre, formés à l'Ecole de guerre de Paris.

Le Centre d'instruction de la pacification et de la contre-guérilla (CIPCG), créé à l'est d'Oran en 1955, reçut, lui aussi, son lot

de coopération secrets passés entre le ministère des Armées français, le Chili, le Brésil et l'Argentine entre 1973 et 1984. Des instructeurs français seraient ainsi à l'origine du contenu du premier «cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire», dispensé à Buenos Aires en 1961 sous la direction du général López Aufranc, ancien stagiaire de l'Ecole de guerre de Paris. En 1961, parut «La Guerre moderne», livre du colonel Roger Trinquier qui théorisa la doctrine française et expliquait dans le détail les modalités. Traduit en plusieurs langues, ce manuel d'instruction devint le bréviaire d'une génération d'officiers. Quelques années après la guerre d'Algérie, embourbés au Vietnam, les Nord-Américains voulurent aussi profiter du «savoir-faire» tricolore. Pierre Messmer, ministre des Armées, accéda à leur demande : Paul Aussaresses fut dépêché en 1961 à Fort Bragg, la grande

d'Alger fit 3 000 victimes. En mars 1976, l'Argentine tomba à son tour aux mains d'une junta militaire dirigée par le général Videla. Là encore, le modèle d'action que les militaires avaient en tête était celui de la bataille d'Alger. Les tortionnaires qui menèrent «la guerre sale» étaient imprégnés des écrits de Trinquier. Contaminés par les instructeurs français, tel le colonel Robert Servent, les militaires argentins appliquèrent à la lettre les préceptes de la «doctrine française». De 8 000 à 30 000 Argentins ont été atrocement torturés avant d'être éliminés : lestés par du béton et jetés à la mer par avion. ■

JEAN-JACQUES ALLEVI

1. Marie-Monique Robin, «Escadrons de la mort, l'école française», La Découverte, 2004.

2. Paul Aussaresses, «Services spéciaux. Algérie 1955-1957», Plon, 2001. Cet ouvrage valut au général d'être condamné pour «apologie de la torture» en 2004.

“ Vive l'Algérie française ! ”

LE 6 JUIN 1958

Six jours après avoir formé son gouvernement, le « plus illustre des Français » s'adresse à la foule de Mostaganem. Source de malentendus, les discours qu'il fera durant cette visite seront interprétés comme des gages donnés au colonat.

La valse-hésitation DU GÉNÉRAL



L'HEURE DES CHOIX

Le chef de l'Etat fut d'abord
le héros des partisans
de l'Algérie française qui le
portèrent au pouvoir, avant
d'être honni par les mêmes
pour avoir ouvert la voie,
par pragmatisme, à
l'indépendance du pays.

DE GAULLE



“ Les Algériens doivent disposer d’eux-mêmes ”

A

lger, le 4 juin 1958. «Je vous ai compris!» En prononçant ces mots, le général de Gaulle déclenche une ovation parmi la foule des pieds-noirs et des musulmans d’Algérie venus acclamer celui qui

a été appelé, le 29 mai, au chevet de la IV^e République agonisante. Après douze ans d’absence, le «plus illustre des Français» met ainsi en scène son retour triomphal au pouvoir. Mais son discours est ambigu. Les militaires et les défenseurs de l’Algérie française qui ont, le 13 mai 1958, provoqué une crise gouvernementale à Paris et appelé de Gaulle à la rescousse, interprètent ces mots comme un soutien à leur cause, tandis que les Algériens y voient le signe d’une possible ouverture. De Gaulle n’affirme-t-il pas qu’il envisage d’instaurer un collège unique d’électeurs en Algérie afin qu’il n’y ait plus «que des Français à part entière», premier pas vers une reconnaissance des droits des musulmans ?

Quel est le dessein du Général pour l’Algérie ? Nul ne le sait vraiment. Aussi habile qu’indécis, il souhaite d’abord avoir les mains libres, établir une nouvelle Constitution, ménager l’avenir. La crise algérienne l’a porté au pouvoir, mais il ne veut rien devoir à personne. Au début, de Gaulle prend ses distances avec les généraux et les partisans de l’Algérie française, en lançant parallèlement un plan de distribution des terres aux Algériens, ce qui laisse penser qu’il est favorable au maintien de la présence française. Il en appelle, le 23 octobre 1958, lors d’une conférence de presse, à la «paix des braves» avec le FLN. Mais le gouvernement provisoire de la République algérienne, qui vient de se constituer au Caire, lui oppose une fin de non-recevoir. ●●●

2 SEPTEMBRE 1959
De Gaulle accueille Eisenhower à l’Elysée. A cette occasion, il confie à son homologue américain son intention de consulter les Algériens sur l’autodétermination. Tout en s’inquiétant des menées du FLN, qu’il qualifie de «groupement qui n’existe que par ses mitraillettes».

11 DÉCEMBRE 1960.
Alors qu’il est menacé par un projet d’attentat, de Gaulle effectue son dernier voyage en Algérie. Pour éviter l’hostilité d’Alger, il se rend notamment dans le paisible Tizi Ouzou (ici en photo), où il est salué par les jeunes musulmans aux cris d’«Algérie algérienne».

Photos Keystone-France



“
Entre l'Algérie nouvelle et la France nouvelle
doit s'établir un contact nouveau
”



LA GUÉRILLA DES ULTRAS

Pour beaucoup de Français d'Algérie, le discours du 16 septembre 1959 du général de Gaulle sur le droit à l'autodétermination constitue une trahison. Les émeutes se propagent et la colère gronde. Avec l'approbation du référendum, le 8 janvier 1961, les jeux semblent faits. Les partisans de l'Algérie française fulminent. Le ressentiment s'aggrave parmi les militaires, hostiles à toute concession, et le sort du président français inquiète jusqu'à Washington. «De Gaulle ne durera certainement pas s'il laisse partir l'Algérie. Tout sera terminé avant la fin de l'année, qu'il soit déposé ou assassiné», estime Allen Dulles, le patron de la CIA, fin janvier 1961. Son pronostic est en partie fondé. Quelques semaines plus tard, le 22 avril 1961, les généraux Challe, Salan, Jouhaud et Zeller organisent un putsch à Alger. Ils projettent d'envoyer des para-

chutistes sur Paris, afin de faire tomber de Gaulle. Mais ce dernier, inflexible, dénonce à la télévision, le 23 au soir, le «quarteron de généraux en retraite». Les insurgés hésitent, leurs soutiens se délient. La révolte échoue et de Gaulle garde le contrôle de la situation. Mais ce putsch avorté radicalise les fanatiques. Les généraux Salan et Jouhaud entrent dans la clandestinité pour diriger l'OAS, l'Organisation armée secrète, créée début 1961 par les plus farouches partisans de l'Algérie française. Leurs objectifs : organiser la terreur et assassiner de Gaulle, surnommé avec mépris la «Grande Zohra». Les attentats de l'OAS se multiplient en Algérie comme en métropole. Une bombe explose le 8 septembre 1961, juste avant le passage de la voiture du Général, près de Pont-sur-Seine. A la télévision, le 2 octobre, de Gaulle stigmatise l'OAS. La ten-

sion monte. Sous la houlette du ministre de l'Intérieur Roger Frey, le pouvoir gaulliste lance une guerre secrète contre l'organisation, avec l'aide de barbouzes recrutés parmi des truands et des mercenaires. Dans les deux camps, on pratique la torture, les exécutions et les représailles. Plus de 2 000 personnes seront tuées et 5 000 blessées par l'OAS. Les accords d'Evian de mars 1962 et les référendums qui ont suivi signent pourtant l'échec politique de l'OAS. Près de 800 000 pieds-noirs doivent quitter l'Algérie. La fusillade du Petit-Clamart, le 22 août 1962, dont réchappe miraculeusement le général de Gaulle, constitue le baroud d'honneur de l'OAS. Ses auteurs seront condamnés. Pour asseoir son pouvoir, de Gaulle fait adopter fin octobre la réforme instaurant l'élection du président de la République au suffrage universel. Il a gagné son bras de fer contre les ultras.



La DS présidentielle fut criblée de balles au Petit-Clamart le 22 août 1962.

●●● Spontanément, le général de Gaulle est sans doute favorable à l'autonomie progressive d'une Algérie qu'il espère garder dans le giron de la France. Formé à Saint-Cyr et à l'Ecole de guerre durant les années 1920, il a été marqué par la culture coloniale qui prônait le rayonnement de l'Empire français. Entre 1929 et 1931, le jeune officier a été affecté à Beyrouth, à l'état-major des troupes du Levant. Sur place, il a participé à des opérations de «pacification» dans les territoires alors sous mandat français (Syrie, Liban). De retour du Levant, de Gaulle a exprimé son scepticisme sur les indépendances qui se profilaient. Il s'en méfiait en raison des communautarismes et du manque, selon lui, d'esprit de «bien public» au sein des élites arabes. Durant la Seconde Guerre mondiale, il s'était appuyé sur les territoires non-métropolitains : c'est à Alger, après le débarquement des troupes alliées en Afrique du Nord, fin 1942, qu'il organisa la reconquête de la France.

Tout cela fait que de Gaulle n'a guère envie de lâcher l'Algérie. De surcroît, elle s'est révélée riche de ressources pétrolières, depuis la découverte d'or noir à Hassi Messaoud en 1956. Au secrétaire d'Etat américain Foster Dulles, il explique dès lors, à Paris, le 15 décembre 1958 : «En Afrique du Nord, nous sommes engagés dans une entreprise immense pour organiser l'Algérie, pour ne pas la laisser glisser dans l'anarchie et dans le communisme, pour faire en sorte qu'elle ne soit pas la proie de gens incapables de la faire évoluer.» Le Général en profite pour mettre en garde les Américains contre leur soutien à l'indépendance algérienne et leurs contacts avec le FLN, qui agacent Paris.

Il espère régler le problème par les urnes tout en combattant le FLN

Néanmoins, sa pensée évolue au fil des mois. De Gaulle pressent qu'il doit tourner une page. Pour des raisons pratiques : «Il faut en finir avec cette guerre qui est mauvaise pour l'armée. Elle prend le goût à la politique et ne fait pas là-bas son métier», avoue-t-il en février 1959, au chef d'état-major, le général Paul Ely¹. Le 29 avril 1959, il confie son fatalisme au député Pierre Laffont, directeur de «L'Echo d'Oran» : «L'Algérie de papa est morte. Si on ne le comprend pas, on mourra avec elle.»²

Lorsque le Général accueille à Paris le président Dwight Eisenhower, le 2 septembre 1959, il lui explique que les choses ne sont pas simples : «La France est présente en Algérie depuis 130 ans. Il en résulte de nombreux faits accomplis, y compris l'existence d'un million de Français en face de 9 millions de

Keystone-France

Dalmas / Sipa-Press



8 AVRIL 1962
Suite aux accords signés à Evian le 18 mars, la métropole et les départements algériens se prononcent sur l'indépendance (ici, un bureau de vote à Alger). Avec 90,8 % de oui (sur les suffrages exprimés), ce référendum débouche sur la naissance de l'Algérie, proclamée le 5 juillet.

En faisant sien ce vaste et généreux dessein, le peuple français va contribuer, une fois de plus dans son histoire, à éclairer l'univers

musulmans. Le problème franco-algérien n'est pas plus facile à résoudre que ne serait la situation des Etats-Unis s'il s'y trouvait en Californie 40 millions de Peaux-Rouges. L'Algérie n'a jamais été ni un Etat, ni une nationalité, contrairement au Maroc ou à la Tunisie, qui étaient des Etats reconnus comme tels, y compris à l'époque du protectorat. C'est une poussière d'hommes dont l'évolution est aussi difficile pour l'Algérie elle-même que pour la France...

Poussière d'hommes ! Ce propos condescendant s'accompagne pourtant d'un tournant de sa politique. « Les Algériens doivent disposer d'eux-mêmes », glisse-t-il à Eisenhower – préfigurant ce qu'il va rendre public quelques jours plus tard, le 16 septembre 1959, en annonçant le droit à l'autodétermination du peuple algérien. Cela ne l'empêche pas, toujours dans son entretien avec Eisenhower, de juger sévèrement le FLN « Le libre choix ne pourra se faire avant la fin de l'insurrection. Quant à l'organisation qui se prétend gouvernement de l'Algérie (...), elle ne représente ni tous les Algériens, ni un Etat, ni une nationalité. Je n'accepte pas de reconnaître comme un gouvernement un groupement qui n'existe que par ses mitraillettes. Au demeurant, si ce mouvement devait parvenir au pouvoir, il ne régnerait que par des procédés totalitaires et tournerait rapidement au communisme. »

Réticent à toute discussion, de Gaulle espère régler le problème par les urnes, tout en combattant le FLN

Exercice périlleux. En mars 1960, lors d'une tournée des popotes destinée à prendre le pouls de l'armée en Algérie, il parie encore sur l'affaiblissement de la rébellion et déclare à Redjaz, auprès d'officiers, que « la France ne quittera jamais l'Algérie ». Avant d'évoquer, le 4 novembre 1960, au cours d'une allocution télévisée, une prochaine « république algérienne », à la stupéfaction de son entourage.

En septembre 1961, il confie à l'ambassadeur des Etats-Unis qu'il est pressé d'en finir

Le référendum sur la future autodétermination, le 8 janvier 1961, approuvé massivement en France, ouvre la voie vers l'indépendance de l'Algérie. « La décolonisation est notre intérêt et, par conséquent, notre politique », annonce de Gaulle lors d'une conférence de presse tenue le 11 avril 1961. Tout en renforçant ses opérations militaires de « pacification » dans un climat tendu, la France se résout à des pourparlers de cessez-le-feu avec les leaders du FLN. Pourquoi le Général a-t-il finalement cédé sur ce point ? Par pragmatisme et, surtout, pour régler au plus vite le problème algérien qui l'empoisonne, lui vaut des critiques internationales, mobilise près de 600 000 hommes et grève le budget des armées. Au fond, comme le note l'historien Frédéric Bozo dans son livre « La Politique étrangère de la France depuis 1945 » (coll. Champs Histoire), il veut « en finir avec l'hypothèque que le conflit continue de faire peser sur le rôle international de la France ». De Gaulle piaffe d'impatience à l'idée de faire entendre sa voix indépendante et de disposer de l'arme nucléaire, afin d'appartenir au club des grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, URSS).

Dès lors, il est pressé d'en finir. Il confie à l'ambassadeur américain James Gavin, le 2 septembre 1961 : « La politique de la France à l'égard de l'Algérie est une politique de dégagement (...), nos efforts tendent à la création d'un gouvernement algérien, que celui-ci soit constitué par le FLN ou tout autre groupement. (...) Si un tel gouvernement ne peut être établi, la France laissera à lui-même l'ensemble de l'Algérie. (...) Dans une Algérie abandonnée à son sort, ce serait sans doute le chaos, mais cela ne concernerait plus la France. » Un lâchage en bonne et due forme ! De Gaulle veut même couper entièrement les ponts. « La France, précise-t-il, ne tient pas à une association avec le gouvernement algérien, ce qui serait extrêmement coûteux et peu profitable pour elle. » En réalité, les accords d'Evian, signés en mars 1962, prévoient une aide française à l'Algérie. Mais de Gaulle, qui a déjoué un putsch de généraux et des attentats d'ultras de l'Algérie française (voir encadré), est soulagé de ne plus avoir ce fardeau politique sur les épaules. Il peut enfin financer son effort atomique et se consacrer à sa politique de « grandeur ». ■

VINCENT NOUZILLE

(1) « Les Archives inédites de la politique algérienne, 1958-1962 », de Maurice Faivre, éd. L'Harmattan, 2000.

(2) « Charles de Gaulle », d'Eric Roussel, éd. Gallimard, 2002.



Toujours très élégante, Cécile Serra, 94 ans, vit aujourd'hui encore à Alger dans la maison de son enfance, au milieu de ses arbres, de ses fleurs et de ses lapins. En 1918, sa mère mit au monde des triplés (photo ci-contre), mais seule Cécile survécut.



Photos : Sidali Djarboub/New Press/Sipa

////////////////////
L'HEURE DES CHOIX

CES PIEDS-NOIRS QUI ONT DÉCIDÉ DE RESTER

PAR PIERRE DAUM (TEXTE) ET SIDALI DJARBOUB (PHOTOS)

Dans un livre qui vient de paraître aux éditions Actes Sud («Ni valise ni cercueil»), le journaliste Pierre Daum lève un voile sur une réalité peu connue : celle des Français demeurés en Algérie après l'indépendance. En regard des 800 000 pieds-noirs qui prirent le chemin de l'exil, quelque 200 000 autres sont en effet restés après juillet 1962. Beaucoup d'entre eux sont finalement partis à leur tour dans les années suivantes. Mais d'après les nombreuses archives retrouvées par l'auteur, il restait encore 50 000 pieds-noirs en Algérie à la fin des années 1960. Des personnes qui, comme l'écrit Benjamin Stora dans la préface du livre, «ont voulu tenter l'aventure d'une autre Algérie, plus égalitaire». Un certain nombre d'entre elles quittèrent encore le pays au cours des décennies qui ont suivi. Entre des conditions de vie difficiles, des promesses de démocratie jamais tenues et la terrible vague de violence des années 1990, le flux des pieds-noirs vers la France ne s'est jamais complètement interrompu. Les études manquent pour cerner exactement le destin de cette population. Toujours est-il qu'aujourd'hui, quelques centaines de ces personnes vivent toujours en Algérie. Voici des témoignages qui aideront à éclairer cette histoire encore méconnue. ■



GERMAINE RIPOLL À ARZEW

«Après la guerre, les Algériens étaient d'une gentillesse formidable. Mais il a fallu trimer. Le pays était à plat»



Moi je vous le dis tout net : j'étais pour l'Algérie française ! », s'exclame madame Ripoll avec la même vigueur qu'il y a cinquante ans. Et je peux même vous dire plus : pour moi, de Gaulle, que tout le monde considère comme soi-disant un héros, et bien, pour moi, c'est un moins que rien ! Il nous a bien trahis, oui ! » A 87 ans, Germaine Ripoll sert toujours la clientèle de La Germainerie, petit restaurant aux nappes à carreaux rouges et blancs qu'elle a créé avec son mari à Arzew, sur la côte oranaise. L'établissement, ouvert en 1950, attire aujourd'hui les nombreux employés du port et des usines de raffinage de la Sonatrach, le très puissant groupe pétrolier algérien. A l'intérieur, une vieille glace piquetée, un grand buffet Henri II, tout est resté dans son jus. A la carte, l'omelette aux champignons, le loup de mer en papillote, les aliments respirent la fraîcheur.

Pierre, le fils de la patronne, tient les fourneaux, aidé par sa femme Leïla. Le couple a quatre enfants. « Vous avez vu mes petits-enfants comme ils sont beaux ? s'enthousiasme la grand-mère. L'été, je les emmène nager. Moi, c'est pour la mer que je suis restée en Algérie. Quand ma sœur et ma mère sont parties en France, en 1962, elles

voulaient que je les rejoigne. Je suis allée voir, mais c'était pas aussi beau. Alors je suis revenue. » Mais ne s'est-elle jamais sentie menacée physiquement ? « Jamais de la vie ! C'est bien simple, le 6 juillet [1962, soit le lendemain des fêtes de l'indépendance, et du massacre d'Européens à Oran, voir le témoignage suivant], la violence est retombée en Algérie. C'était comme s'il n'y avait pas eu la guerre. Les Algériens étaient d'une gentillesse formidable. Mais il a fallu trimer ! Parce que le pays, lui, il était à plat. »

Germaine possédait aussi un bar attenant au restaurant. Dans les années 1970, plusieurs décrets restreignirent la vente de boissons alcoolisées. Sur les terrasses, il devint même interdit de boire pour les clients « d'apparence musulmane ». « Evidemment, les Algériens ont continué à vouloir boire du vin et de la bière. Je me souviens que pour tromper la police, nous servions le vin dans des verres à thé. En vérité, nous n'avons jamais cessé de vendre de l'alcool. Et même du whisky ! » Jusqu'au jour où Germaine fut dénoncée par un de ses employés. Elle s'en tira avec trois jours de garde-à-vue et une forte amende. Le bar fut fermé, mais le restaurant, lui, continue. Et c'est aujourd'hui l'un des lieux les plus conviviaux d'Arzew. ■



TOUTE UNE VIE DERRIÈRE LE COMPTOIR

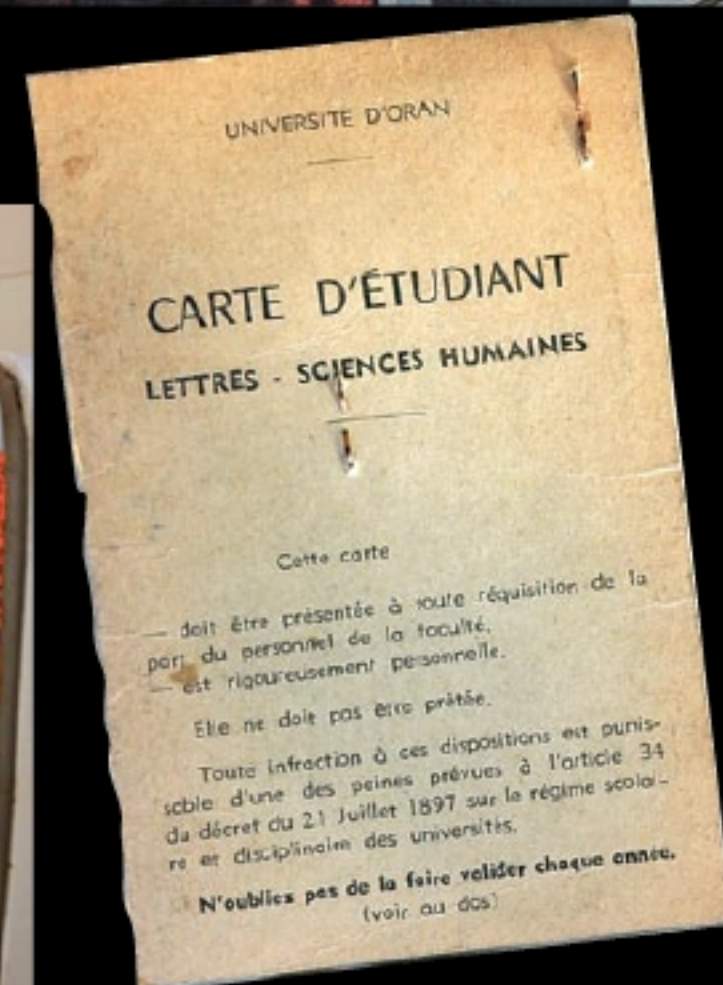
Au moment de son mariage en 1950 (photo ci-contre), la mère de Germaine tient un bar sur la place d'Arzew (en haut à gauche). Belles années de plage et de Vespa (que Germaine conduit, sa cousine Charlette à l'arrière). Après le départ de sa famille, en 1962, Germaine reprend le bar, pour le plus grand plaisir de sa clientèle algérienne (en bas à droite). Puis le bar est transformé en pizzeria, Le Capriccio (Germaine pose au milieu de la photo en haut à droite, prise en 1974), qui deviendra plus tard le restaurant La Germainerie. Son fils Pierre, né en 1961 (cliché ci-dessus), épouse Leïla en 1990, avec laquelle il a eu quatre enfants (en bas à gauche) : Walid, Ouassila, Ghizelène et Arslène.





UN PASSIONNÉ DE MOTO

Guy Bonifacio a commencé très jeune les rallyes (en haut, à gauche, vers 1955) et continue aujourd'hui à circuler à Oran sur sa magnifique BMW (en haut, à droite). D'origine espagnole, sa famille est naturellement très catholique (ci-contre, Guy lors de sa première communion, en 1952). Dans les années 1970 et 1980, les Bonifacio goûtaient les joies de la côte oranaise (photo ci-dessus). Elu représentant des Français de l'étranger à la fin des années 1990, Guy fut reçu à Paris par le président Jacques Chirac. Dans sa cuisine à Oran, l'antique réfrigérateur Philco fonctionne toujours, grâce à un transformateur pour le 110 volts.



GUY BONIFACIO À ORAN

«J'ai fait des virées dans le Sud et à Alger sans inquiétude. La belle vie a ainsi duré jusqu'aux années 1990»



Oran, le 5 juillet 1962. Alors que les Algériens fêtaient l'indépendance, des coups de feu étaient tirés sur la foule. Prise de folie, une partie d'entre elle entreprit une chasse à l'Européen, massacrant plusieurs centaines de civils. Mais quelques semaines plus tard, d'après Guy Bonifacio, les passions s'étaient éteintes. «J'étais étudiant à Toulouse, et je suis revenu début août, raconte cet homme, qui habite toujours sa ville natale. C'était comme si un orage était passé, et puis plus rien. On n'en a plus jamais reparlé !»

A l'époque, le père de Guy tenait un magasin de motocyclettes boulevard Marceau, non loin de la gare. Après 1962, il poursuivit son activité, obtenant même de nouveaux clients : les policiers municipaux. La sœur de Guy, Colette, reprit sa classe d'école primaire à Lamur, un quartier musulman. Son mari, Gilles Achache, issu d'une famille juive de Tlemcen, conserva son poste de directeur du Conservatoire de musique et de danse d'Oran, rue de la Vieille-Mosquée. Claude, le frère aîné, possédait un cabinet d'ex-

pert-comptable en centre-ville, que Guy rejoignit en 1964, une fois ses études achevées. Il garde de cette période un souvenir formidable : «C'était une belle époque ! Je me souviens avoir fait des virées dans le Sud, jusqu'à Colomb-Béchar, ou bien être parti le soir pour Alger, sans ressentir la moindre inquiétude !» Comme de nombreux pieds-noirs, les Bonifacio possédaient un petit bateau, ancré à Cap Falcon, à quelques encablures d'Oran. «On adorait sortir faire du ski nautique. Avec pique-nique sur la plage et petit rosé frais. Parfois, des employés de mon père venaient avec nous.» La belle vie a duré jusqu'aux années 1990. Les violences de la guerre civile ont poussé Guy à se réfugier un temps en France, puis il s'est réinstallé définitivement en Algérie en 2000. Quand on lui fait remarquer que de nombreux Européens ont continué à quitter l'Algérie depuis l'indépendance, il rétorque : «Mais beaucoup d'Algériens aussi ont voulu quitter leur pays. Finalement, nous sommes comme eux. Sauf que nous, quand on débarque en France, nous n'avons aucun problème de papiers...» ■

CÉCILE SERRA À ALGER

«J'en ai créé des robes ! Pour des mariages de toutes les religions : chrétiens, juifs et musulmans»



Alger, quartier du Golf. Une rue qui serpente, des petites villas années 1930 avec leur jardin et leur terrasse à l'étage, quelques orangers ici ou là. Dans le café ouvert sur la rue, les conversations animées des hommes tentent de couvrir le bruit de la circulation. On demande s'ils savent où habite la vieille dame, une Française. «Madame Serra ? Bien sûr ! Tenez, vous prenez tout droit, à la boulangerie, vous tournez à droite, et encore à droite. C'est facile.» Depuis plus de quatre-vingts ans que Cécile Serra habite le quartier, qui ne la connaît pas ? On sonne. La grille de métal vert nous empêche de pénétrer plus avant. «Attendez ! J'arrive !», lance une voix claire. Sur l'allée qui mène à la maison s'avance un petit bout de femme, très bien mise, un large collier glissant autour du cou. «Oh la la ! Vous êtes venu avec un photographe ! Si j'avais su, je me serais refait la coiffure.» A 94 ans, Madame Serra continue de jouer les coquettes. Si ses jambes commencent à exprimer leur peine, sa mémoire reste vive. Couturière à 16 ans, elle a débranché sa dernière Singer il y a à peine trois ans, lorsqu'une tendinite au bras droit l'empêcha de procéder aux essayages. Sa spécialité ? Les robes de mariée. «J'en ai

créé de ces robes, et pour des mariages dans toutes les religions : chrétienne, juive et musulmane.»

Sur la table de la salle à manger, elle a préparé des dizaines de photos illustrant sa vie en Algérie. On la voit en maillot de bain sur la plage, aux côtés de son mari, entourée d'amis et d'enfants. «Là, il y a les Bloch, ici M. Crespo, le dentiste d'El Biar, M. et Mme Fitante, M. Gravière, le cousin Simon, qui était charcutier, Arlette Brunot, qui habitait tout près d'ici, chemin des Crêtes... Chacun venait avec ses enfants. En général, on allait à Bérard [aujourd'hui Gzaouète, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger], sur la plage de la Ferme suisse. Chacun amenait sa table, ses chaises et ses plats. L'après-midi, on jouait aux cartes. Parfois, quand il faisait vraiment très beau, on partait le samedi, on emmenait la guitoune, et on campait la nuit ! On en a passé des belles journées tous ensemble à la plage, purée !» Des scènes de vie insouciantes d'avant 1962 ?, demande-t-on. «Vous rigolez ou quoi ? Tout ça, c'était après l'indépendance ! C'est bien simple, ça a été nos plus belles années. Tous les week-ends on sortait ! Et puis mon mari est mort d'un cancer en 1985, le pauvre. Il est enterré tout près d'ici. Les Bloch, eux, sont partis en 1988.» ■



LA SIMCA EST TOUJOURS AU FOND DU JARDIN

Entre les années 1950 (photo en haut à gauche) et les années 1970 (en haut à droite), rien n'a vraiment changé dans la vie de Cécile Serra et de son mari Valère : le travail la semaine et les sorties à la mer le week-end, avec les copains. Leur plage préférée ? La Ferme suisse, à 20 km d'Alger (en bas à gauche, en 1968). Leur fils Daniel se révèle bon pêcheur (à gauche, en 1967). La Simca Aronde, achetée en 1961 (ci-contre, dans le jardin), n'est plus en état de marche (en bas à droite). Véritable «mémé» du quartier, Cécile Serra, veuve aujourd'hui, vit entourée des habitants et de leurs enfants (photo page de gauche), qui ne manquent jamais de la saluer en sortant de l'école.





CHANTAL LEFÈVRE À BLIDA

**«Je suis de cette terre, de ce pays.
Remonter jusqu'à mes origines
en France n'a aucun sens pour moi»**

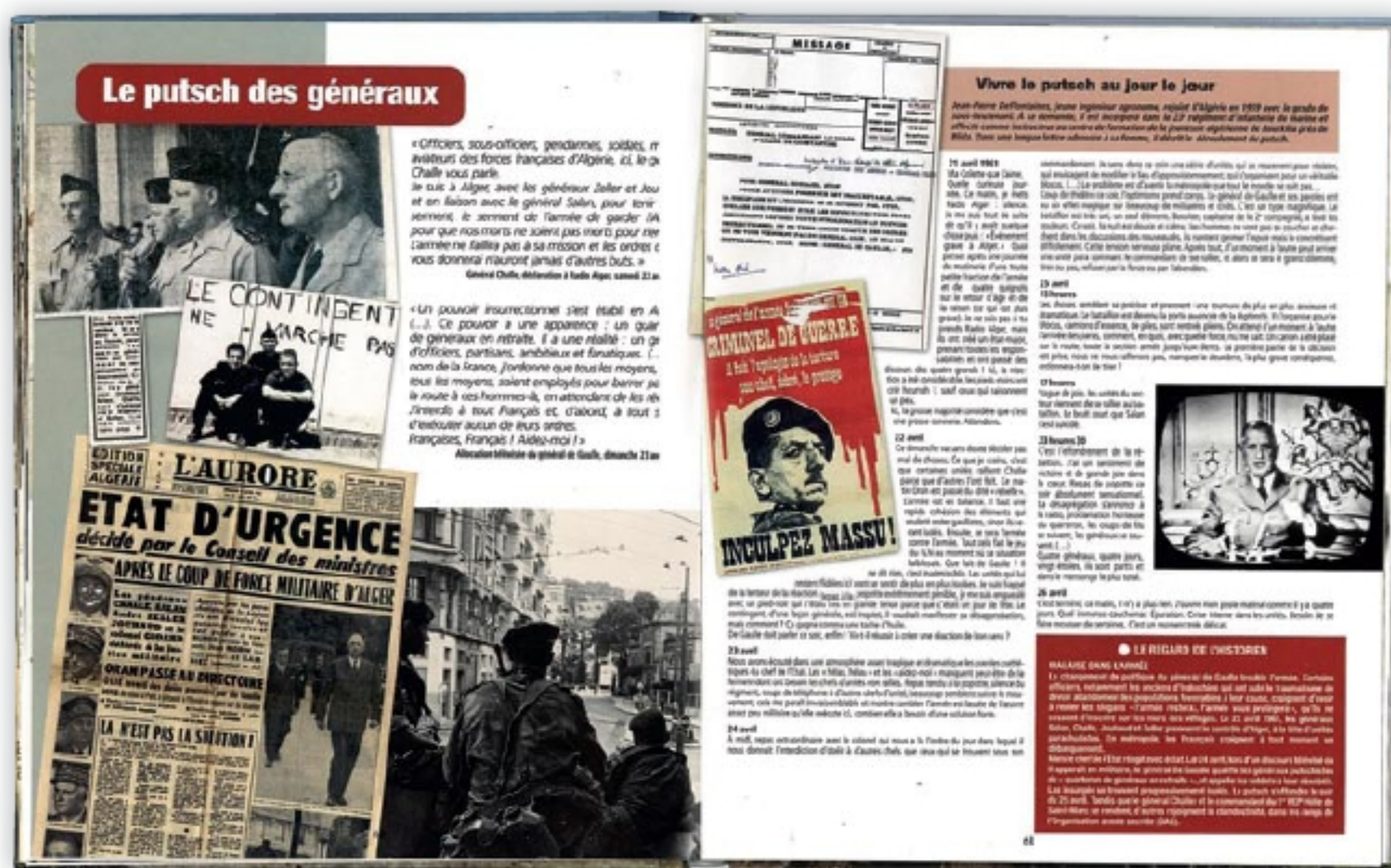


Chantal Lefèvre avait 17 ans en 1962. Fille d'un médecin algérois qui a été proche de l'OAS, elle dut fuir avec sa mère en Espagne, où elle entama une carrière d'enseignante. Trente ans plus tard, elle est repartie vivre en Algérie : «Ce n'était plus possible ! Je ne pouvais plus vivre loin de ce pays !» Elle s'installa alors à Blida, où elle reprit en main la grande imprimerie de la ville, fondée en 1857 par son arrière-grand-père, le sénateur Alexandre Mauguin.

Ces hommes et ces femmes natifs d'Algérie, qui y vivent encore et dont certains, minoritaires, ont pris la nationalité algérienne, comment se nomment-ils ? Pieds-noirs ? Algériens d'origine européenne ? Français ? «Moi, je n'aime pas le terme de pieds-noirs, répond Chantal Lefèvre avec virulence. Nous sommes des Français, nés

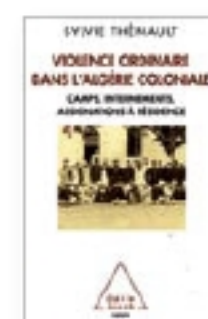
en Algérie. Je n'aime pas lorsque des Algériens à qui je raconte mes origines me lancent : "Ah bon ! Vous êtes pied-noire !" Non. Je suis de cette terre, de ce pays. Je me sens algérienne sans en avoir les attributs. Remonter jusqu'à mes origines en France n'a aucun sens pour moi. Où sont mes traces là-bas ? Parler de pieds-noirs, c'est marquer une différence que je ne veux pas souligner. Et de quelles différences s'agit-il, en vérité ? Oui, c'est vrai, nous n'avons pas la même religion. Et alors ? Dans le milieu des amis que je fréquente, cela n'a absolument aucune importance ! Les vraies différences, ce sont des différences de milieu social.»

Quand elle est en France, Chantal évite les rapatriés d'Algérie. «Ce genre de rencontre, explique-t-elle, ne fait jamais avancer les choses...» ■



INTERNEMENTS

Les camps de la honte



Pendant la guerre d'Algérie, les autorités françaises ouvrirent des camps d'internement

pour les «suspects» arrêtés par la police et les militaires. Des dizaines de milliers d'Algériens y furent détenus. L'historienne Sylvie Thénault remonte aux origines de cette pratique : elle fut mise en place dès la seconde moitié du XIX^e siècle, dans le cadre du régime pénal de l'indigénat, pour enfermer les voleurs et les vagabonds, mais aussi tous ceux qui contestaient l'autorité coloniale en refusant par exemple qu'elle saisisse leurs terres ou les enrôle dans les rangs des tirailleurs. Une plongée aux racines de l'arbitraire.

«Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale», de Sylvie Thénault, éditions Odile Jacob, 25,90 €.

NATIONS UNIES

La bataille diplomatique



Comment le FLN, défait sur le terrain militaire, contraignit-il tout de même de Gaulle à

accepter l'indépendance ? En livrant ses combats les plus décisifs sur la scène internationale, explique l'historien américain. En pleine guerre froide, une bataille intense fut en effet menée par les nationalistes pour alerter l'opinion mondiale. Ils finirent par rallier aux Nations unies une majorité de pays afro-asiatiques, décourageant un de Gaulle obnubilé par la réputation de la France sur la scène internationale. «L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie», de Matthew Connelly, éditions Payot, 30 €.

MÉMOIRE

LES DOCUMENTS BRUTS DES ACTEURS DU CONFLIT

Ce livre, note dans sa préface Benjamin Stora, «donne à voir toutes les mémoires (...) ambivalentes, contradictoires, opposées». Et l'historien d'ajouter que ces souvenirs divergents sont «le lot de toutes les guerres, et encore plus des guerres civiles, et la fin du système colonial en fut une à sa façon». Du monde d'avant la Toussaint rouge de novembre 1954 aux fêtes de l'Indépendance du 5 juillet 1962, les éditions des Arènes découpent ici la guerre d'Algérie selon une formule déjà

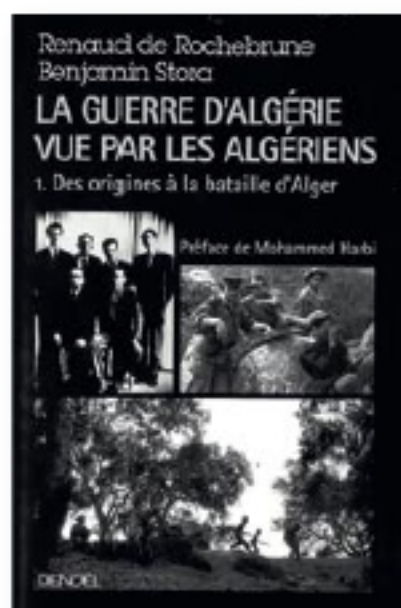
utilisée avec succès dans plusieurs livres sur l'histoire contemporaine française. On y trouve un enchaînement de séquences enrichies de fac-similés (tracts, photos, lettres) et d'archives, officielles et privées, provenant de toutes les parties en présence : maquisards de l'Armée de libération nationale, clandestins de l'OAS, supplétifs harkis, sans oublier les pieds-noirs et les jeunes appelés.



«Algérie 1954-1962. Lettres, carnets et récits des Français et des Algériens dans la guerre», de Benjamin Stora et Tramor Quemeneur, éditions Les Arènes, 34,80 €.

FLN

La guerre d'Algérie racontée par ceux qui l'ont gagnée



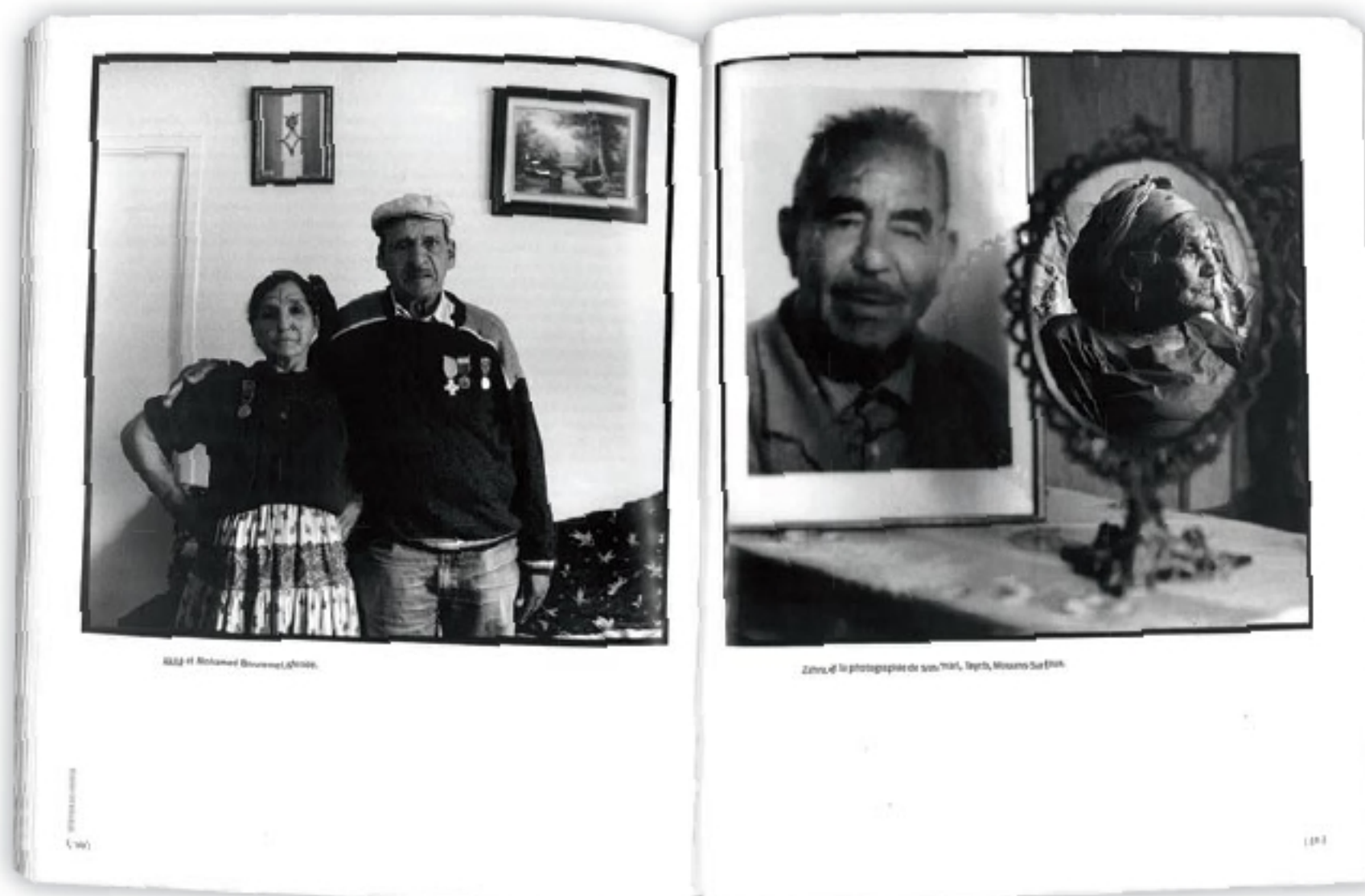
Raconter autrement le conflit, non pas du côté des vaincus français, mais de celui des vainqueurs algériens, tel est le pari réussi de ce livre ambitieux qui nous emmène jusqu'à la bataille d'Alger en 1957 (un second tome est prévu pour la fin 2012). Prenant leurs sources auprès des militants et des combattants indépendantistes, les auteurs nous font revivre les coulisses de la création du FLN en octobre 1954, puis relatent en détail le déroulement du Congrès de la

Soummam, en août 1956, qui décréta ce parti «unique fer de lance du mouvement indépendantiste et seul interlocuteur valable du colonialisme». Certes, soulignent les auteurs, la bataille d'Alger fut ensuite «manifestement perdue par le FLN sur le terrain et dans l'instant. Mais comme on perd une bataille, pas la guerre».

«La guerre d'Algérie vue par les Algériens. Des origines à la bataille d'Alger», de Renaud de Rochebrune et Benjamin Stora, éditions Denoël, 23,50 €.

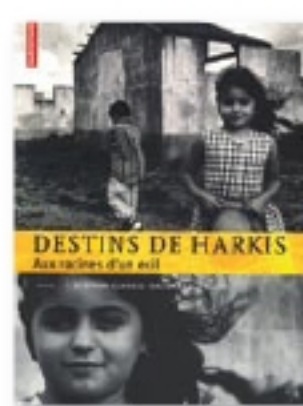
EXIL

LES HARKIS, PARIAS EN ALGÉRIE, FANTÔMES EN FRANCE



Sous l'œil du photographe Stéphan Gladieu, et face à la mémoire à vif de la journaliste Dalila Kerchouche, née elle-même dans un camp de transit français, femmes, filles, et petites-filles de supplétifs de l'armée française mettent à nu leurs souvenirs et sentiments : honte pour certaines de porter une étiquette de traîtres qui ne les quittera jamais ; soulagement d'avoir senti sa poitrine se libérer en retrouvant l'Algérie, son «chez moi». Alors que le regard sur

les harkis, longtemps manichéen, commence à changer à la faveur des travaux d'historiens, ce livre nous fait côtoyer les épouses et les enfants de ceux qui, souvent par conviction mais parfois aussi à cause de la tyrannie des événements, devinrent les parias de la guerre d'Algérie... Avant de se transformer en fantômes dans une France cherchant à oublier les «événements».



«Destins de harkis, aux racines d'un exil», de Stéphan Gladieu et Dalila Kerchouche, éditions Autrement, 22,95 €.

TÉMOINS

Le grand documentaire de référence



Après avoir couvert la Guerre en tant que journaliste, ce qui lui valut le prix Albert-Londres, Yves Courrière rédigea ce qui est devenu un best-seller, «La Guerre d'Algérie», toujours une référence aujourd'hui. Le film qu'il en tira en 1972 avec Philippe Monnier fit sensation à l'époque de sa sortie, et créa la polémique

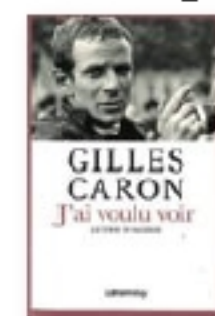
dans les villes du Sud qui avaient accueilli les rapatriés de 1962. Trente ans après, ce premier récit équilibré du conflit n'a pas pris une ride. Témoignages de pieds-noirs, de fellaghas, de militaires de carrière, d'appelés ou de harkis, archives exceptionnelles récupérées jusqu'en Yougoslavie, musique de

François de Roubaix, ce documentaire fleuve est réédité, augmenté d'entretiens avec les historiens Benjamin Stora et Georges Fleury et d'un documentaire de Jean-Charles Deniau sur le sort des harkis.

«La guerre d'Algérie», un film d'Yves Courrière et Philippe Monnier, 2 DVD, éditions Montparnasse, 20 €.

CONTINGENT

Le regard d'un appelé

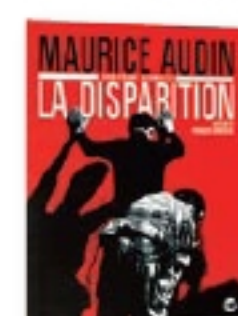


Automne 1960. Gilles Caron, futur grand photoreporter (disparu en 1970), est mobilisé chez

les paras. S'en suit une longue correspondance avec sa mère. Sous la légèreté des phrases d'un jeune homme bien élevé de la France des années 1960, transparaît peu à peu l'ambiance de plomb. «J'ai voulu voir. Lettres d'Algérie», de Gilles Caron, éditions Calmann-Lévy, 22,50 €.

TORTURE

Le martyr d'un militant



1957. Maurice Audin, jeune professeur et militant communiste, fut arrêté à Alger par les para-

chutistes. Sa famille ne le revit plus. L'armée le déclara «évadé» et malgré cinquante ans d'enquêtes et de procès, n'a jamais reconnu l'avoir torturé à mort. Retour en images sur un crime d'Etat. «Maurice Audin, la disparition», un film de François Demerliac, éditions Montparnasse, 15 €.

COLONIE

Deux pays, une histoire



De A comme Ferhat Abbas à Z comme zouave, ce dictionnaire retrace 132 ans de présence

française en Algérie. Biographies, notices sur les populations, les religions, les lieux et, bien sûr, les faits d'armes sont compilées pour comprendre ce qui unit toujours aujourd'hui les deux pays.

«L'Algérie et la France», sous la direction de J. Verdès-Leroux, éditions Robert Laffont, 32 €.

RENAISSANCE

L'énigme de l'

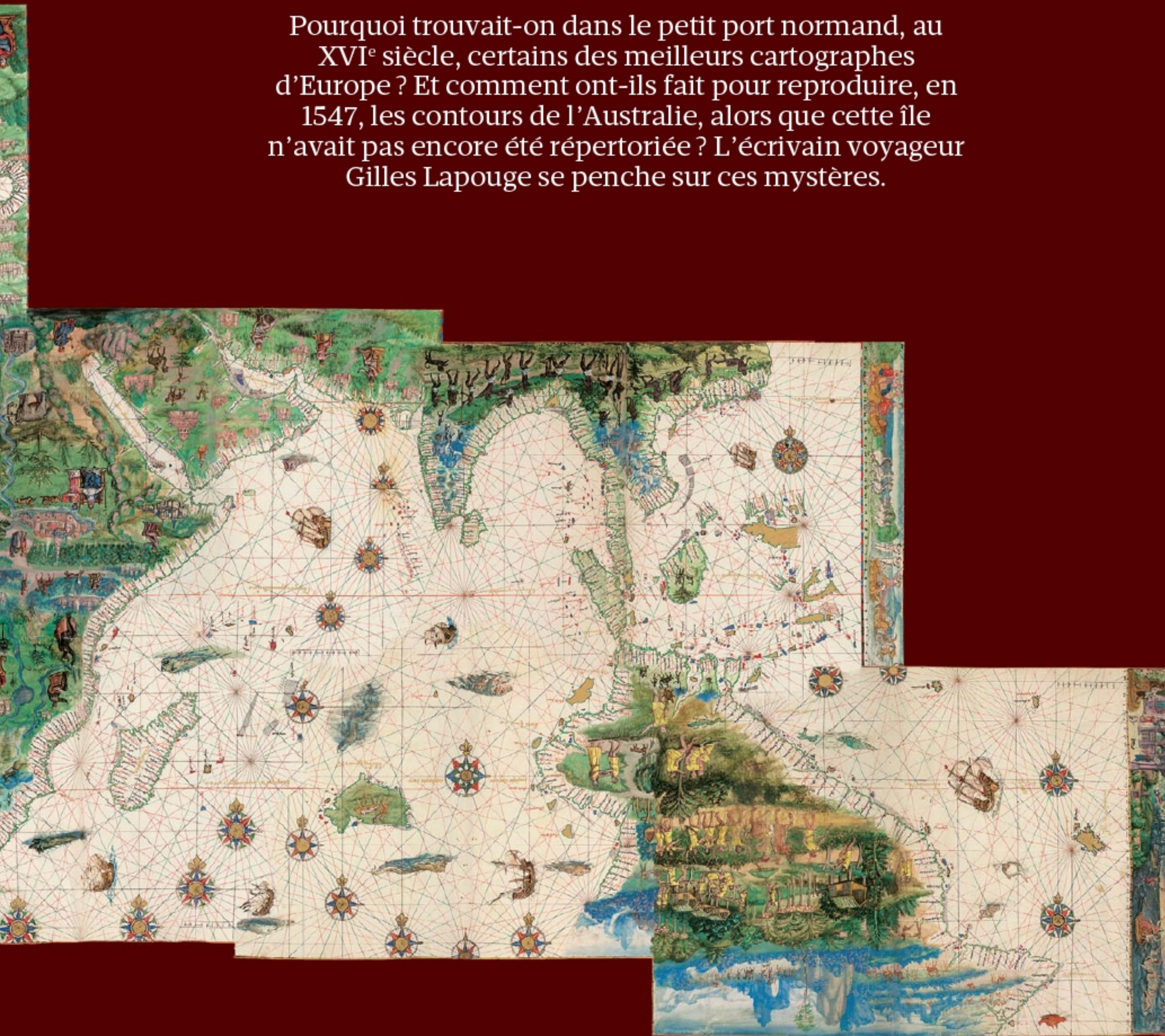


Un monde incomplet et sens dessus dessous

Ceci est un montage des quinze cartes de l'«Atlas Vallard» (1547). Elles ont été ici retournées. Dans l'original, elles montraient le nord en bas suivant la géographie musulmane. Copiant des cartes nautiques, l'atlas met en valeur côtes, ports et îles plutôt que l'intérieur des terres : Paris ou Londres n'y figurent pas. Par ailleurs, un trou spectaculaire figure au centre de l'Afrique.

atlas diepppois

Pourquoi trouvait-on dans le petit port normand, au XVI^e siècle, certains des meilleurs cartographes d'Europe ? Et comment ont-ils fait pour reproduire, en 1547, les contours de l'Australie, alors que cette île n'avait pas encore été répertoriée ? L'écrivain voyageur Gilles Lapouge se penche sur ces mystères.



Cette carte, le sud en haut, représente une partie de l'Asie (côte occidentale de l'Inde, Iran et Arabie), et de l'Afrique (saharienne). Ouvrant sur l'océan Indien, la mer Rouge est à droite, le golfe Persique à gauche. Voici quelques clés pour comprendre le langage des cartes de l'époque.

2 Bien que conçu sous la Renaissance, l'atlas fait perdurer un mythe médiéval : celui du royaume chrétien du Prêtre Jean, représenté assis sur un trône. Au XII^e siècle, on le faisait résider en Asie, peuplée, pensait-on, de chrétiens nestoriens. Puis on l'imagina en Ethiopie au XIV^e siècle.

3 Les sources du Nil restent mystérieuses pour les cartographes de la Renaissance. Ici, le fleuve descend de la terre du Prêtre Jean, non loin d'une cité lacustre : sans doute le lac Tana où séjournait la cour éthiopienne.

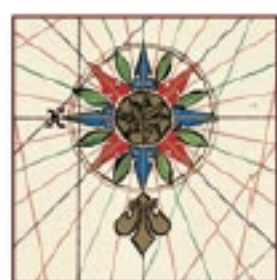
4 Les marges de certaines cartes sont enrichies de références mythologiques. Ici, un banquet pour les fiançailles de Jupiter et Junon.





C'est un magnifique trésor oublié que viennent d'exhumer les éditions M. Moleiro de Barcelone : l'«Atlas Vallard». Réalisées à Dieppe en 1547, les cartes qui le constituent étaient en effet conservées jusqu'à présent dans la Huntington Library de San Marino, en Californie, enveloppées de silence et d'ombres. Depuis leur création, elles étaient passées notamment entre les mains de Talleyrand – qui les fit relier en 1805 – avant de partir au loin.

Les quinze cartes hydrogéographiques que l'on découvre dans l'«Atlas Vallard» sont un éblouissement. L'élégance de leurs lignes, leurs enluminures d'or, de vermillon et d'azur, les roses des vents qui constellent les océans, les figures qui embellissent les continents, tout cela compose un joyau. Sur ces cartes, les bateaux vont comme des aveugles. Ils tâtonnent. Les lointains sortent doucement du néant. Les marins abandonnent la monotonie de la douce Europe pour arpenter l'inconnu, entre les gouffres et les songes. Ils «boulinent» dans les bouts du monde : Canada, mer Baltique, Islande, cap d'Ambre et cap Marie de Madagascar, Moluques, Terre-Neuve. Au-delà se profilent les provinces d'un empire inconnu, aléatoire, fantôme. Plus loin, grondent des océans que les caravelles inventent à mesure que le vent les y conduit.



Chacune de ces cartes est une malle au trésor. Faites jouer le cadenas de bronze et de rouille et il en sortira des odeurs de goémons, des marins, des siècles et des naufrages, des aquilons, des dérives, des astrolabes. Mais cela, c'est seulement le côté visible de la carte. Il y a aussi l'«invisible» : les secrets que ses dessins murmurent à ceux qui interrogent ses transparences.

L'«Atlas Vallard» soulève une première énigme : comment prit forme cette école de cartographie de Dieppe qui réunit au XVI^e siècle des cosmographes d'exception et produisit notamment ce chef-d'œuvre ? Les grands ateliers cosmographiques, en ce milieu ●●●

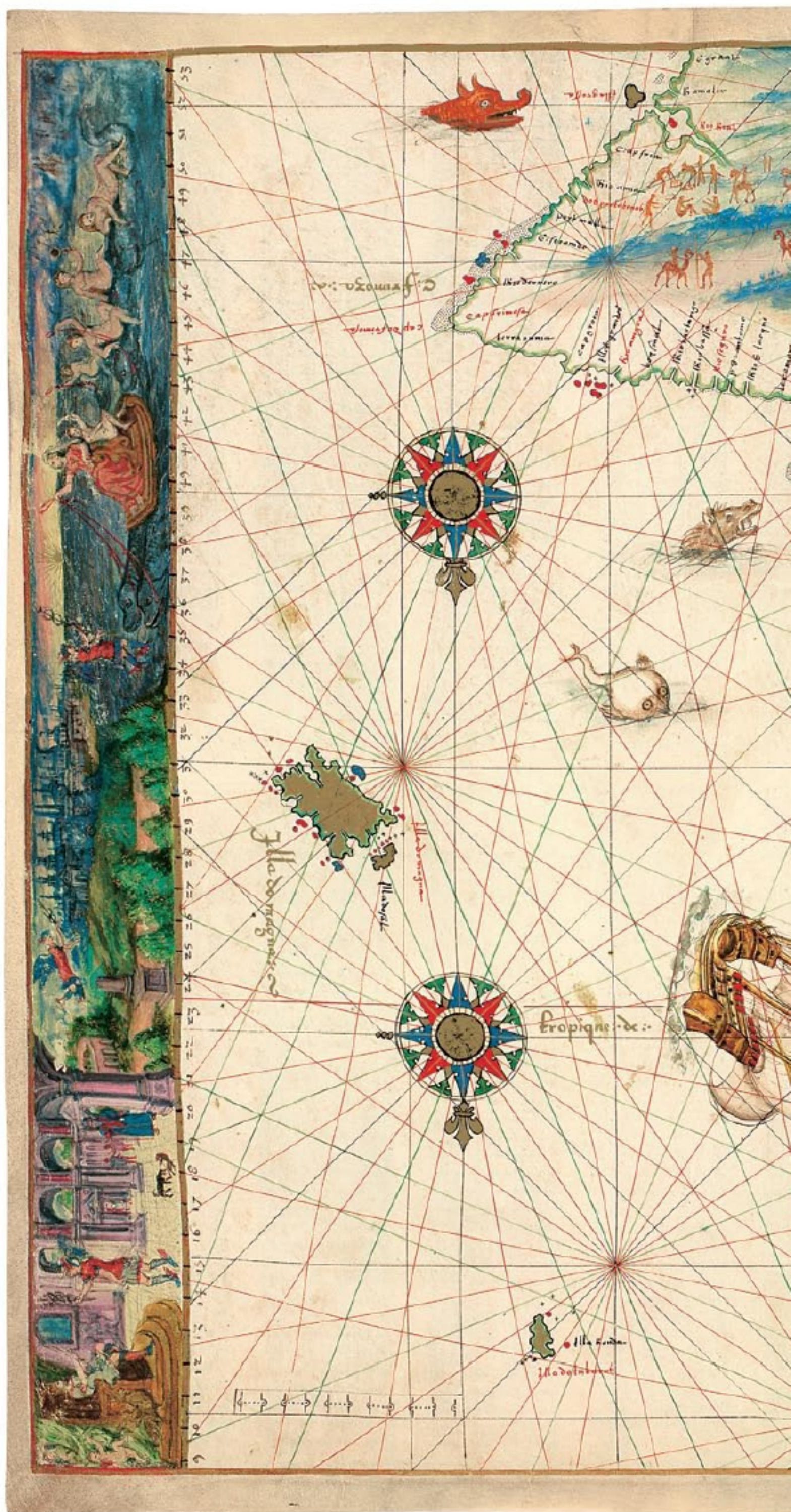
Le premier tracé du Queensland

Comme les autres, cette carte se lit le nord en bas. Elle représenterait la côte est de l'Australie. La présence de noms portugais semble indiquer que, plus de deux siècles avant Cook, des marins lisboètes avaient déjà abordé le continent. Parmi eux, le futur cartographe João Afonso, dit Jean Alfonse de Saintonge. C'est lui qui aurait donné à l'école de Dieppe les détails sur cette terre.

1 Pour le journaliste scientifique australien Peter Trickett, c'est le Queensland qui apparaîtrait sur cette carte. Le Rio Darena serait ainsi le premier nom donné à l'Endeavour River.

2 L'île de Java, que les Portugais avaient déjà découverte, est représentée comme touchant l'Australie. Signe peut-être que c'est de cette île qu'ils sont partis pour atteindre la côte australienne.

3 A cette erreur de distance entre Australie et Java (voir n° 2 ci-dessus) s'ajoute une confusion dans les enluminures figurant à l'intérieur des terres. Celles-ci évoquent plus le Sud-Est asiatique que le continent australien : récolte de noix de coco, maisons de bois sur pilotis...





●●● du XVI^e siècle, ne sont pas, en effet, français. Ils sont portugais, majorquins et catalans. L'Italie compte des centres réputés : Pise, Venise ou Gênes. Et voici Dieppe. Ce n'est pourtant pas une grosse ville. Simple village de pêcheurs en 1030, la guerre de Cent Ans ne l'a pas épanoui. Mais, en 1515, François I^{er} devient roi de France. Le souverain est furieux. Il n'admet pas que deux nations, le Portugal et l'Espagne, avec la bénédiction du pape espagnol Alexandre VI, un Borgia, se partagent les lointains du globe. Il encourage donc les équipages français à appareiller pour le «grand dehors».

Les marins dieppois, soutenus par de puissants armateurs locaux, tel Jean Ango, font la course en tête. Ils voguent sur beaucoup de mers, à la recherche des épices de l'Asie, des perroquets du Brésil, des neiges du Canada. Entre 1530 et 1560, s'épanouit ainsi à Dieppe une compagnie de cartographes talentueux : Jean Rotz, Guillaume Brouscon, Pierre Desceliers, Guillaume Le Testu. C'est dans ce contexte qu'est achevé, en 1547, notre atlas, dit «Atlas Vallard».



Ce Vallard n'est pas très connu, même pour les historiens qui se sont penchés sur son grand œuvre. Vallard fut

sans doute le premier propriétaire du trésor. Mais alors, qui fut l'auteur des cartes ? Pour Luís Filipe F.R. Thomaz, directeur de l'Institut d'études orientales de l'Université catholique de Lisbonne, ce fut soit un Portugais, soit un homme qui eut accès à des modèles portugais perdus. Deux étrangetés confortent cette hypothèse : la plupart des noms portés sur les cartes sont portugais, non français. Et, surtout, seuls des marins portugais pouvaient connaître certaines informations divulguées dans ces planches. C'est le cas des cartes consacrées à l'océan Indien oriental (archipel malais, îles de la Sonde). Celui-ci était alors moins familier que l'océan Indien occidental dont le planisphère de Cantino nous avait déjà procuré, dès 1502, une image rigoureuse. Les trois premières cartes de l'«Atlas

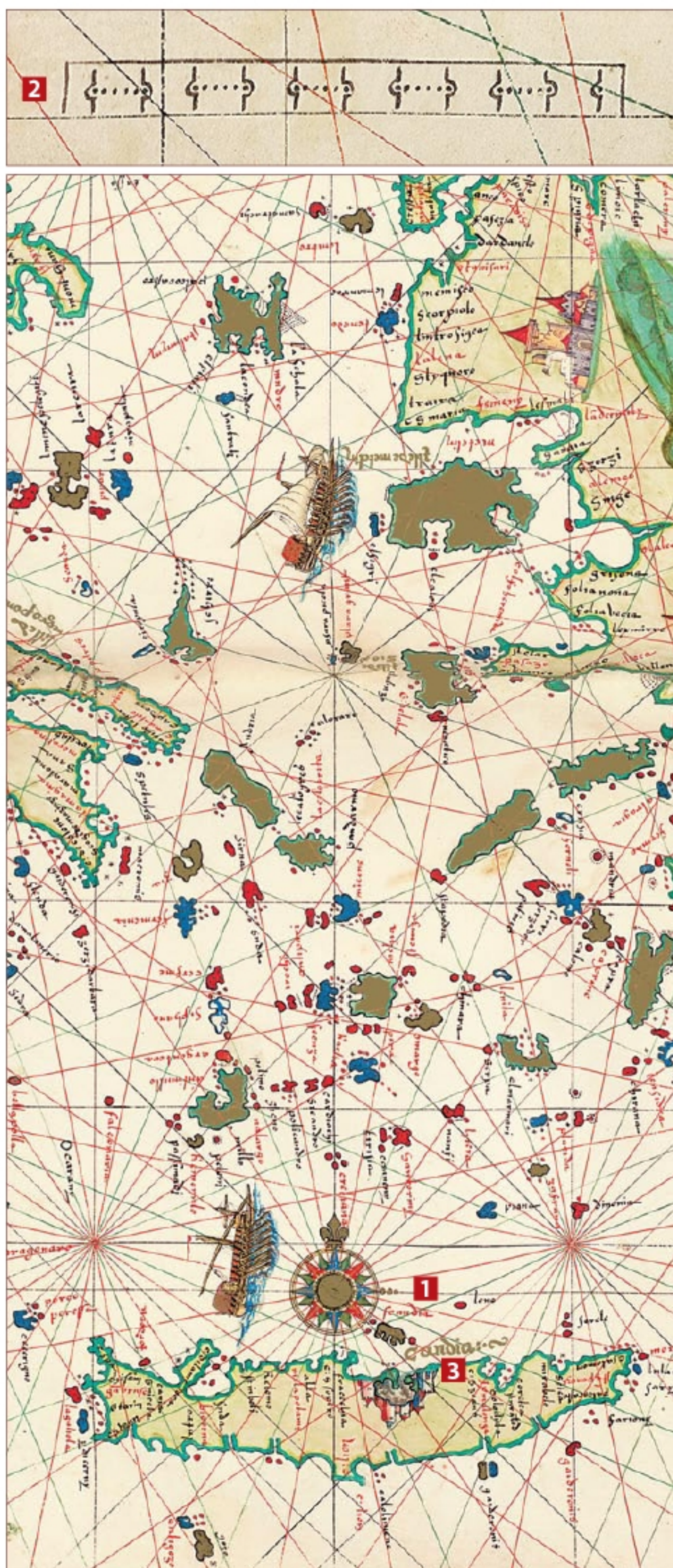
A la croisée des vents, la mer Egée

Bien qu'il se fonde sur des cartes nautiques, cet atlas n'avait pas pour dessein de servir à des fins pratiques. Pour les cartographes dieppois, il s'agissait d'abord de transmettre une image du monde.

1 Les cartes de l'atlas – comme ici celle de la mer Egée (la Crète, appelée Candia, figure en bas) – sont constellées de roses des vents dont les 32 directions correspondent à autant de lignes de «rhumbs», les aires des vents. La fleur de lys sur la rose des vents indique le nord.

2 Toutes les cartes comportent une échelle, graduée en lieues. Les traits verticaux délimitent une distance de 10 lieues, et les points, de 2 lieues. Mais ces lieues correspondaient à une distance arbitraire. La lieue a ici une longueur de 7,716 km ce qui n'est pas usuel : à l'époque, elle indiquait une distance de 6,349 km.

3 Contrairement aux autres cartes, celle-ci n'est pas inspirée d'une carte marine portugaise mais probablement d'un modèle vénitien, comme le suggère le toponyme italien «Candia», pour la Crète.



Vallard» évoquent la péninsule indochinoise, les îles Sumatra ou Bornéo, les petites îles de la Sonde et, semble-t-il, les côtes septentrionale, orientale et occidentale d'un continent qui n'existe pas encore, l'Australie. Comment un «cartographe anonyme» et ses compagnons dieppois ont-ils donc pu, dès la première moitié du XVI^e siècle, fournir le portrait tremblé d'une Australie qui ne sera abordée qu'en 1605 par le Hollandais Willem Janszoon, et découverte seulement en 1770 par Thomas Cook ?



Pour comprendre cette bizarrerie, un détour par Lisbonne s'impose. Depuis le milieu du XV^e siècle, les

Portugais règnent sur les mers. Grâce à leurs caravelles, ils ont reconnu la côte occidentale de l'Afrique. En doublant le cap de Bonne-Espérance en 1487-1488 (avec l'explorateur Bartolomeu Dias), ils ont démontré que Ptolémée avait dit une grosse bêtise le jour où il avait raconté qu'aucun passage ne reliait l'océan Atlantique à l'océan Indien. A l'ouest, ils ont mis la main sur le Brésil. Ils furent sur les mers asiatiques les plus lointaines. Il n'est donc pas exclu que des marins portugais, aventuriers ou négociants, familiers des îles de la Sonde, aient poussé au-delà de Timor, vers le sud, grâce à des vents favorables, en direction de l'Australie distante d'à peine 320 miles. D'autant que les Portugais connaissent alors la légende malaise qui parle d'une île dont les plages sont en or. Pour l'historien Luís Filipe F. R. Thomaz, quelques têtes exaltées ont probablement cherché ces îles d'or.

Cela aurait été le cas de João Alfonso, le «pilote de l'Algarve» qui, après avoir longtemps croisé dans les mers du Sud, gagna la France, prit le nom d'Alfonse de Saintonge et inspira plusieurs cartographes de Dieppe. La boucle est bouclée : ce Portugais, ou un autre, aurait pu fournir aux cartographes de Dieppe ces renseignements sur l'Australie, dénommée sur notre atlas «Terra Java».

Mais alors, comment expliquer que les ateliers de Lisbonne ne

l'aient, eux, jamais dessinée ? Sans doute parce que le siècle des Grandes Découvertes fut aussi celui du grand mensonge. A l'époque, en effet, tous les équipages s'espionnent, racontent des bobards, taisent leurs trouvailles, un peu comme nous nous gardons de dire à nos voisins que nous avons repéré un coin à champignons. Au Portugal, le mensonge n'est pas une indécatesse. C'est un devoir. C'est aussi une question de survie. Au temps de João II le Prince Parfait, ou de son successeur, son cousin Manuel I^{er} le Fortuné, un cartographe portugais qui ne mentait pas ne faisait pas de vieux os : s'il livrait à un concurrent les secrets de la Terre, on lui coupait le cou.

Comme tous les atlas hydrographiques et les portulans (les cartes marines de la Renaissance indiquant les ports et le contour des côtes), l'«Atlas Vallard» fait la part belle aux îles.

Les îles de la Renaissance tardive éprouvent, comme disait l'académicien du Grand Siècle Bernard le Bouyer de Fontenelle, une «difficulté d'être». Certes, les marins en découvrent beaucoup, mais s'ils sont capables de déterminer leur latitude, grâce à l'étoile polaire dans l'hémisphère Nord et au soleil dans l'hémisphère Sud, ils n'ont aucun moyen de connaître le méridien sur lequel elles règnent. Ils ne savent pas calculer leur longitude, c'est-à-dire la position qu'elles occupent entre le levant et le couchant, car les horloges, les appareils à dire le temps, sont encore incertains.



Il faudra attendre le XVIII^e siècle pour que des horlogers talentueux, le Suisse Ferdinand Berthoud,

l'Anglais John Harrison et le Français Pierre Le Roy, usinent, à l'initiative de Newton, des chronomètres capables de dire l'heure exacte et de la conserver. En attendant ce progrès technique, les marins de la Renaissance aperçoivent des îles mais ils ne savent pas où les mettre. Ou plutôt, ils les installent sur le portulan au petit bonheur et presque à l'aveugle. Les îles de ce temps-là sont des îles en partance.

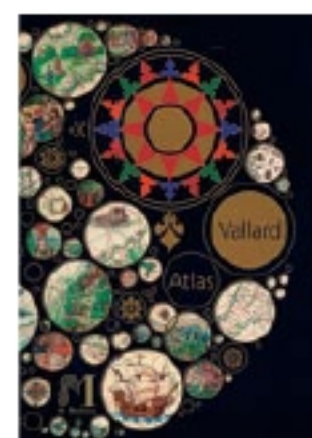
Nous pouvons accompagner leurs pérégrinations. Elles vont et elles viennent. Elles disparaissent. Elles passent comme des brumes. Elles se dissipent, se cachent et reviennent. On les guette à l'Occident et c'est à l'Orient qu'elles surgissent.



De toutes ces îles, ma préférée croise dans l'Atlantique. C'est l'île São Mateus ou São Mathias, signalée sur la sixième carte de l'«Atlas Vallard» consacrée à l'océan Atlantique, sur la route qui joint les Canaries au détroit de Magellan. São Mateus est aperçue d'abord par l'espagnol García Jofre de Loaísa, en 1525. Elle commence alors sa vie aventureuse. Championne de «surf géographique», elle fait des glissades inouïes à la surface des mappes-mondes. Plus tard, on la retrouve plus à l'est, à 800 milles nautiques. D'autres lui font franchir l'Atlantique jusqu'à devenir l'île Fernando de Noronha, au nord du cap São Roque, au nord-est du Brésil. Deux expéditions françaises, l'une en 1817, l'autre en 1833, la cherchent et ne la trouvent pas. En 1883, le «Diccionario de Geographia Universal por uma sociedade de homens de ciencia» la cite mais, la situe à l'intérieur des terres, en Guinée. Une «île de terre ferme», comme dirait Don Quichotte.

On en conclut souvent que São Mateus appartient au genre des îles inexistantes. Je préfère parler d'une île fantastique. Elle aura subsisté trois siècles, et peut-être est-elle encore de ce monde ? Elle aura triomphé des nouveaux chronomètres de Newton. C'est tout à son honneur, et à notre plaisir : sur cette planète aujourd'hui reconnue de part en part, réduite à un graphique de GPS, purgée de ses incertitudes, «mise en carte» et sommée d'obéir à ses cartographes, à ses mathématiciens, à ses électroniciens, à ses législateurs et à ses gendarmes, l'île São Mateus, plutôt que de se soumettre et de rentrer dans le rang comme toutes ses collègues, garde sa liberté. Comme sur l'«Atlas Vallard», son spectre continue à burliner dans les beautés de la mer, entre dérive et résurrection. ■

GILLES LAPOUGE



Un trésor pour bibliophile

Tiré uniquement à 987 exemplaires, le fac-simile est publié par les éditions espagnoles M. Moleiro. Il est vendu 3 010 euros dans un écrin en cuir avec un volume de commentaires.



Many Evans / Rue des Archives

Selon une méthode éprouvée, la légion Condor bombarda et détruisit la ville basque de Guernica le 26 avril 1937.

ESSAI LA MORT QUI TOMBE DU CIEL

Un récit glaçant sur l'histoire du bombardement aérien, une technique militaire inaugurée en 1911 sur une oasis de Libye.

La bombe sur Hiroshima n'était pas une fatalité. La thèse officielle, qui veut que l'arme atomique ait été le seul moyen d'arrêter un conflit meurtrier, relève de la propagande. Dès mars 1945, au lendemain de l'effroyable bombardement de Tokyo (100 000 morts), l'empereur du Japon et son état-major, ayant compris qu'ils avaient perdu la guerre, cherchèrent

désespérément à négocier la capitulation. Non seulement leurs démarches furent repoussées ou ignorées, mais à aucun moment (contre l'avis même de certains hauts responsables américains) ils ne furent informés de la menace qui pesait – et qui s'abattit sur Hiroshima le 8 août. Envie irrépressible d'expérimenter la «super-arme», intimidation de

l'allié soviétique, vertige de la victoire et racisme sont les seules vraies raisons de cette apocalypse inutile.

Autour de cet événement, le récit de l'écrivain suédois Sven Lindqvist, étayé par des textes de loi, des rapports d'experts, des extraits de reportage, des témoignages de victimes et même des citations d'ouvrages de science-fiction, déploie un catalogue meurtrier où l'hypocrisie le dispute à la barbarie. La structure même du livre, très originale, non linéaire, par fragments qui s'éclairent les uns les autres, contribue à l'éclat explosif du propos de cet ambassadeur de la non-violence. L'une des principales

cibles de Lindqvist est Arthur Harris, chef du «Bomber Command» chargé de planifier les raids aériens sur le Reich d'Hitler – après que Churchill a pris la décision, le 11 mai 1940, de bombardier l'Allemagne. Harris nous est montré aussi froid, obsessionnel et dépourvu d'imagination que le génocidaire Adolf Eichmann. Et, à l'instar du dirigeant nazi, il apparaît comme un «criminel de bureau», puisqu'avec le bombardement, la guerre cesse d'être un «art» pour devenir une «science». Eloignée de l'atroce réalité du sol, elle devient une abstraction.

Selon Lindqvist, le grand choc de la Seconde Guerre mondiale est d'avoir vu l'Europe retourner contre elle-même les méthodes de ses guerres coloniales. En effet, le premier bombardement eut lieu en novembre 1911, en Libye : c'était une grenade à main, lancée depuis un aéroplane au-dessus de l'oasis libyenne de Tagiura par un pilote italien, Giulio Gavotti. Autre précédent oublié : la destruction par les Américains et les Français de la petite ville de Chefchaouen, au Maroc, lors de la guerre du Rif, en 1925. Cette tuerie n'eut aucun écho, pour la bonne raison qu'il y avait encore deux sortes d'humanité : les «civilisés» et les autres. Le célèbre martyr de Guernica, la ville basque espagnole rasée le 26 avril 1937 par l'aviation allemande, fut donc l'application d'une méthode déjà largement éprouvée.

On le sait maintenant : le bombardement, acte impérial par excellence, de pure terreur, a peu d'effet sur l'issue d'une guerre. Mais ses dégâts n'épargnent personne. Tandis que les drones d'une guerre robotisée sont capables de foncer sur n'importe quel point chaud de la planète, on redoute bien plus, dans nos contrées, le colis piégé ou l'attentat suicide. Telle est la perplexité sur laquelle s'achève ce livre de moraliste. On n'a pas fini de trembler. ■

JEAN-BAPTISTE MICHEL



«Une histoire du bombardement», par Sven Lindqvist. Traduit du suédois par Cécilia Monteux et Marie-Ange Guillaume, La Découverte, 22 €.

BIOGRAPHIE DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA GUERRE

Giles Milton retrace le sort de sa belle-famille allemande, rescapée du cauchemar nazi.

Voici la Seconde Guerre mondiale racontée du point de vue allemand. Pour opérer ce changement de perspective, l'écrivain et historien anglais a longuement interrogé Wolfram Aichele, le père de sa femme, un sculpteur germanique. Puis il a exploré les archives de sa belle-famille. Enfin, il a construit ce docu-fiction.

Ce qui ressort du périple de son héros, né en 1924 dans une famille aisée d'artistes opposés au nazisme, puis enrôlé pour aller se battre contre les Russes, c'est la chance. D'abord, la diphtérie le sauve de Stalingrad. Rétabli, envoyé en Normandie, il survit à la tempête du Débarquement en se rendant aux Américains. Ceux-ci l'expédient aux États-Unis, où il partage le sort extrêmement clément de 420 000 autres prisonniers de l'Axe. Les Français, à son retour en Europe, lui trouvant mauvaise mine, lui épargnent le bain de la reconstruction. Et il retrouve, dans sa petite ville de Pforzheim, pourtant en ruines, sa famille au complet. C'est si miraculeux qu'on a l'impression, comme une de leurs voisines agacée, «de vivre dans un univers de conte de fées».

Le talent de Giles Milton consiste justement à nous tenir en haleine par les caprices de cette chance qui menace sans cesse de tourner, et par l'évocation de ces nombreux Allemands honnêtes qui, s'ils ne résistèrent pas, n'adhérèrent pas non plus au III^e Reich, et vécurent l'effondrement du nazisme comme la fin d'un cauchemar.

Son talent de chercheur et de conteur se retrouve dans «La Guerre de la noix muscade», que les éditions Phébus ont eu la bonne idée de sortir en poche. Cette enquête très documentée sur la course aux épices qui, aux XVI^e et XVII^e siècles, mobilisa les marins et aventuriers

The Mariner's Museum / Corbis



Le héros de Giles Milton connut un camp d'internement américain comme celui de Newport, en Virginie, ci-contre.

d'Europe, prouve qu'il n'est nul besoin d'inventer pour captiver. Giles Milton nous plonge dans

cette époque où les voyages étaient forcément extraordinaires.

Son récit de ces navigations folles, erratiques, de l'Atlantique Nord au Pacifique Sud, en passant par les glaces du pôle, la cour d'Ivan le Terrible ou le cap de Bonne-Espérance, est un pur enchantement. ■

J.-B.M.

«Wolfram, un jeune rêveur face aux nazis», par Giles Milton. Traduit par Florence Hertz, Les éditions Noir sur Blanc, 22 €.
«La Guerre de la noix muscade», par Giles Milton. Traduit par Anne-Marie Hussein, éditions Phébus, coll. Libretto, 10,60 €.



BEAU LIVRE

LE «TITANIC» COMME SI VOUS Y ÉTIEZ

A l'occasion du centième anniversaire du naufrage de l'«insubmersible» paquebot, cet ouvrage richement illustré nous fait revivre en détail le déroulement de ce drame avec orchestre.

Au large de Terre-Neuve, dans l'Atlantique Nord, le dimanche 14 avril 1912, à 23h40, le plus grand paquebot du monde frôle un iceberg. Un contact – à peine un choc. Deux heures plus tard, le «Titanic» a disparu de la surface des eaux, avec 1 490 personnes. C'était il y a un siècle. Ce beau livre – initié en collaboration avec La Cité de la mer de Cherbourg, port qui fut la première escale du navire parti de Southampton – commémore la catastrophe, l'analyse en détail, nous restitue toutes les étapes par lesquelles ce symbole du progrès est devenu celui de son naufrage. Un bon complément au film que tout le monde a vu et qui ressort d'ailleurs en 3D.

Car la réalité a tout du mythe. Il s'agit de la traversée inaugurale d'un bateau flamboyant neuf et de la dernière mission de son vieux commandant, E.J. Smith, qui finit ainsi sa carrière en

beauté. Il cède à l'impatience de Joseph Bruce Ismay, président de la White Star Line, qui veut arriver à New York un jour plus tôt, et coiffer au poteau ses concurrents dans la lutte pour la suprématie commerciale du trafic passager sur l'Atlantique Nord. Alors qu'un autre navire, dans cette dangereuse zone de glaces, stoppe prudemment ses machines pour attendre le jour, l'arrogante merveille augmente sa vitesse. Le soir du drame est une soirée de gala. On festoie au luxueux étage des premières classes. On n'est pas en reste dans les troisièmes où des immigrants de tous les coins du Vieux Continent fêtent leur proche arrivée à New York. Au même moment, les officiers scrutent la nuit avec inquiétude. Une brusque baisse de température pourrait bien signifier la proximité d'un iceberg. L'absence de lune empêche de voir la ligne d'horizon et il n'y a pas de vent, c'est-à-dire pas de vagues dont le clapotis pourrait définir quelque obstacle. La menace grandit dans l'ombre.

Pas de choc frontal. L'iceberg, évité de justesse, a ouvert une brèche de 90 mètres de long dans la coque avant. L'eau s'engouffre dans le compartiment des colis postaux. Le commandant, craignant une panique incontrôlable, exige de ses hommes qu'ils se taisent. C'est seulement au léger déséquilibre qu'il éprouve en descendant le grand escalier, dont il remarque alors la bizarre inclinaison, qu'un riche passager comprend que le bateau est en train de couler.

Et l'horreur a lieu dans une incroyable atmosphère de fête. La nuit est splendide, l'air glacial, la mer plate comme une flaque d'huile. L'orchestre joue des valses de Strauss – et jouera héroïquement jusqu'à la fin. Des générateurs, qui pourraient suffire à fournir en électricité une grande ville, en alimentant les pompes qui évacuent l'eau, permettent au «Titanic» de rester plus longtemps à flot. Tandis que les passagers de troisième classe, bloqués dans leurs quartiers, parviennent enfin à s'échapper et se ruent sur les cinq derniers canots, les privilégiés, qui s'éloignent dans les onze déjà à flot, assistent à un spectacle à la fois terrifiant et d'une beauté à couper le souffle. L'immense bâtiment illuminé, qui peu à peu s'éteint, puis se casse. Dans les cris et les craquements, sa poupe se dresse à la verticale et, tel un «grand doigt noir pointé vers le ciel», coule à pic. C'est fini. Il est 2h22.

Témoignages, analyses, faits et chiffres, photos et dessins prouvent, une fois de plus, que la réalité dépasse toutes les fictions : la catastrophe, comme si vous y étiez. ■ J.-B.M

«Titanic : l'histoire, le mythe, la tragédie», par Corrado Ferruli et Patrick Mahé, Editions du Chêne, 29,90 €.



Le paquebot transatlantique le 10 avril 1912, lors de son escale en rade de Cherbourg, peint par Jacques Mignon.



**Commandez
vos coffrets-reliures
pour conserver intacte votre
collection de GEO HISTOIRE**

**Prix
spécial
abonnés**



A chaque numéro, GEO HISTOIRE part sur les traces du passé en conjuguant au présent le plaisir du voyage, de la découverte et de la connaissance.

Pour conserver intacts vos magazines, protéger leur couverture et leurs magnifiques photographies, nous avons créé ce duo de reliures GEO HISTOIRE. Vous pourrez ainsi consulter, lire et relire à souhait ce magazine de référence.

- Résistants, sobres et élégants.
- Permettant le classement de 6 magazines chacun.
- Siglés de lettres d'or sur matière luxueuse façon cuir.
- Format : 21,5 x 27,5 x 4,3 cm.

Je peux également commander les reliures sur :
www.prismashop.fr

BON DE COMMANDE

À retourner au service abonnements Prisma Média
Libre réponse 20267 - 62069 Arras Cedex 9
Tél : 0 826 963 964 - www.prismashop.fr

☐ **OUI**, je profite de votre offre exclusive
et je commande :

Réf	Prix abonné	Prix lecteur	Quantité	TOTAL en €
11125	15,90 €	17,90 € €

Participation aux frais de port* : + 5,50 €

*Au-delà de 5 lots, livraison spéciale facturée,
nous consulter au 0826 06 21 80

TOTAL €

MON ADRESSE

☐ M^{me} ☐ M^{lle} ☐ M.

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

E-mail : @

GHI0312R

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/12. Tarifs étrangers : nous consulter au 00 33 321 14 65 38. Livraison : environ 3 semaines. Les informations ci-dessus sont indispensables au traitement par PRISMA MEDIA de votre commande. A défaut, votre commande ne pourra être mise en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre abonnement. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amenés à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre ☐. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.

À LIRE. À VOIR. DVD

DOCUMENTAIRE LE CRÉPUSCULE DE L'URSS

Une passionnante saga retrace les étapes de la chute de l'Empire soviétique, de Brejnev à Gorbatchev.



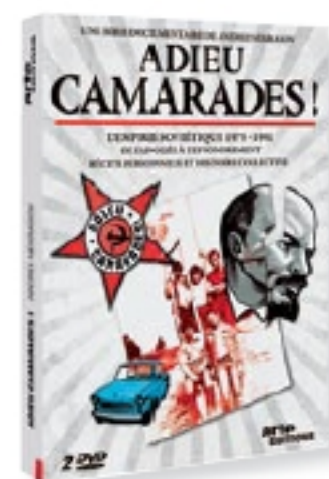
Superpuissance après la guerre (ici, commémoration du 8 mai 1945), le régime soviétique disparut en 1991.

La musique du générique, un air russe d'une mélancolie poignante, vaut tous les commentaires. Il est rare que des adieux soient gais. Ceux-là sont accablants. La jeune fille qui intervient dans chacun des six épisodes de la saga pour relier les événements, faire comprendre ce qui s'est passé et incidemment remonter le moral de son père, le réalisateur Andrei Nekrasov, a beaucoup à faire. Voici donc, de l'apogée du régime brejnevien de 1975 aux mots de la fin prononcés par Gorbatchev en 1991, les seize années qui ont réellement achevé le XX^e siècle. L'effondrement de l'Empire soviétique a été causé, d'abord, par deux catastrophes : la guerre en Afghanistan déclenchée en 1979, ultime relent d'une Internationale communiste dévoyée et, en 1986, l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, qui a révélé l'état de délabrement intérieur du régime. Au mi-

lieu de la série, épisode 3, surgit Gorbatchev, formé par le Parti, si jeune et énergique, se rappelle un dissident «qu'on s'est dit, désespérés, qu'on en prenait pour vingt ans». Mais surprise, avec lui tout change – ou veut changer. Il a l'air intelligent, «Gorbi», il est sympathique, on aimerait qu'il réussisse : maintenir l'Union soviétique tout en la réformant... Mais il sera vite dépassé.

Interviews d'anciens dirigeants, archives privées et publiques éclairent le parcours de ce personnage emblématique, et permettent de mieux comprendre une période qu'on n'a pas fini d'interroger. ■ J.-B. M.

«Adieu camarades !»,
d'Andrei Nekrasov,
Arte Editions, 2 DVD,
24,99 €.



NOUVEAU



Histoire

EXPLORER LE PASSÉ POUR COMPRENDRE LE PRÉSENT

MARS-AVRIL 2012 N°11 5,95 €



ENQUÊTE SUR LA
MALEDICTION
DE L'ÉLYSÉE



L'HISTOIRE
DU LOUP
EN FRANCE

À LA COUR DE
GASTON FÉBUS



ILS L'ONT VÉCU, ILS RACONTENT

1914-1918

DE L'ESPOIR À LA TRAGÉDIE

Actuellement en vente chez votre marchand de journaux.

L'Histoire éclaire le présent

prismaSHOP
Abonnements magazines
et plus encore...

La boutique officielle de

GEOHISTOIRE



Abonnez-vous en ligne sur

www.prismashop.geo.fr/histoire



En plus,
bénéficiez de
10%
de réduction
avec le code promo
GHIAP

et profitez de nos offres les moins chères !

Retrouvez
aussi notre
sélection de
livres, DVD, guides,
idées cadeaux...



HALL TCHAIKOVSKI À MOSCOU, CAPITALE DE L'UNION SOVIÉTIQUE. Ce chœur ukrainien chante des chansons populaires devant un portrait de Joseph Staline,

DEUX AMÉRICAINS AU PAYS DES SOVIETS

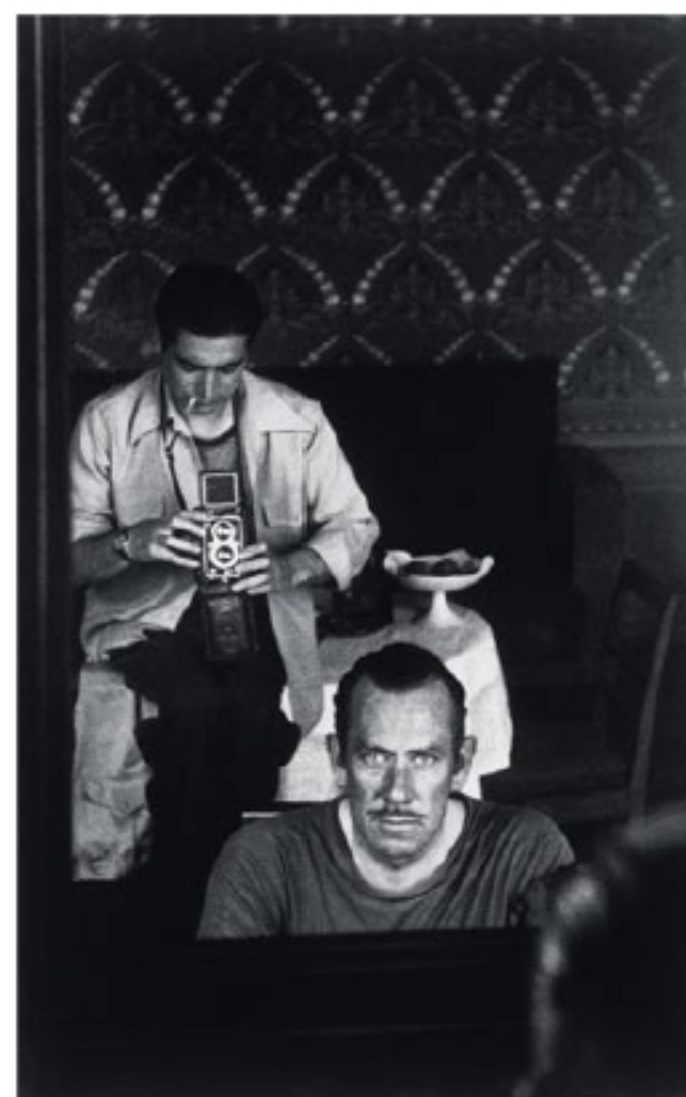


Photos : Robert Capa © International Center of Photography / Magnum Photos

secrétaire général du parti communiste et dirigeant du pays de 1922 à 1952, date de sa mort.

En juillet 1947, l'écrivain John Steinbeck et le photographe Robert Capa partent derrière le rideau de fer. De Moscou à Tbilissi, les deux reporters vont aller à la rencontre de la population, encore traumatisée par la guerre. Un regard empreint de sympathie sur la toute jeune Union soviétique.

PHOTOS DE ROBERT CAPA



Le célèbre auteur des « Raisins de la colère » (ici, au premier plan) décrit son arrivée rocambolesque à Moscou en compagnie de Robert Capa (derrière) en 1947 : personne ne les attendait, ils n'avaient pas un rouble et ne parlaient pas un mot de russe.

Nous sommes au début de l'été 1947, à l'aube de la guerre froide. Alors qu'en mars, le président Harry Truman a décrété sa politique «d'endiguement» du communisme, deux envoyés spéciaux du «New York Herald Tribune» partent enquêter sur les terres mystérieuses de la Russie soviétique. Ces journalistes ne sont pas n'importe qui. Ce sont même des vedettes : John Steinbeck et Robert Capa. Depuis plus de vingt ans, Steinbeck, l'écrivain du peuple, raconte avec succès la condition des gens simples, du prolétariat américain. En 1939, dans «Les Raisins de la colère», il a peint la misère des travailleurs de Californie au moment de la Grande Dépression. Le roman a fait un tabac, mais il vaut aussi à son auteur d'être espionné par le FBI, qui le soupçonne d'être un «rouge». Sa carrière sera couronnée d'un prix Nobel de littérature en 1962. Quant à Capa – de son vrai nom Endre Ernő Friedmann – juif exilé de Hongrie, naturalisé américain, il a couvert la guerre civile espagnole avec éclat avant de se retrouver seul à photographier le débarquement allié en Normandie sur la plage d'Omaha. Ses clichés du D-Day, publiés par le magazine «Life», ont immédiatement fait sa gloire. Il deviendra le photographe de guerre le plus célèbre du XX^e siècle.

Pour les deux hommes, la commande du quotidien new-yorkais tombe bien. Steinbeck, âgé de 45 ans, va pouvoir oublier un temps la pièce de théâtre qu'il n'arrive pas à conclure. Quant à Capa, 33 ans, il est en manque d'action, faute de guerre à photographier. Tous deux pacifistes, ils revendiquent, au moment de commencer leur voyage en URSS, une forme de neutralité. Ils désirent, écrit Steinbeck en préambule, produire «un reportage honnête sur la vie quotidienne des Russes» en s'abstenant de tout «commentaire» idéologique. «C'était le début d'une nouvelle invention appelée la guerre froide, raconte Capa de son côté... Personne ne savait où étaient les champs de bataille. (...) Il nous semblait que derrière les mots "rideau de fer", "guerre froide" et "guerre préventive", les gens, la pensée et l'humour disparaissaient. Nous avons décidé de nous lancer dans une quête un peu démodée, façon Don Quichotte et Sancho Panza, en chevauchant derrière le rideau de fer, pointant nos lances et nos stylos contre les moulins à vent d'aujourd'hui.»

La référence au couple grotesque de Cervantès n'est pas un hasard. Leurs premiers jours à Moscou, en juillet 1947, sont marqués par la désillusion, l'ennui et une bonne dose d'autodérision. Capa et Steinbeck ne parlent pas un mot de russe et leur comité d'accueil – John Newman, le chef du bureau de l'«Herald» à Moscou – fait faux bond. «Nous som-

mes sortis de l'avion et nous avons rassemblé nos bagages sous la pluie. Une grande solitude s'est abattue sur nous. Personne ne nous attendait. Aucun visage familier. Nous ne pouvions pas poser une question. Nous n'avions pas d'argent russe. Nous ne savions pas où aller.» Après avoir retrouvé l'hôtel et la chambre du correspondant lâcheur, Steinbeck et Capa racontent leur vengeance, digne de grands adolescents : ils boivent son whisky, utilisent ses serviettes, son papier toilette et laissent son lit sens dessus dessous. Après quelques jours d'attente, les deux compères sont pris en main par le Voks, le bureau des relations culturelles russe. Il organisera la suite de leur voyage. A l'époque, les correspondants accrédités par le ministère des Affaires étrangères n'ont pas le droit de quitter Moscou sans autorisation spéciale. Steinbeck et Capa obtiennent ce sésame sans trop de difficultés auprès du Voks, promettant de ne pas faire de politique, de s'en tenir au récit de la vie des simples gens. Steinbeck croit alors – avec une grande naïveté – qu'il a déjoué la censure soviétique...

Le Voks leur assigne immédiatement une interprète : «Une jeune, petite et assez jolie jeune fille, qui parlait un excellent anglais.» Svetlana, que Steinbeck rebaptise «Sweet Lana», gagne tout de suite la sympathie des Américains. Elle devient aussi le premier modèle de l'écrivain en quête de personnages. Fille de général, elle ne supporte pas les arts modernes jugés décadents. Picasso lui donne la nausée, et elle affiche un puritanisme strict : pas de vernis à ongle, pas de rouge à lèvres, pas d'alcool, pas de boîte de nuit. «Elle avait la moralité d'une Américaine de petite ville issue de la génération de

«CES ÉTRANGERS SONT DES GENS COMME NOUS», LANCE UN ENFANT

nos parents», commente Steinbeck. «Nous, nous aimions les femmes bien maquillées, nous avions un œil d'expert sur un genou attirant, nous aimions la musique qui swinguait et le scat. (...) Tout ça, c'était décadent pour Sweet Lana. C'étaient les résultats du capitalisme décadent», explique l'écrivain. Après la visite du mausolée de Lénine, un défilé militaire, et un magasin de luxe, l'opinion de Steinbeck à propos des Moscovites qui «se pressent tête baissée et qui ne sourient pas» tient en deux mots : «not fun».

Changement d'ambiance à Kiev, où les reporters sont accueillis par des Ukrainiens amicaux et – surtout – de belles blondes au sourire facile. Cette légèreté contraste avec l'état de la ville : contrairement à Moscou, Kiev n'a pas été épargné par les



Un périple de 3900 kilomètres
Pour leur reportage, Robert Capa et John Steinbeck ont réalisé une boucle, avec comme point de départ et d'arrivée Moscou. Ils sont passés notamment par Kiev et Shevchenko, en Ukraine, Tbilissi et Gori, le village natal de Staline, en Géorgie, puis Stalingrad.

MOSCOU



AU PLUS PRÈS DES GENS. Robert Capa a pris ici en photo deux femmes devant l'église Sainte-Basile, sur la place Rouge. L'une d'elle pause avec sérieux, alors que la seconde baille. Steinbeck et Capa voulaient révéler à leurs lecteurs américains la «vie privée» des Russes, leur humanité, au-delà des clichés et des caricatures. En pleine «guerre froide», ils décrivent une population qui souhaite la paix avec les Etats-Unis.

bombes nazies. «Si les Etats-Unis étaient complètement détruits de New York au Kansas, nous serions à peu près aussi sinistrés que l'Ukraine», assure l'auteur. Plus aucune machine disponible sur place : la reconstruction de la cité doit être faite à main d'homme, à dos d'homme. Au milieu des ruines, Steinbeck a du mal à comprendre l'énergie et la joie de vivre de la population. La clé de l'énigme est révélée au musée, devant la maquette – grandiose, tout en lignes classiques et en marbre – qui servira de modèle pour reconstruire le futur Kiev. Steinbeck écrit alors : «Nous comprenions de mieux en mieux que les Russes vivaient d'espoir, l'espoir que demain serait meilleur qu'aujourd'hui.»

Le 9 août, Capa et Steinbeck visitent la ferme collective de Shevchenko : 362 maisons avant la guerre, plus que huit après le passage des Allemands. Les tracteurs et les machines n'existent plus, les quarante chevaux ne sont plus que quatre. Cent

hommes sont morts ; bon nombre des vivants ont perdu une jambe ou un bras. Pourtant, les paysans «n'étaient pas tristes», écrit l'Américain. «Ils n'arrêtaient pas de rire, de plaisanter, de chanter.» Dans les champs, des rangées de femmes récoltent des concombres, accompagnées d'enfants qui ne portent que des pantalons, le torse tanné par le soleil. En voyant les deux journalistes, un petit garçon portant un chapeau tressé d'herbe fraîche court vers sa mère. Il crie : «Mais ces Américains, ce sont des gens comme nous!» Capa réalise alors l'une des plus belles séries de photographies de son voyage. Les paysannes l'interpellent, ajustent leurs foulards, prennent la pause. L'une d'elle, immortalisée par l'artiste, lui explique, concombre à la main : «Je ne suis pas seulement une travailleuse modèle, je suis deux fois veuve, et désormais, les hommes ont peur de moi.» Capa réplique du tac au tac : «Ça vous dirait de m'épouser ?» ●●●

●●● Suite de la tournée des fermes d'Etat : après quelques jours, les envoyés spéciaux du «Herald Tribune» ont droit à leur premier vrai spectacle de propagande. Dans un village, des paysans jouent une pièce de théâtre en leur honneur. Une histoire édifiante d'agriculteurs socialistes convertissant une fille de ferme fainéante et frivole aux vertus du travail... Mais rien ne se passe comme prévu : dès le premier coup de flash de Robert Capa, les comédiens paniquent et perdent leurs moyens. «La fille aux ongles rouges se cache derrière une plante et ne revient plus. Le conducteur de tracteur oublie ses répliques. La chef de brigade manque de tomber, tente de récupérer le texte mais n'y arrive pas.» La pièce de propagande se transforme en pièce

comique, les acteurs annoncent le texte dicté par le maître d'école. «Le public adorait. Ils applaudissaient à chaque fois qu'explosait une lampe du flash. Le rideau est tombé sous des applaudissements furieux... Nous avons l'impression que, pour eux, c'était la meilleure interprétation de la pièce qu'ils aient jamais vue.»

Alors que l'été prend fin, les deux reporters se rendent à Stalingrad, symbole de la résistance russe, ville détruite par la guerre. Steinbeck note : «Pendant notre séjour à Stalingrad nous avons été de plus en plus fascinés par cette étendue de ruines qui n'étaient pas désertes. Sous les débris, il y avait des caves et des trous, et dans ces trous vivaient de nombreuses personnes. (...) La population habitait

MOSCOU

LA MODE SOUS HAUTE SURVEILLANCE. En septembre 1947, Capa photographie le Comité en charge des vêtements qui pouvaient être vendus aux femmes soviétiques. Steinbeck décrit longuement le sérieux et l'austérité des Moscovites. Pour Svetlana, leur jeune interprète, raconte-t-il, aller en boîte de nuit, porter du rouge à lèvres ou du vernis à ongle est un signe de décadence. Steinbeck note aussi que, dans la rue, les passants marchent vite et ne sourient pas.



dans les caves des immeubles où leurs appartements se trouvaient autrefois.» Image d'une femme bien mise, partant au travail depuis ses décombres ; mères de familles qui sortent des décombres par grappe, paniers au bras pour aller au marché : l'écrivain est frappé par leur dignité, leur propreté. Capa, lui, photographie une jeune fille qui, tous les matins, sort d'un trou pour aller se nourrir sur une décharge d'ordures. «Elle était couverte d'années de crasse (...). Quand elle a montré son visage, nous avons vu l'un des plus beaux visages que nous ayons jamais vu. Ses yeux étaient malins comme ceux d'un renard, mais ils n'étaient plus humains.» L'image de cette fille sera l'une des rares photographies confisquées par la police soviétique, au moment où les deux hommes quitteront la Russie.

Le récit se poursuit par la visite du musée de Stalingrad : Steinbeck est submergé par la tristesse devant les présents dérisoires envoyés par les gouvernements du monde au peuple de la ville pour remercier Stalingrad d'avoir résisté à l'armée allemande. «Il y avait un rouleau de parchemin avec des mots grandiloquents signés du président des États-Unis Franklin D. Roosevelt. Il y avait une plaque de métal de Charles de Gaulle et l'épée de Stalingrad envoyée par le roi d'Angleterre. (...) Les cadeaux étaient énormes, clinquants, affreusement laids, note Steinbeck. Nous ne pouvions penser à autre chose qu'aux visages d'hommes au grand cœur sur leurs tracteurs, aux filles qui sortaient des trous dans le sol, au petit garçon qui tous les soirs rendait visite à son père, enterré dans la fosse commune... Le monde avait épinglé une fausse médaille sur la ville de Stalingrad alors que ce dont elle avait besoin, c'était d'une demi-douzaine de bulldozers.»

En septembre, un détour par la Géorgie, et notamment par Gori, le village natal de Staline, est l'occasion pour Steinbeck et Capa d'innombrables réceptions officielles très arrosées. Puis ils rentrent à Moscou. La dernière étape marquante de leur long voyage est le Kremlin. Ils n'ont pas accès à l'aile réservée au gouvernement soviétique mais ils décrochent un permis pour visiter les appartements des tsars. Ils sont sombres et étriés, surchargés de bibelots royaux. «C'était l'endroit le plus déprimant au monde, écrit Steinbeck. Il était facile d'imaginer comment, en marchant dans ces corridors et ces escaliers, pouvaient venir des envies de meurtre ; comment un père pouvait tuer son fils, et un fils son père ; comment, pour ces gens, la vie réelle était si lointaine qu'en fait, elle n'existait plus.»

Steinbeck publiera la version intégrale de son reportage en 1948, dans un livre intitulé «Journal russe». Il s'achève par une conclusion qui peut sembler modeste et profonde à la fois. L'auteur y réaffirme les fondements de son pacifisme, sa croyance dans la sagesse des peuples : «Les Russes sont des gens comme les autres, aussi bons que les autres. Ceux que nous avons rencontrés ont la guerre en

haine et ne veulent que ce que veulent tous les gens : de bonnes vies, un plus grand confort, la sécurité et la paix.»

Happy end ? En refermant le «Journal russe», un doute traverse l'esprit du lecteur contemporain : et si Steinbeck nous avait, à son tour, manipulés ? Si son «Journal» était une œuvre de sympathisant communiste minimisant volontairement la violence de la dictature soviétique pour un sympathique éloge des «braves gens» ? Au cours de la lecture, il est étonnant de ne lire que de très rares lignes consacrées à Staline, pourtant omniprésent dans la vie quoti-

POUR LE FBI, STEINBECK EST UN «ROUGE», POUR LE KGB UN «GANGSTER»

dienne des Russes. On est plus étonné encore de la neutralité de Steinbeck à son égard : «En Russie, on ne discute jamais ce qu'a dit Staline, quel que soit son propos. Cela vient peut-être de la propagande, de l'habitude, de sa présence constante, de ses portraits omniprésents, ce n'en est pas moins vrai», écrit l'Américain sans trop se mouiller.

Grâce à la publication d'archives, on sait désormais que le Bureau fédéral américain a longtemps soupçonné l'écrivain de rouler pour les communistes. Steinbeck sera espionné de la fin des années 1930 jusqu'en 1946. Pourtant, les 120 pages de dossier classées sous le code #100-106224 ne révèlent rien de très compromettant : aucun engagement militant, tout juste quelques «fréquentations» et, plus largement, un intérêt pour le monde ouvrier. On sait également que Steinbeck et Capa n'ont bénéficié d'aucun régime de faveur des autorités soviétiques. Le rapport du KGB consacré à leur voyage, et exhumé en 1995 dans un journal ukrainien, prouve que l'officine n'avait aucune confiance en eux. En fait, les deux Américains n'ont pas été lâchés d'une semelle pendant leur voyage. «L'objectif du Voks était d'abord de montrer aux visiteurs que l'économie et les biens culturels ukrainiens avaient été détruits pendant la guerre, ainsi que les grands efforts de notre peuple pour la restauration et la reconstruction du pays», précisent ainsi les archives du KGB. Steinbeck, qui a très vite soupçonné le FBI de le pister, n'a exprimé en revanche aucun soupçon relatif au KGB dans son «Journal russe». Il n'y porte aucun jugement sur le système soviétique et le communisme en général. Une retenue qui sera bien mal récompensée : au moment de la parution du «Journal russe», la presse de Moscou affublera les deux reporters des doux noms de «hyènes» et de «gangsters». ■

DAVID BORNSTEIN



VIK

LA «MÈRE» DES CITÉS RUSSES RAVAGÉE. A Kiev, l'ancienne destination favorite des tsars, Capa photographie un monastère en ruines sur les hauteurs surplombant le fleuve Dniepr. Les bombes allemandes ont détruit une grande partie de la ville et son riche patrimoine. Steinbeck explique que pour reconstruire la cité, les Ukrainiens n'ont plus aucune machine. Les hommes doivent porter les pierres à bout de bras.



«Comme si les Etats-Unis étaient détruits de New York au Kansas...» JOHN STEINBECK



LE RÊVE D'UNE NOUVELLE VILLE. Au musée de Kiev, l'architecte municipal montre aux deux reporters ce que sera la cité après la reconstruction. «Une grandiose, fabuleuse ville qui doit être construite en marbre blanc, avec des lignes classiques, des immeubles aux énormes colonnes, des dômes, des arches, des mémoriaux géants.» Pour Steinbeck, les Russes ont toujours le futur à l'esprit : ils puisent leur énergie dans l'espérance.



ОКНЕВШЕ



LES FEMMES REMPLACENT LES HOMMES DANS LES CHAMPS.
En août, les reporters visitent la ferme collective de Shevchenko, en Ukraine. Les Allemands ont tué ici une centaine de villageois, mais déjà les maisons ont été reconstruites et les travaux des champs ont repris. Tracteurs et machines ont disparu, les hommes sont peu nombreux. Ce sont surtout les femmes qui travaillent. Elles produisent du blé, des concombres et des fruits.

AU BAL, LES GARÇONS MANQUENT. Dans une ferme collective, Capa photographie une soirée dansante animée par un orchestre traditionnel : balalaïka, tambourin, cymbale et concertina. Steinbeck demande pourquoi les femmes dansent entre elles. L'une répond : « Les garçons sont bons à marier, mais il y en a tellement peu depuis la guerre... Et ils sont très timides. »



«Les paysans n'arrêtaient pas de rire, de plaisanter, de chanter.» J.S.



DEUX FOIS VEUVE ! L'appareil photo de Capa fait sensation auprès des femmes qui travaillent à récolter les concombres. Elles crient, ajustent leurs foulards et leurs blouses. Une paysanne, ici au premier plan, déclare au photographe : « Je suis une grande travailleuse. Je suis deux fois veuve, et la plupart des hommes ont peur de moi maintenant. » Capa lui répond du tac au tac : « Ça vous dirait de m'épouser ? »



STALINGRAD

SUR LE MARCHÉ, LA VIE REPREND SON COURS. Lors de son séjour, Steinbeck est frappé par des groupes de femmes, qui, le matin, sortent de trous aux milieux des ruines pour aller faire leurs courses (ici, sur un marché de Stalingrad). «Leurs têtes étaient couvertes de foulards blancs, elles portaient des paniers. C'était comme un étrange et héroïque travestissement de la vie moderne.»



«Les habitants vivaient de l'espoir que demain serait meilleur qu'aujourd'hui.» J. S.



STALINGRAD



UN RUDE QUOTIDIEN .

Près de Stalingrad, ces femmes vues de dos marchent dans un paysage désertique. Cette photographie est suivie par ce commentaire de Capa : « Les 190 millions de Russes sont contre moi. Ils ne tiennent pas de meetings sauvages dans les rues, ils ne pratiquent pas d'amour libre spectaculaire, ils n'ont aucun style vestimentaire nouveau. Ils sont rigoureux, moraux et travaillent dur. Pour un photographe, c'est aussi intéressant qu'une tarte à la pomme. »

«Le monde avait épinglé une médaille en toc sur la ville de Stalingrad.» J. S.

LE SOUVENIR DE LA BATAILLE. Le colonel Denchenko montre à John Steinbeck les zones d'affrontements de la bataille de Stalingrad (juillet 1942-février 1943). Les combats y ont tué 750 000 militaires et un nombre inconnu de civils. Lors de la visite d'un musée, Steinbeck se désolera des cadeaux de pacotille envoyés par les gouvernements étrangers pour remercier Stalingrad de sa résistance héroïque. « Ce dont la ville avait besoin, écrit-il, c'était d'une demi-douzaine de bulldozers. »





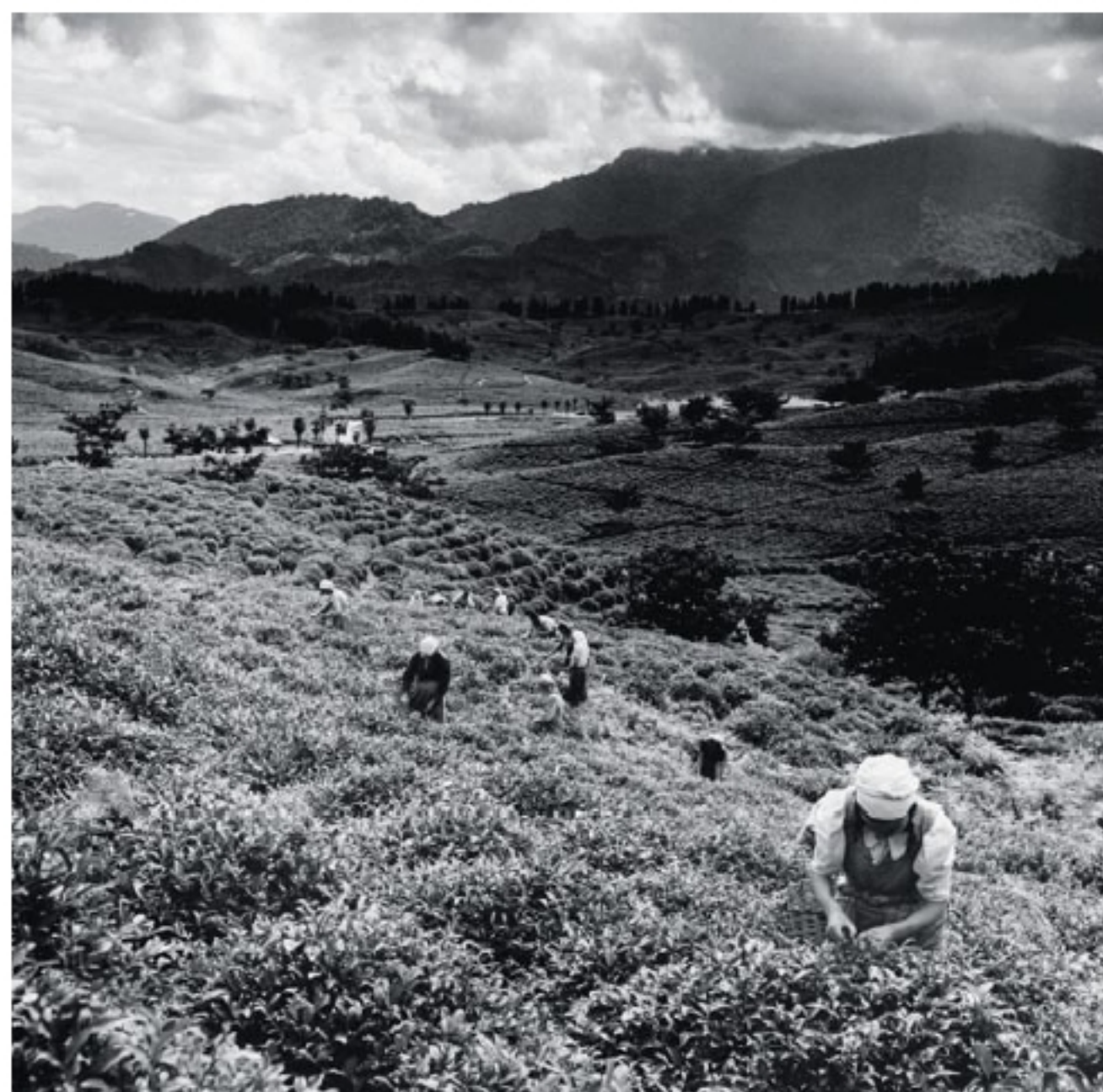
ICI, LES CAVES FONT OFFICE DE LOGEMENT. A Stalingrad, une femme étend son linge au milieu des ruines. Un homme observe la scène, au second plan, peut-être son mari. En 1947, la ville est très loin d'être reconstruite. Bon nombre d'habitants vivent encore dans ce qu'il reste de leurs anciens immeubles. Steinbeck décrit Stalingrad comme une «étendue de ruines qui n'étaient pas désertes. Sous les débris, il y avait des caves et des trous, et dans ces trous vivaient de nombreuses personnes.»



TBILISSI



«Les Russes que nous avons rencontrés avaient la guerre en horreur.» J.S



DANS LA RÉGION NATALE DE STALINE. En Georgie, Capa et Steinbeck sillonnent la campagne (ici, une ferme d'Etat où les paysans cultivent du thé et des oranges). Ils visitent notamment le village natal de Staline, Gori, un véritable lieu de pèlerinage. «Durant toute l'Histoire, on ne voit pas qui a été aussi honoré de son vivant, écrit Steinbeck. On pense bien à Jules César, mais même ce dernier n'a sans doute pas été adoré comme Staline l'est par son peuple.»

FACE À EUX, LE CHEF DE L'ÉGLISE GÉORGIENNE. A Tbilissi, les reporters assistent à un office bondé dans la cathédrale de la ville. Il est célébré par le chef de l'Eglise de Géorgie (au premier plan). Steinbeck et Capa visitent peu d'églises pendant leur parcours, largement organisé par les autorités soviétiques. Ils sont en revanche invités dans de nombreux musées. Pour Robert Capa, «le musée, c'est l'église des Russes».

ABONNEZ-VOUS VITE

GEO
VOIR LE MONDE AUTREMENT

GRANDE SÉRIE 2012
**LA FRANCE DES VILLAGES
LES PAYS DE LA LOIRE**
N° 397, MARS 2012

LA CHINE
Paysages préservés, traditions rurales, héritage de Confucius et des Ming...
ÉTERNELLE

ABIE SAOUDITE
Les femmes
t de l'ombre
N° 385, JANVIER 2012

69€₉₀
soit près de
35% de réduction*

1 an - 12 numéros

GEO HISTOIRE
FÉVRIER-MARS 2012

1945-1975
**LA FRANCE
DES TRENTE GLORIEUSES**
PLEIN EMPLOI, YÉ-YÉ, LIBÉRATION SEXUELLE...

EN SUPPLÉMENT, 24 PAGES D'IMAGES ET DE RÉCITS INÉDITS
Mexique, 1910-1920 :
l'album d'une révolution
Berlin, 1945 : l'hôpital juif
qui survécut aux nazis

1 an - 6 numéros

POUR 1 AN D'ÉVASION !

+ Les grands personnages de l'Histoire



150 grandes figures de l'Histoire !

De l'Egypte ancienne à aujourd'hui, à chaque doubles pages, découvrez le portrait de l'un de ces héros qui ont changé le cours de l'Histoire. Une lecture passionnante, divisée en six grandes périodes historiques. Une vision claire de l'Histoire grâce à une astucieuse frise chronologique qui replace chaque personnage dans son contexte historique et fait le parallèle avec 3 événements majeurs.

320 pages - Format : 24 x 17 cm

BON D'ABONNEMENT

A compléter et à retourner sous enveloppe non affranchie à : GEO - Libre réponse 10005 62069 Arras cedex 9

☐ **OUI !** Je profite de cette offre exceptionnelle ! Je reçois un an d'abonnement à GEO (12 N°) + GEO HISTOIRE (6 N°) pour 69,90€ au lieu de 107,40€ en kiosques et je reçois pour 1€ de plus seulement le livre les grands personnages de l'Histoire soit 70,90€.

1 J'indique mes coordonnées ☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ **GHI0412N**

Ville _____

Tél.** _____ Date de naissance** _____

E-mail _____

@ _____

☐ Je souhaite être informé(e) des offres commerciales du groupe Prisma Média et de celles de ses partenaires.

2 Je choisis mon mode de paiement

☐ chèque bancaire à l'ordre de GEO

☐ : ☐ Visa ☐ Mastercard

N° _____

Sa date d'expiration _____

Afin de sécuriser votre paiement, merci d'indiquer ici les 3 numéros figurant au verso de votre carte bancaire _____

Signature (Obligatoire) : _____

Je peux aussi m'abonner au 0 826 963 964 (0,15 €/min.) ou sur www.prismashop.geo.fr

Les avantages de l'abonnement

- Vous bénéficiez d'un tarif préférentiel.
- Vous recevez votre magazine chaque mois chez vous !
- Vous avez la certitude de ne rater aucun numéro.

* Prix de vente en kiosque. **Facultatif. Réception du premier numéro sous 3 semaines environ. Photos non contractuelles. Offre valable jusqu'au 2 mois en France métropolitaine, dans la limite de stocks disponibles. Possibilité de s'abonner à GEO seul (1 an/12N°) pour 49,90€. Possibilité de s'abonner à GEO HISTOIRE seul (1 an/6N°) pour 29 €. Possibilité de commander le livre pour 19,95€ + 5,90€ de frais de port. Les informations ci-dessus sont indispensables au traitement par PRISMA MEDIA de votre abonnement. A défaut, votre abonnement ne pourra être mis en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre abonnement. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amenés à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre ☐. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.

Bières du monde

NOUVEAUTÉ



La bible des bières du monde !

Ce livre unique explore la bière, un breuvage synonyme de dégustation, d'expérience, d'échange et de voyage. Au fil des pages, vous pénétrez dans le vaste monde des brasseries : plus de 800 brasseries sont répertoriées et vous y découvrez les notes de dégustation détaillées de plus de 1700 bières... Que ce soit dans le Yorkshire, à Dublin, Prague ou encore chez soi, ce guide apprendra aux amateurs, débutants ou confirmés comment savourer ce doux mélange de malt et de houblon.

Un livre qui révèle tout le savoir-faire et toute la tradition de ce breuvage ancestral !

Editions Prisma
19,5 cm x 23,5 cm - 352 pages

Prix non-abonnés : 27,50 €

Prix abonnés : 26,10 €* REF : 12289

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Whiskies du monde

BEST-SELLER

Un livre à consommer sans modération !

Prenez la route du whisky : de l'Écosse aux États-Unis, en passant par le Japon, aucun terroir n'est oublié ! Comment se fabrique le whisky ? Quels sont les différents types ? Comment bien le déguster ? Toutes les questions trouvent leur réponse dans ce livre très complet avec :

- des cartes pour parcourir les routes du whisky,
- les plus grandes distilleries et leurs secrets de fabrication,
- les visuels de plus de 700 références, répertoriées et commentées,
- de nombreux et instructifs commentaires de dégustation.

Partez pour un voyage inédit parmi les meilleurs whiskies du monde !

Editions Prisma
19,5 cm x 23,5 cm - 354 pages

REF : 11912

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



Prix non-abonnés : 27,50 €

Prix abonnés : 26,10 €* REF : 12289

Coffret Trains

NOUVEAUTÉ



Une aventure humaine et technologique

Voici l'histoire d'une merveilleuse machine qui a changé la face du monde. Des origines du rail, aux trains électriques en passant par le TGV d'aujourd'hui, ce coffret richement documenté vous emmènera à la découverte du monde fascinant des trains. 20 fac-similés de documents d'époque vous font pénétrer dans cet univers : certificats de contrôle technique de 1863, articles sur l'Orient-Express... Plongez au cœur de cette invention majeure qui a toujours passionné les hommes à travers les siècles !

28,3 x 24,5 cm - 96 pages

Prix non-abonnés : 35 €

Prix abonnés : 33,25 €* REF : 12260

SÉLECTION DU MOIS !

**TARIFS PRIVILÉGIÉS
POUR NOS ABONNÉS**

Le langage secret des églises et des cathédrales

NOUVEAUTÉ



Décryptez les mystères de l'art sacré

Ce livre offre des clés pour apprécier à leur juste valeur l'architecture, l'agencement et la décoration des lieux de culte chrétiens, et mettre en lumière leur signification sacrée. Ce beau livre vous invite à :

- décrypter le symbolisme utilisé dans les églises et les cathédrales pour exprimer les différents aspects de la foi,
- découvrir le sens sacré de la structure, du mobilier et de la décoration des lieux de culte chrétiens,
- explorer les édifices emblématiques du christianisme : Notre-Dame de Paris, Saint-Pierre de Rome, Saint-Paul à Londres, la Sagrada Família à Barcelone...

Un ouvrage passionnant pour les amoureux d'Art et d'Histoire !

Format : 24 x 30,6 cm
224 pages



Prix non-abonnés : 35 €

Prix abonnés : 33,30 €* REF : 12256

COMMANDEZ-LES DÈS AUJOURD'HUI

à découper ou à photocopier et à retourner à : Les Éditions GEO - 62069 Arras Cedex 9

Comment profiter des tarifs privilégiés ?

- ☐ Je suis déjà abonné(e) et je profite automatiquement des tarifs privilégiés.
- ☐ Je m'abonne et je profite immédiatement des réductions réservées aux abonnés. J'ajoute au montant de ma commande 49 € (1 an/12 n°s).
- ☐ Je ne suis pas abonné(e) et je règle donc mes achats au prix non-abonnés.

Nom de l'ouvrage	Référence	Qté	prix unitaire en €	TOTAL en €
Bières du monde	1121218191			
Whiskies du monde	1111911121			
Coffret Trains	1121216101			
Le langage secret des églises...	1121215161			

☐ Pour 5 € de plus, je reçois un CD-Rom quiz (réf.10477)

+ 5 €

Participation forfaitaire port/emballage pour toute commande**

+ 5,95 €

☐ Je m'abonne à GEO aujourd'hui (1 an - 12 n°s)

49 €

**Au-delà de 5 exemplaires, nous consulter au 0 825 06 21 80 afin d'assurer une livraison optimale et garantie de votre commande.

TOTAL GÉNÉRAL

☐ Je règle par chèque ci-joint à l'ordre de GEO.

☐ Je règle par carte bancaire ☐ Visa ☐ Mastercard

_____ Date de validité _____

Signature :

Les 3 derniers chiffres
figurant au verso de votre carte
afin de sécuriser votre paiement

Mes coordonnées : ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

GHI0312EV

Email (facultatif):

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2012. Tarifs étrangers : nous consulter au 0 826 963 964 (0,15 cts/min).

Délai de livraison sous 10 jours ; sinon maximum de 8 semaines. Si votre produit vous arrivait endommagé ou ne vous apportait pas entière satisfaction, vous disposez d'un délai de 15 jours pour nous le retourner, dans son emballage d'origine, et selon votre souhait, nous nous engageons à vous le remplacer ou à vous le rembourser. Les informations ci-dessus sont indispensables au traitement par PRISMA PRESSE de votre commande. A défaut, votre commande ne pourra être mise en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre commande. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA PRESSE. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre ☐. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA PRESSE.

*La loi ne nous autorise pas à accorder une remise supérieure à 5 % sur ces produits.

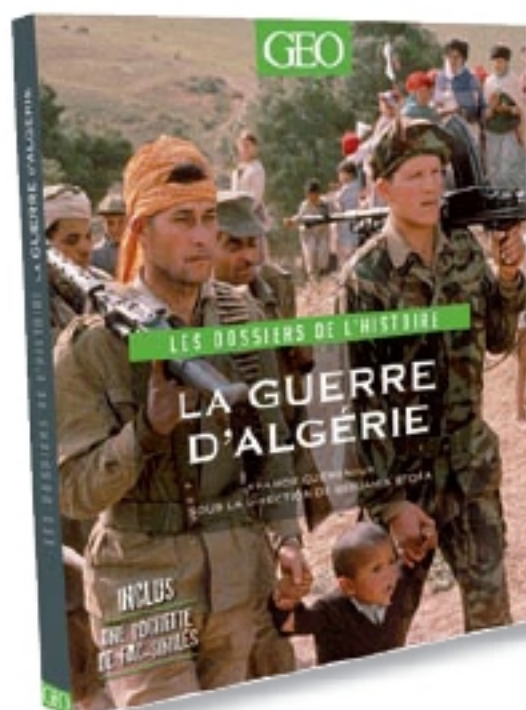
DÉCRYPTAGE

ALGÉRIE, 1954-1962 : LA «GUERRE SANS NOM»

Comprendre les hommes, les événements, les idées qui ont modelé le passé et forgent le présent, c'est ce que propose la collection GEO/Les dossiers de l'Histoire. Le nouveau titre de cette collection, «La Guerre d'Algérie», veut aborder de manière impartiale l'histoire de l'Algérie et de la France entre 1954 et 1962. Complet et très illustré, cet ouvrage rappelle les origines de la présence française en Algérie, puis raconte les débuts de l'insurrection, le déroulement des hostilités entre les deux peuples, le fameux «Je vous ai compris» du général de Gaulle et, finalement, l'accession à l'indépendance du pays.

Les historiens Tramor Quemeneur et Benjamin Stora, spécialistes de l'histoire du Maghreb contemporain et de l'Algérie coloniale, reviennent en six chapitres sur cette «guerre qui ne dit pas son nom» et tentent d'émettre des réponses claires aux questions qui se posent encore sur ce conflit. Comment en est-on arrivé là ? Quels sont les différents temps qui ont structuré cette guerre ? Quelles traces a-t-elle laissées dans nos mémoires ?

Ce livre contient aussi une pochette de fac-similés rares (une lettre d'Albert Camus, la une du journal «Le



Pied-noir», des documents de cotisations au FLN, une lettre de soutien à Messali Hadj...) qui apportent une nouvelle dimension au récit historique. Avec 130 illustrations (photographies, affiches, objets et cartes d'époque...) et un texte riche et accessible, rythmé de nombreux encadrés consacrés à des personnalités, des lieux ou des événements, «La Guerre d'Algérie» permet de mieux décrypter et appréhender cette période de l'Histoire qui, cinquante ans après, marque encore les esprits.

«La Guerre d'Algérie», de Tramor Quemeneur et Benjamin Stora, coll. Les dossiers de l'Histoire, éd. Prisma Presse/GEO Histoire, 144 pages, 21,90 €. Ce livre est disponible en librairie.

FRESQUE

La fabuleuse histoire de l'humanité



De la naissance du langage à l'accélération de la mondialisation en ce début de XXI^e siècle, retrouvez les événements marquants qui ont jalonné l'histoire de l'humanité. Cet ouvrage encyclopédique met en relief les évolutions politiques, économiques, sociales et artistiques des civilisations, et nous permet d'en mieux

saisir les mutations et les valeurs. Il fournit les biographies de personnages qui ont marqué l'Histoire, connus ou moins connus, d'Alexandre le Grand à Tim Berners-Lee, l'inventeur d'Internet. Ce beau livre resitue aussi les religions et les grands courants de pensée dans leur époque, revient sur les découvertes et les innovations technologiques majeures.

Foisonnant de documents visuels, de cartes et de graphiques illustrés, «Voir l'Histoire, comprendre le monde» offre, en quelque 600 pages, un magnifique panorama de l'aventure humaine sur toute la planète.

«Voir l'Histoire, comprendre le monde», éd. Prisma Presse/GEO Histoire, 612 pages, 49,95 €. Ce livre est disponible en librairie.

GEO

vous présente les livres

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE

« L'Histoire est un grand présent,
et pas seulement un passé. »

Alain (1868-1951)



Déjà parus

Disponible le 8 mars,
de Tramor Quemeneur
sous la direction de Benjamin Stora

INCLUS DANS CHAQUE LIVRE

10 FAC-SIMILÉS À DÉCOUVRIR



Une collection
exceptionnelle,
riche en illustrations
et documents d'époque,
pour mieux comprendre
et revivre les moments
forts de l'Histoire.

Disponible en librairies et rayons livres - 144 pages - A partir de 19,95 € - www.editions-prisma.com

GEO

Une irrésistible envie de connaître le monde



Affligem

La savoureuse minute belge.



Il faut une minute pour qu'une gorgée de bière Affligem
révèle toutes ses saveurs.